

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RÔLE DES MISSIONS DE PAIX DANS LA LUTTE CONTRE LE NETTOYAGE
ETHNIQUE EN ANALYSANT LE CAS DU DISTRICT DE GALI EN ABKHAZIE DE 1994
À 1998

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR
JEAN-PHILIPPE BARRIÈRE

OCTOBRE 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce mémoire n'aurait pu être complété sans le support de quelques personnes que j'aimerais remercier. Tout d'abord, il y a Sylvain Lefebvre, mon directeur, dont l'entier et indéfectible support fut très apprécié. Je voudrais aussi souligner le support moral et matériel de ma famille : mon père Michel, ma mère Marie-Esther, et mon frère François. Leurs encouragements furent une source de motivation plus que bienvenue. Finalement, Stéphanie Bourgault fut d'une précieuse aide pour la réalisation des documents cartographiques contenus dans cet ouvrage.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES FIGURES	vii
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I PROBLÉMATIQUE	4
CHAPITRE II MÉTHODOLOGIE	10
2.1 Usages de la revue de littérature	10
2.2 Justification du terrain	11
2.3 Le conflit en Abkhazie	12
2.5 Analyse et sources des données	13
CHAPITRE III TYPOLOGIE DES MISSIONS DE PAIX	15
3.1 Historique des missions de paix	15
3.1.1 La Société des Nations	19
3.1.2 Les Nations Unies	22
3.1.3 La période de la guerre froide	23
3.1.4 Fin de la guerre froide et nouvel élan des missions de paix	27
3.2 La typologie des opérations de paix	31
3.2.1 Présentation de la typologie retenue	31
3.2.2 Comparaison des variables des différentes catégories	36
CHAPITRE IV LE NETTOYAGE ETHNIQUE	44
4.1 À l'origine d'une formule : la guerre de Yougoslavie	44
4.2 Définitions du nettoyage ethnique	47
4.3 Typologies du nettoyage ethnique	48
4.3.1 Typologie des formes du nettoyage ethnique	48
4.3.2 Pérenniser le nettoyage ethnique : les mesures suivants le nettoyage ethnique	54
4.4 Les motifs poussant au nettoyage ethnique	55

CHAPITRE V	
CONFLIT ABKHAZE	58
5.1 Mise en contexte	58
5.1.1 Situation de l'Abkhazie	58
5.1.2 Description de l'Abkhazie	59
5.2 Origine du conflit abkhaze	60
5.3 Conséquences des combats de 1992-1993	70
5.3.1 Aperçu des combats et du nettoyage ethnique	70
5.3.2 Rôle ambiguë de la Russie durant le conflit	73
5.3.3 L'établissement des missions de paix en Abkhazie	76
5.4 Caractérisation des missions de paix initiales	95
CHAPITRE VI	
ANALYSE DES MISSIONS DE PAIX	86
6.1 La période allant du déploiement initial à mars 1997	86
6.1.1 Séquence du conflit où interviennent les missions de paix	90
6.1.2 Consentement	90
6.1.3 Usage de la force	91
6.1.4 Équipement des missions de paix	99
6.1.5 Impartialité	101
6.1.6 Fonctionnalité	102
6.2 La fin du consentement géorgien à la mission russe	102
6.2.1 Les fondements et la nature des pressions de la Géorgie sur la Russie	103
6.2.2 Les raisons du maintien des troupes russes de la CISPKE	109
6.3 Les missions de paix durant la période de consentement géorgien ambiguë quant au maintien de la CISPKE	111
6.3.1 Séquence du conflit	113
6.3.2 Consentement	114
6.3.3 Usage de la force	115
6.3.4 Équipement des missions de paix	119
6.3.5 Impartialité	120
6.3.6 Fonctionnalité et diversité des acteurs	120
CHAPITRE VII	
BILAN ET CONCLUSIONS	121
7.1 Retour sur l'hypothèse	121
7.1.1 Temporalité	121
7.1.2 Consentement	122

7.1.3 Usage de la force	123
7.1.4 L'armement des missions de paix	124
7.1.5 L'impartialité	125
7.1.6 Fonctionnalité et diversité	125
7.1.7 Réponse à notre hypothèse	126
7.2 Critique de la méthodologie	127
7.3 Et pour l'avenir ?	127
BIBLIOGRAPHIE	129

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
3.1 Opérations de paix par décennie	28
3.2 Typologies des opérations de paix	32
3.3 Caractéristiques des différentes missions de paix	34
4.1 Typologie de Mann du nettoyage ethnique	50
4.2 Typologie du nettoyage ethnique de Bell-Fialkoff	51
4.3 Typologie des actes de nettoyage ethnique	52
5.1 Évolution démographique des différentes populations ethniques de l'Abkhazie	62
5.2 Composition ethnique de l'Abkhazie en 1989	62
5.3 Caractérisation de la MONUG d'après notre typologie des opérations de paix	83
5.3 Caractérisation de la CISPKE d'après notre typologie des opérations de paix	84

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
3.1 Les négociations de Versailles	16
3.2 Guerre d'Abyssinie	18
3.3 La salle du Conseil de Sécurité des Nations Unies au siège de l'organisation à New-York	24
3.4 Des soldats yougoslaves de la FUNU en patrouille	25
3.5 Des soldats de la FORPONU escortent des civils croates	30
3.6 Patrouille de soldats canadiens de l'ISAF en Afghanistan	37
4.1 Un combattant lors de la guerre de Bosnie	46
4.2 Des crânes de victimes du génocide rwandais dans l'école technique de Murambi	54
5.1 Situation de l'Abkhazie	59
5.2 Description de l'Abkhazie	61
5.3 Port de Soukhoumi	63
5.4 Zviad Gamsakhourdia	67
5.5 Tengiz Kitovani	69
5.6 Distribution spatiale des différents groupes ethniques peuplant l'Abkhazie	74

LISTE DES FIGURES (SUITE)

Figure	page
5.7 Le siège du Soviet Suprême Abkhaze	76
5.8 Zone d'opération des missions de paix	81
6.1 Un réfugié traversant l'Inguri	88
6.2 Des observateurs de la MONUG chez le barbier	92
6.3 Deux membres des forces militaires abkhazes	96
6.4 Deux observateurs de la MONUG	100
6.5 Un soldat de la CISP KF	102
6.6 Le barrage sur l'Inguri	116
6.7 Poste de contrôle abkhaze sur l'Inguri	118

RÉSUMÉ

Ce mémoire se propose d'interroger le lien entre la façon dont les opérations de paix fonctionnent et la façon de lutter contre le nettoyage ethnique. Pour y parvenir, l'auteur a tout d'abord défini une typologie des missions de paix afin de dégager leurs principales caractéristiques. Cette typologie fut appliquée à l'étude des missions de paix ayant œuvré en Abkhazie de 1994 à 1997. L'Abkhazie fut le théâtre d'un conflit sécessionniste ayant affecté la République caucasienne de Géorgie lors de son indépendance. Les caractéristiques du territoire abkhaze et la nature des combats auront mené à la conduite de nettoyage ethnique. Les accords de paix mettant fin aux hostilités auront mobilisé la venue de deux missions de paix dont on a comparé les actions sur le terrain en matière de lutte contre le nettoyage ethnique. Il apparaît que la manière dont une mission de paix fait usage de la force constitue la caractéristique des missions de paix leur permettant le mieux de lutter contre le nettoyage ethnique. Cependant, l'usage de la force entretient des liens importants avec le consentement et l'impartialité que les acteurs du conflit accordent à une mission de paix. Ces facteurs limitent les actions des missions de paix en vertu de considérations politiques et pratiques.

INTRODUCTION

À l'origine de la rédaction de ce document, plusieurs préoccupations m'animaient et expliquent la nature du travail entrepris. Premièrement, le Caucase m'intéressait énormément. Deuxièmement, les missions de paix me semblaient être un sujet d'étude fort passionnant, en ces temps de redéfinition de l'engagement militaire et humanitaire.

Cette dernière préoccupation était le fruit d'une observation. À l'origine du concept de mission de paix au début de la guerre froide, les missions se devaient consensuelles et ne faisaient que s'interposer entre belligérants étatiques ayant fait la paix préalablement. Avec la fin de la guerre froide, les missions de paix avaient considérablement changé de nature, devenant plus risquées et ambitieuses.

Par exemple, on rencontre désormais des missions mises en œuvre dans des contextes de guerre infra-étatiques, avec des mandats complexes, évolutifs. On pense notamment aux missions de l'ONU en Bosnie, au Rwanda, en Somalie. Ou alors, on pense à ces missions de paix chargées de remettre sur les rails une administration civile oblitérée par la guerre. On pense alors à la mission au Timor oriental, en Bosnie encore, ou au Kosovo. On pourrait multiplier les cas d'espèces. Retenons seulement qu'en ce début du 21^e siècle, la notion de mission de paix recouvre désormais un vaste champ d'activités.

D'un autre côté, la fin de la guerre froide a coïncidé avec une recrudescence des conflits armés à travers le monde. Il semblait que ces conflits s'étaient transformés qualitativement. Une panoplie d'expressions étaient utilisées pour décrire cette nébuleuse d'entreprises guerrières : guerre de 4^e génération, nouvelles guerres, guerres infra-étatiques, guerres civiles, guerres asymétriques, conflits de faible intensité...

Conceptuellement, on peut attester que chacune de ces expressions relevait d'une définition propre qui témoignait d'une réalité unique. Seulement, toutes ces réalités partageaient une constatation nouvelle : les civils étaient désormais les principales victimes de ces nouveaux conflits. Ces conflits présentaient donc une dimension humanitaire plus marquée.

Avec l'influence accrue des médias, ces conflits aux enjeux humanitaires auront provoqué la mobilisation d'une société civile beaucoup plus diversifiée et active,

regroupant des organisations de défense des droits de l'Homme, citoyens, groupes de réflexion sur la sécurité... Cette mobilisation aura exercé la pression nécessaire sur les gouvernants pour qu'ils interviennent dans ces nouveaux conflits au nom des vies civiles en jeu.

Ainsi, on vit apparaître une adéquation entre conflits et missions de paix, au nom du bien-être des populations. En fait, passé le cruel bilan de l'échec rwandais, plus la situation humanitaire d'un conflit donné était alarmante, plus les appels à l'envoi d'une mission de paix dans ce conflit se faisaient insistants.

Outre le génocide, assez rare, il se forma conceptuellement un cas de violations des droits de l'homme appelant vigoureusement à l'intervention d'une mission de paix. Il s'agit du nettoyage ethnique. Depuis l'apparition de la formule durant la désintégration de la Yougoslavie, l'expression se généralisa et devint une formule des relations internationales. Ainsi, la société civile et les dirigeants politiques auront souvent légitimité leur souci d'intervenir dans un conflit sur la base de l'existence d'une pratique de nettoyage ethnique, entre autres. Pour revenir à notre préoccupation pour les missions de paix, il semble s'établir un lien entre le nettoyage ethnique et l'intervention d'une mission, ostensiblement pour le juguler.

Cependant, tous les cas de nettoyage ethnique ne se ressemblent pas. Ils ne sont pas conduits de la même façon, ni pour les mêmes raisons, ne présentent pas la même ampleur, ni la même configuration d'acteurs. De plus, ce ne sont pas tous les cas de nettoyage ethnique qui auront motivé l'envoi d'une mission de paix. De même, on sait que toutes les missions de paix n'auront pas été aussi efficaces à reconstruire la paix, renverser le nettoyage ethnique, le freiner, ou le prévenir...

Ainsi, il m'apparaissait que le lien entre missions de paix et nettoyage ethnique gagnerait à être scruté compte tenu du flou qui l'entourait. D'autre part, je croyais qu'il s'agissait là d'un sujet socialement utile et qui répondrait à mon attachement pour les questions de sécurité et de géopolitique en général. Il s'agit là du thème de cette recherche.

Afin de bien poser les fondations de cette recherche, la première section porte sur la problématique. On présentera le terrain d'étude : la Géorgie et le conflit abkhaze. On présentera formellement l'hypothèse et ses variables. Finalement, on y présentera l'approche disciplinaire.

Le deuxième chapitre porte sur la méthodologie. On y explique l'usage qu'on fera de la revue de littérature. On y défend aussi le choix de notre terrain et de notre période d'étude. Finalement, on y présente les sources que nous comptons utiliser et la façon dont nous présenterons les données que nous en retirerons.

Les chapitres suivants constituent le développement de notre argumentation. Le premier de ces chapitres, le troisième de ce mémoire, présente une typologie des missions de paix. Nous tâcherons alors de présenter sous quelle manière peuvent être classées les missions de paix et quels liens leurs différentes variantes entretiennent-elles entre elles.

Le chapitre quatre constitue aussi un travail d'élaboration d'une typologie. Il s'agit de dresser la typologie du nettoyage ethnique. Nous tâcherons d'organiser les différents cas de nettoyage ethnique et de déterminer à quels aulnes il est possible de les distinguer.

Le chapitre cinq constitue le contexte de la venue des missions de paix en Abkhazie. Il s'agit de présenter l'origine du conflit abkhaze, le déroulement du conflit, les contours du nettoyage ethnique, le rôle des différents acteurs durant le conflit... Tout cela permettra de bien comprendre dans quel contexte interviennent les missions de paix.

Finalement, le chapitre six contient l'analyse des données. Il s'agit d'utiliser les données concernant les missions de paix et le nettoyage ethnique en Abkhazie. Cela précèdera le dernier chapitre, le bilan, où on effectuera un retour sur l'hypothèse à la lumière des informations analysées et de nos deux typologies. On terminera notre travail par un chapitre où on effectuera un bilan et un retour sur notre hypothèse.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE

La Géorgie, petite république du Caucase, connaît une existence mouvementée depuis son indépendance. Le dernier chapitre de cette histoire est présentement rédigé par son actuel Président Mikhaïl Saakashvili. La période actuelle est marquée par l'opposition avec la Russie, notamment au sujet de l'accession de la Géorgie à l'OTAN, du rôle joué par la Géorgie en temps que voie de contournement de la Russie pour les hydrocarbures de la Caspienne et, surtout, du support de la Russie à l'indépendance des deux territoires sécessionnistes de la République Géorgienne : l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie.

Ces deux territoires auront été le champ de la confrontation entre la Russie et la Géorgie durant la période actuelle. La Russie aura consolidé peu à peu son influence sur ces territoires qu'elle protégeait. En effet, les conflits qui avaient initialement séparé ces territoires sécessionnistes, et ayant eut lieu au début des années 1990, s'étaient tous deux conclu par un accord de cessez-le-feu garanti par la Russie et la présence de ses casques bleus. Ainsi, la dépendance de ces territoires sur Moscou pour assurer leur sécurité face à la Géorgie donnait beau jeu à la Russie pour y consolider son influence dans le but de punir une Géorgie qu'elle percevait comme trop pro-occidentale.

Face à ce processus « d'annexion rampante », comme le désignaient les experts géorgiens, Saakashvili aura recherché la confrontation depuis le début de son mandat en 2004. Cette stratégie cherchait à rendre apparente la partialité de la Russie qui, Tbilissi le supposait, se serait portée au secours des régions séparatistes plutôt que de laisser la Géorgie rétablir son autorité sur ces régions. Selon le plan Géorgien, cela aurait affaibli la légitimité du rôle de la Russie, donc entraîné une internationalisation du conflit et, ainsi, la

création d'un cadre favorable à la Géorgie pour rétablir son influence sur les territoires séparatistes.

Cette stratégie géorgienne aura culminé dans le bombardement à l'artillerie lourde de Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du Sud, le 8 août 2008, pour répondre à des tirs de mortier sporadique sur des villages géorgiens suite à une escalade militaire avec les

Sud-Ossètes. Le bombardement de Tskhinvali par les Géorgiens, quoique barbare et disproportionné, aura entraîné une intervention de l'armée russe de grande ampleur, rapide et encore plus disproportionnée, visant à protéger l'Ossétie du Sud et ses habitants de la menace alléguée de « génocide ».

En effet, l'intervention russe peut être qualifiée de disproportionnée si on considère qu'elle se conclue par la reconnaissance de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Les deux territoires, bien que connaissant un historique et une dynamique politique distinctes, auront tous deux été reconnus par Moscou dans le but de durablement déstabiliser la Géorgie.

Ainsi, la situation est encore explosive dans le Caucase. La Géorgie cherche à reconquérir ces régions séparatistes mais, la Russie les a reconnues et y stationne des milliers de soldats, en plus d'avoir signé des accords de défense avec leurs dirigeants et, les troupes russes du Caucase Nord ne sont pas loin.

Cette situation ne doit pas son existence seulement à l'empressement de l'administration Saakashvili ou, à l'intransigeance de la Russie. La situation des conflits sécessionnistes en Géorgie existait depuis l'indépendance de la Géorgie jusqu'à l'accession au pouvoir de Saakashvili, alors que les relations avec la Russie étaient plus cordiales. Ainsi, on peut dire que la situation se sera enlisée pendant près de 10 ans avant que Saakashvili n'intervienne pour durablement perturber le statu quo.

Particulièrement, des deux conflits sécessionnistes, le conflit abkhaze est celui qui aura le plus affecté la Géorgie. En effet, il aura produit plus de 250 000 réfugiés dans un pays de 4 millions d'habitants. De plus, le conflit aura traîné en longueur, en dépit du soutien aux efforts de paix accordé par l'Occident en particulier et de la communauté internationale en général. En effet, ce conflit aura été le théâtre du déploiement de deux missions de paix : une mission d'observation des Nations Unies et une mission d'interposition de la Communauté des États Indépendants opérant en tandem avec celle de l'ONU.

Ces missions auront été déployées pour éviter la reprise des hostilités et veiller au respect des accords signés entre la Géorgie et l'Abkhazie suite à un conflit pour l'indépendance de l'Abkhazie. Ce conflit aura initialement connu une phase armée entre 1992 et 1993. C'est alors que les réfugiés auront pris la route. Ces mouvements de

populations auront changé durablement l'équilibre ethnique de la République en faveur des Abkhazes qui cherchait à y établir un État.

Ainsi, face aux atrocités commises à l'encontre des civils et la dimension ethno-politique du conflit, les allégations de nettoyage ethnique auront fusé des deux côtés. La question est sérieuse, le nettoyage ethnique signifie qu'on empêcherait les réfugiés de revenir chez-eux et de reprendre leurs habitudes de vie antérieures au conflit.

Les missions de paix déployées en Abkhazie avaient pour mandat de voir au rapatriement des réfugiés produits par le conflit Abkhaze. Il serait intéressant de se pencher sur la façon dont les missions de paix en Abkhazie ont pu s'acquitter de cette tâche. Cela permettrait d'évaluer l'efficacité des missions de paix en général quant à la diminution des souffrances humaines liées au nettoyage ethnique.

Pour répondre à cette attente, le cadre abkhaze constitue un bon terrain puisqu'on y retrouvait deux missions de paix très différentes. Il y avait une mission légère d'observation des Nations Unies et une mission beaucoup plus lourde de la CEI. De plus, les deux travaillaient essentiellement aux mêmes objectifs de rapatriement et de sécurisation des réfugiés, c'est-à-dire d'assurer leur sécurité, réparer le nettoyage ethnique et, apaiser les tensions qui y sont liées.

Cette question est valide dans la mesure où la partie géorgienne aura fréquemment attesté de la partialité de la Russie et de son support à l'Abkhazie. Ainsi, on peut penser que la Russie n'aura pas effectivement œuvré à résoudre le conflit selon un résultat satisfaisant pour la Géorgie, que les Abkhazes se refusaient à laisser opérer. Il serait intéressant d'aller vérifier sur le terrain ce qu'il en était vraiment. On dénote une indigence dans la littérature scientifique francophone et anglophone à ce sujet.

De plus, la question est délicate compte tenu des différences de vue entre la partie abkhaze et la partie géorgienne. La principale différence entre les positions abkhazes et géorgiennes concernait l'organisation de l'agenda des négociations. Les Abkhazes avançaient qu'une solution politique au conflit devait d'abord être trouvée. Pour Tbilissi, on devait d'abord procéder au rapatriement des centaines de milliers de réfugiés produits par la guerre

Les Abkhazes tenaient à régler le statut de l'Abkhazie avant le rapatriement des réfugiés compte tenu qu'ils craignaient que ces réfugiés, surtout géorgiens, ne pèsent de leur

poids sur les négociations et produisent un accord politique moins favorable aux Abkhazes. Car, il faut mentionner que bien que les membres de l'ethnie Abkhaze étaient constitutionnellement titulaires de la République d'Abkhazie, lorsque le conflit éclata, ils n'y étaient démographiquement que minoritaires.

En plus de ralentir les négociations de paix, cette dimension politique à la question démographique est ce qui vient donner du poids aux préoccupations de nettoyage ethnique. Principalement, on suspecte les forces de l'ethnie abkhaze d'avoir procédé au nettoyage ethnique de l'Abkhazie durant le conflit de 1992-1993 afin de renforcer sa mainmise sur « sa » République. L'ONU atteste ces faits, de même que plusieurs sources scientifiques et autres organisations non-gouvernementales comme Human Rights Watch.

Ainsi, on comprendra le caractère sensible de la question du rapatriement des réfugiés vers l'Abkhazie. Pourtant, c'est dans cette question que résidait la solution aux souffrances de dizaines de milliers de déplacés. Il y eut quand même place au compromis entre la partie abkhaze et géorgienne quant à la question du rapatriement des réfugiés.

Les Abkhazes avaient accepté de participer au rapatriement de réfugiés dans une région de l'Abkhazie limitrophe de la Géorgie. C'est là que les missions de paix pouvaient jouer un rôle. Elles devaient veiller à la sécurité des réfugiés s'étant rapatriés dans le territoire sous leur mandat.

L'intérêt géographique de l'étude du lien entre le nettoyage ethnique et les missions de paix réside dans la nature de l'enjeu étudié. Le nettoyage ethnique constitue une stratégie ayant un caractère éminemment spatial puisqu'il vise à vider un territoire d'une population. Ainsi, on étudie la manière de prémunir un territoire contre ce genre de traitement à l'aide d'une mission de paix.

Ainsi, se pose la question principale de recherche suivante : qu'est-ce qui dans les missions de paix déployées en Abkhazie a permis d'y amoindrir ou prévenir le nettoyage ethnique? Cette question se pose en deux volets. La première recherche ce qui dans les activités ou propriétés des missions de paix, permet de prévenir la poursuite du nettoyage ethnique et, la deuxième, cherche à trouver ce qui de ces missions de paix fait pour renverser ce nettoyage ethnique, c'est-à-dire voir au rapatriement des réfugiés.

Afin de guider notre réflexion, nous établissons la réponse suivante, ou l'hypothèse suivante, à ce questionnement : la présence de missions de paix aura permis de limiter le nettoyage ethnique dans la région sous l'autorité des missions de paix.

La variable indépendante de cette hypothèse est la simple « présence » des missions de paix. Cette souplesse conceptuelle nous servira à mieux coller à la réalité lors de nos investigations. Il s'agirait de déterminer ce qui, dans leurs différentes propriétés et qualités, aura été le plus efficace pour prévenir le nettoyage ethnique ou freiner. Cela nous permettrait de disposer de lignes de conduite par rapport à l'établissement de futures missions visant à prévenir ou renverser le nettoyage ethnique. Ainsi, on viendrait nourrir le champ interdisciplinaire des études de paix.

Pour ce qui est du cadre temporel, nous nous concentrerons entre la signature de l'accord de Moscou du 14 mai 1994 et la fin du dernier mandat officiel de la force de maintien de la paix russe, le 31 juillet 1998. Voyons pourquoi. L'accord de Moscou de 1994 constitue l'accord de séparation des forces et le cessez-le-feu permanent entre la partie géorgienne et abkhaze. Puis, le 31 juillet 1998 correspond au moment où la mission russe et la mission de l'ONU perdent le consentement de la Géorgie pour opérer. Ainsi, à partir de 1998, la mission de paix russe devient l'outil de la politique russe dans le Caucase et cesse de lutter contre le nettoyage ethnique.

Ainsi, on cherche à exclure de notre recherche la période à partir de laquelle la mission russe cesse d'être un outil de rapatriement des réfugiés et un agent crédible de la paix. C'est ce qui justifie que notre cadre temporel s'arrête le 31 juillet 1998.

Pour répondre à ces questions, on adoptera une perspective géopolitique. Cette approche se veut une démarche interdisciplinaire. Il y aura certes une approche géographique, pour décrire les processus géographiques concourant au nettoyage ethnique. Accompagnant cette description, on retrouvera certainement une approche politique pour restituer le sens des actions posées par les acteurs. Spécifique à cette science politique, on empruntera sûrement à la discipline des études stratégiques pour suivre les événements sur le terrain : la mise en œuvre des moyens, de la force, par les missions de paix, pour atteindre leurs objectifs.

L'élément structurant les différentes disciplines des sciences humaines se retrouve dans le souci de coller le plus possible à la réalité (Murphy et al., 2004, p.640), particulièrement le souci de décrire les luttes de pouvoir pour des territoires. Il s'agit là du

propre de la géopolitique. On empruntera à l'école française de géopolitique avec le souci de présenter les représentations que se font les acteurs du conflit et des événements afin qu'on comprenne bien la rationalité derrière leurs actions (Lacoste, 2003, p193).

CHAPITRE II

MÉTHODOLOGIE

2.1 Usages de la revue de littérature

Il va de soi que notre méthodologie découle de notre hypothèse. Nous voulons déterminer ce qui, des propriétés des missions de paix, leur a permis d'influencer la conduite du nettoyage ethnique. Afin d'être en mesure de faire ce travail d'analyse, nous devons disposer d'une grille de lecture des données de terrain, des événements.

Nous tâcherons d'établir une typologie des missions. Cette typologie se voudra un travail d'exhumation des différentes variables principales qui constituent une mission de paix et des différentes valeurs que peuvent prendre ces variables.

On comprend qu'on présentera le fruit de ce travail sous forme de grille, ou de tableau, avec comme colonnes, les genres de missions de paix qui se dégagent de la littérature, et comme rangées, les types de variables. Les cases de la grille seront remplies par la valeur que prennent ces variables pour chacune des missions de paix. Cela nous permettra de comparer les différents types de mission de paix.

Afin de construire cette grille, on puisera dans la littérature scientifique du champ des études de paix. Ce champ disciplinaire est lui-même interdisciplinaire. En effet, il s'agit de l'étude des missions de paix et pour ce faire il emprunte tant à l'économie, la politique, le sous-champ politique qu'est la stratégie, la gestion des organisations et toutes autres disciplines pouvant éclairer l'étude de la mission de paix qui concerne le chercheur.

Plus spécifiquement, on tâchera de cerner dans le corpus des études de paix les typologies de missions de paix déjà établies et de les critiquer, de les comparer, afin de produire une typologie la plus facile d'utilisation et la plus signifiante pour notre entreprise, le tout, à l'aide des écrits des différents auteurs.

Le deuxième chapitre de notre développement, ou le chapitre quatre de ce travail, portera sur la question de nettoyage ethnique. Cette notion constitue la variable

dépendante de notre hypothèse et à cet égard, on désire vérifier les façons dont elle peut varier.

On effectuera donc une deuxième revue de littérature, en puisant dans le champ des études politiques et de la géographie, afin de déterminer comment les nettoyages ethniques sont menés. On présume qu'il existe plusieurs façons de vider un territoire de sa population et nous voudrions demeurer attentifs à toutes ces formes afin de bien cerner le sujet. On cherchera aussi à déterminer comment les nettoyages ethniques peuvent être pérennisés.

Cette étude de la littérature nous permettra d'identifier les phénomènes de nettoyage ethnique auxquels nous devons demeurer attentifs. Cela sera utile car, rappelons que notre hypothèse nous commande de vérifier la mesure avec laquelle les missions de paix que nous étudions réussissent à contenir et renverser ces dits phénomènes de nettoyage ethnique.

Dans un souci d'intelligibilité, on tâchera d'organiser et de hiérarchiser les différents processus de nettoyage ethnique en fonction des variables qui les commandent et les rendent possibles. Par exemple, ce qui permet une déportation n'est pas la même chose qu'une expulsion mais on soupçonne que ces deux phénomènes entretiennent une relation que nous tâcherons de découvrir en parcourant la littérature. Ainsi, on tâchera de construire une typologie du nettoyage ethnique.

On organisera cette typologie à l'aide d'un tableau. Les colonnes présenteront les différentes formes de nettoyage ethnique et on les organisera en fonction de ce qui paraît les permettre, comme par exemple, le degré de violence employé ou l'importance des mesures administratives déployées.

2.2 Justification du terrain

Le conflit abkhaze est pertinent pour explorer la relation entre le nettoyage ethnique et les missions de paix à plusieurs égards. Premièrement, cette région a connu du nettoyage ethnique. Deuxièmement, l'avenir du visage ethno-démographique du territoire abkhaze, et son corollaire, le rapatriement possible des réfugiés, était jugé comme un enjeu crucial par les deux parties à la résolution du conflit. La question du nettoyage ethnique a donc reçu une attention particulière de la part des acteurs durant les négociations de paix et constitue un morceau de l'agenda de ces négociations. Cela

nous amène à notre troisième argument : les missions de paix dépêchées sur place devant, selon leur mandat, faciliter et garantir le rapatriement des réfugiés à l'intérieur de certains paramètres. Inversement, on comprendra qu'étudier des missions de paix ne disposant pas d'une telle directive dans leur mandat constituerait une entreprise stérile. Quatrièmement, dans le cas de l'Abkhazie, on compte deux missions de paix procédant chacune de légitimités et d'acteurs aux intérêts distincts. Ainsi, on peut comparer, pour la même situation, deux missions de paix différentes et juger de l'efficacité d'un plus grand nombre d'approches. Finalement, comme on le verra plus loin dans ce chapitre, on soulignera que le conflit abkhaze et la question du rapatriement de ses réfugiés aura disposé d'une grande attention en Occident. Ainsi, on retrouve une abondante littérature sur la question et qui est accessible au présent chercheur.

2.3 Le conflit en Abkhazie

Le chapitre cinq de notre travail consiste en une présentation de l'origine et de la conduite du conflit initial en Abkhazie. Présenter l'origine du conflit nous permettra de camper la dimension ethno-démographique du conflit. C'est-à-dire, le fait que les Abkhazes soient minoritaires dans leur République. Pour ce faire, on utilisera les données des recensements de l'Empire russe et soviétique et on commentera brièvement les relations entre la communauté abkhaze et géorgienne afin de faire ressortir l'importance de l'enjeu démographique.

Par la suite, cette section nous permettra de présenter la façon dont les hostilités se sont déroulées lors du conflit de 1992-1993. Cette présentation servira à faire ressortir la manière dont le nettoyage ethnique a été conduit durant le conflit. Pour ce faire, on utilisera des sources documentaires, tant scientifiques que l'œuvre d'organismes non-gouvernementaux et internationaux faisant état de la situation sur le terrain.

Cette section sur le conflit nous permettra aussi de présenter le rôle ambiguë de la Russie durant le conflit. On tâchera de vérifier dans quelle mesure les autorités ont réellement tenté de donner leur support aux forces abkhazes durant le conflit. Cette question est importante compte tenu qu'elle est à l'origine des circonspections géorgiennes à l'égard de l'impartialité de la mission russe, qui constituent un motif de notre questionnement.

2.3 Analyse et sources des données

Le chapitre six portant sur la période d'étude constitue notre chapitre d'analyse et d'interprétation. On étudiera les événements ayant eut lieu sur le terrain en matière de prévention et de mitigation de nettoyage ethnique. Pour ce faire, on utilisera les rapports du Secrétaire Général des Nations Unies auprès du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Ces rapports, émis tous les trois mois environ, permettent de faire le point sur les événements principaux s'étant déroulés dans la région d'étude et portant sur plusieurs sujets d'importance dans le cadre de notre travail. Ces rapports couvrent le déroulement des négociations de paix, le rapatriement des réfugiés, la situation sur le terrain, notamment en matière de sécurité, les activités de la Mission de l'ONU, la coordination de celle-ci avec la mission de la CEI, les activités de cette dernière, et toutes observations que le Secrétaire Général juge utile de faire.

Afin de s'assurer que ces rapports couvrent bien tous les événements d'importance, on utilisera trois autres sources d'informations. Il y a les dépêches quotidiennes de Radio Free Europe/Radio Liberty. Cet organisme est une création du gouvernement américain. Selon cet organisme, sa mission est d'informer de façon la plus transparente possible les populations des pays de l'ancienne URSS et des Balkans afin de promouvoir la mise en place d'un état de droit. Les dépêches qui nous sont accessibles en ligne couvrent la période allant de mai 1997 à aujourd'hui.

Avant cette période, on utilisera les dépêches du service de presse Open Media Research Institute (OMRI). Cet organisme effectuait sensiblement le même travail que celui de Radio Free Europe mais pour la période allant de février 1995 à avril 1997. Ces dépêches, et celles de Radio Free Europe, sont accessibles par l'entremise d'un site web du gouvernement grec : le centre des ressources hellénistiques.

On utilisera aussi les rapports mensuels du think tank géorgien du « *Caucasus Institute for Peace Democracy and Development* » (CIPDD). Cet organisme, de 1994 à 1997, émettait un bulletin mensuel sur la vie politique et les événements ayant eu lieu en Géorgie, avec une attention particulière pour les événements majeurs ayant affecté le conflit en Abkhazie.

La quatrième source est constituée des rapports mensuels sur la Géorgie effectués par *The Economist Intelligence Unit*, le think tank du groupe d'information *The Economist*.

Pour l'usage qui nous concerne, ces rapports sont semblables à ceux du CIPDD mais couvrent la période allant de 1996 à aujourd'hui.

Toutes ces informations seront analysées à l'aide de notre grille sur les missions de paix. Cette grille nous permettra de classer les informations selon l'aspect de la mission de paix qu'ils auront sollicité pour se produire. Ainsi, cela nous permettra ultimement de qualifier les deux missions de paix selon les variables de notre typologie. Il serait surprenant que chacune tombe exactement dans l'une des familles d'opérations idéalement conceptualisées. Sans doute que leur portrait couvrira plusieurs catégories.

De plus, ces informations nous permettront de suivre l'évolution du nettoyage ethnique ou de son atténuation. On mettra les actions des missions de paix qui les influence en relation avec ces événements, toujours en identifiant quels aspects des missions ces actions sollicitent.

Par exemple, on surveillera les mesures prises pour assurer la sécurité, rapatrier les réfugiés, assurer la sécurité sur le territoire. Ces informations représentent surtout des flux de personnes, dont la valeur est obtenue par les observations des Nations Unies, ou encore des cartes représentant les foyers de population et les installations des missions de paix, permettant de juger de la protection qu'elles offrent.

Toute cette démarche nous permettra ultimement de partir de notre typologie des missions pour dresser le portrait de ce qui fonctionne bien ou moins bien dans une mission de paix pour lutter contre le nettoyage ethnique.

CHAPITRE III

TYPOLOGIE DES MISSIONS DE PAIX

3.1 Historique des opérations de paix

On verra dans cette section que le concept d'opération de paix a évolué depuis la préoccupation de la communauté internationale d'assurer une nouvelle forme de sécurité. Dans un premier temps, la Société des Nations (SDN) devait assurer une forme de sécurité collective. L'échec de la SDN à ce chapitre stimulera les diplomates à trouver d'autres formes de régulation des conflits. Ainsi, la SDN mènera des opérations semblables aux opérations de paix modernes.

Les tensions menant à la seconde guerre mondiale feront s'écrouler l'architecture de la SDN. Au lendemain de ce conflit, on verra naître une nouvelle organisation mondiale se chargeant de sécurité collective : l'Organisation des Nations Unies. On verra comment, cette organisation, tout aussi incapable d'assurer ses promesses au chapitre de la sécurité collective, devra trouver des mesures alternatives de gestion des conflits.

Ces mesures alternatives prendront notamment la forme des opérations de paix traditionnelles. On verra comment la Guerre froide aura conditionné la conduite de ces opérations de paix. On verra aussi comment les opérations de paix se seront transformées avec la fin de la Guerre froide et l'amélioration de la coopération au Conseil de Sécurité.

3.1.1 La Société des Nations

La première guerre mondiale produira un profond traumatisme tant chez les belligérants que les États spectateurs. Conséquemment, le Président américain Woodrow Wilson voudra imprimer un nouvel esprit de solidarité à la communauté internationale. Pour y parvenir, des négociations de paix de Versailles naîtra une nouvelle institution internationale : la Société des Nations. Cette nouvelle institution devait mettre un terme aux conflits entre les États en incarnant une nouvelle forme de sécurité, la sécurité collective.

Ce concept visait à l'origine à rendre légales et automatiques les opérations d'imposition de la paix contre les États agresseurs. En effet, la sécurité collective garantit ses membres contre les agressions en alliant deux dispositions, contenues à l'article 10 de la Charte de la Société (David et Roche, 2002, p.65). Premièrement, les États membres d'une entreprise de sécurité collective s'engagent à se porter à la défense d'un membre victime d'une agression. Deuxièmement, la sécurité collective dépasse la simple notion d'alliance en ajoutant à cette garantie le devoir pour ses membres d'abandonner le recours à la guerre *illicite* (Karaosmanoglu, 1970, p.22).

On souligne la distinction que la communauté établit entre la guerre licite et illicite. La guerre illicite, condamnable, mobilise les dispositions du Pacte menant à une action collective contre l'agresseur afin d'imposer la paix. La guerre licite, pour sa part, peut être menée en toute impunité. Une telle guerre découle soit de l'observation scrupuleuse mais infructueuse des mécanismes de résolution des conflits prescrits par la Société des Nations (Karaosmanoglu, 1970, p.22), soit d'une question étrangère aux compétences de la Société des Nations, comme le stipule l'article 15 de sa Charte (David et Roche, 2002, p.66)



Figure 3.1 : Les négociations de Versailles. Ces négociations mobilisèrent une armée de diplomates provenant des différentes nations occidentales, œuvrant dans le fameux château français de Versailles, assez grand pour tous les accueillir. Ici, Woodrow Wilson s'adresse aux dignitaires pour faire la lecture du Pacte de la Société des Nations. (Source : wikipedia, consultée en février 2010, photo du domaine public)

Ainsi, dans les faits, il existait tout un processus permettant de sanctionner l'intervention de la communauté internationale visant à mettre fin à une agression. Il n'existait cependant pas d'autorité centrale permettant ultimement de statuer sur le caractère légal d'une agression. La procédure était la suivante.

Le Conseil de la SDN devait se prononcer sur la légalité d'une agression et les actions à prendre. Ce Conseil remettait ensuite son rapport aux nations membres qui demeuraient souveraines quant à l'observation des prescriptions de ce dit rapport. Cette procédure faisait que chaque État membre demeurait libre de statuer si une agression illégale avait bel et bien eut lieu et quelles sanctions devraient être appliquées, et si une intervention militaire devait être menée (Karaosmanoglu, 1970, p.25).

Ce système décentralisé aura entraîné trois carences chez la Société des Nations que relève Bellamy et al. (2004, p.66) à l'aide des travaux de Kupchan et Kupchan (1991) : *« les réponses aux agressions ont été sélectives, les moyens de la réponse ont varié, et des membres importants de la société internationale étaient absents »* (Bellamy, et al. 2004, p.67)

Ainsi, par la discorde entre ses membres, la Société des Nations n'aura jamais procédé à une entreprise militaire d'imposition de la paix comme sa Charte le prévoyait à l'article 16 : Cet article même relève la faiblesse du mécanisme de décision décentralisé de la SDN que nous venons d'exposer *« Le Conseil a le devoir de recommander (c'est nous qui soulignons) aux divers gouvernements intéressés (C'est encore nous qui soulignons) les effectifs militaires, navals ou aériens, par lesquels les membres de la Société contribueront respectivement aux forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société »* (Charte de la SDN, en ligne).

Ainsi, comme le soulignent David et Roche (2002, p.67), les sanctions militaires de la SDN n'étaient pas automatiques selon la formulation de l'article 16. Comme nous l'avons mentionné, il revenait aux États de juger de leur réponse propre à une agression, le Conseil de la SDN n'ayant qu'un rôle consultatif.

À trois reprises, le Conseil de la SDN a jugé qu'une agression avait été illégale. Il s'agissait de l'agression du Japon contre la Mandchourie (1930-1932), celle de l'Italie contre l'Abyssinie (1936) et de l'URSS contre la Finlande (1939). Devant ces cas d'agressions illégales flagrantes, la SDN ne put mobiliser une réponse adéquate. La réponse la plus ambitieuse fut celle opposée à l'Italie mais ne constituait pas une



Figure 3.2 : Guerre d'Abyssinie. Ici, des combattants de l'armée de libération de l'Abyssinie durant la 2^e guerre mondiale. La Société des Nations n'étant pas parvenu à régler le sort de ce royaume, c'est par les armes que la situation fut réglée. (Source : wikipedia, consultée en février 2010, photo du domaine public)

opération d'imposition de la paix. Il s'agissait de sanctions économiques, menées par quelques États seulement et, qui furent abandonnées après deux ans.

Ces échecs de l'application du principe de sécurité collective survinrent durant la période troublée des années 1930. Durant cette période, certains commençaient à afficher un expansionnisme menaçant et pouvaient difficilement être freinés sans provoquer une guerre majeure. Les deux piliers de la SDN, la France et l'Angleterre, voulaient éviter une nouvelle grande guerre. Avant cette période de troubles, toutefois, la Société des Nations a constitué des commissions semblables aux missions de paix modernes.

À la différence des entreprises d'imposition de la paix, prévues par le mécanisme de sanction des agressions, ces opérations étaient consensuelles. Les parties d'un différent avaient convenu de faire appel à la SDN et ses mécanismes de résolution. Les opérations qui en découlèrent, à l'image des missions de paix traditionnelles, constituent donc des outils d'aide à la résolution pacifique des différends. Puisque ces missions constituent un rouage d'un tel mécanisme de résolution pacifique et consensuelle, elles devaient bénéficier du consentement des parties. Ce consentement provenait de la

légitimité de l'opération dont on peut identifier deux sources. On constate que les opérations de la SDN découlaient soit de sa procédure de résolution des différends prévue par sa Charte, soit des mandats qui lui avaient été attribuées suite aux démembrements de l'Empire russe et austro-hongrois par les négociations de paix mettant fin à la première Guerre mondiale.

Dans un premier temps, les opérations assumant des mandats issus des négociations de paix n'ont pas à établir leur légitimité. Les parties avaient déjà convenu que la SDN agirait comme mandataire pour, généralement, mener un plébiscite sur la propriété de la région visée et y assurer l'ordre et la sécurité. Afin de garantir l'impartialité de cette entreprise, la force multinationale de la SDN qui devait appuyer ce mandat était composée de troupes provenant de pays neutres au conflit.

De telles commissions ont été mises sur pied pour mener à bien les plébiscites germains d'après-guerre au Schleswig, en Allenstein, au Marienwerder, dans le bassin de Klagenfurt, et en Haute Silésie entre 1920 et 1922 (James 1990, p.27-32 in Bellamy et al., 2004, p. 69) Les forces internationales employées lors de ces expériences étaient considérables, comprenant de 450 à 3 000 hommes (Bellamy et al., 2004, p.69).

On dénote une dernière mouture d'opérations menées par la SDN grâce à un mandat des négociations de Versailles. Il s'agit du cas de la cité-libre de Dantzig. Après la fin du mandat britannique sur cette enclave allemande en territoire polonais, l'administration de la ville devint l'affaire de l'administration locale, allemande. Les relations entre ce gouvernement et la Pologne environnante étaient la responsabilité d'un cadre d'administrateurs répondant à la SDN (Bellamy et al., 2004, p.68).

Dans un deuxième temps, les mesures de résolutions pacifiques des conflits entreprises par la SDN ont produit des missions de paix de diverses natures. On peut distinguer la variété de ces missions en remarquant qu'elles répondent à une séquence différente du conflit. En effet, la SDN n'était pas toujours saisie d'un différent durant la même séquence de conflictualité. Parfois, les hostilités pouvaient être déclenchées, alors que d'autres fois les tensions n'étaient que diplomatiques. Ces différences appelaient à plusieurs types de mission.

Par exemple, prenons le cas du conflit pour les îles Aaland entre la Finlande et la Suède. Le contentieux fut amené devant la ligue alors que le conflit n'était que diplomatique (Wainhouse, 1966, p.14). Le Conseil de la SDN, conformément à l'article 11 et 12 de la

Charte (Avalon Project, 1924), forma une commission d'enquête pour évaluer la manière dont devait être déterminé le légitime propriétaire des îles (Wainhouse, 1966, p.14).

Dans ce cas-ci, la mission prit l'aspect d'une délégation d'enquête, tant documentaire, pour couvrir l'aspect légal de la question, que factuelle (Wainhouse, 1966, p.13). En effet, la commission se déplaça sur le terrain pour interroger les acteurs et la population. Ce genre d'entreprise est précurseur des missions d'investigation dépêchées aujourd'hui par le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Dans les cas où les armes avaient déjà été utilisées, la procédure suivante avait été établie par jurisprudence (Wainhouse, 1966, p.8) : (1) Le Président du Conseil de la SDN appelait les belligérants à observer un cessez-le-feu, (2) ensuite, le Conseil se réunissait en conviant un représentant de chaque partie pour mettre fin aux hostilités armées, (3) les dispositions agréées par ce mécanisme étaient appliquées sur le terrain par une commission militaire composée d'un personnel neutre et finalement, (4) on établissait une commission responsable d'examiner les faits et de formuler des recommandations pour la résolution pacifique du conflit.

On notera qu'au cours de cette procédure il est arrivé à plusieurs reprises que la SDN ait à maintenir une zone tampon entre les belligérants, pour les séparer. La commission militaire était responsable du maintien de cette zone, sur le terrain (Wainhouse, 1966, p.9). Ces zones tampons n'ont jamais constitué l'unique recours de la SDN. Voyons deux exemples où des mesures parallèles à la création d'une zone tampon ont été mises sur pied.

Premièrement, une zone tampon a été appliquée dans le différent frontalier entre l'Albanie et ses voisins : l'Italie, la Grèce, et la Yougoslavie (Bellamy et al. 2004, p.69). Une zone de 25 km séparait les forces albanaises des forces de ses voisins. La SDN trouva une solution propre à ce conflit., La SDN mis sur pied une commission visant à borner la frontière albanaise afin de mettre fin aux disputes territoriales (Bellamy et al., 2004, p.69).

Ces deux commissions avaient pu être mises sur pied car l'Angleterre avait amené ce conflit devant le Conseil de la SDN. Les parties avaient convenu qu'il était préférable de laisser libre cours à la médiation. En effet, l'Angleterre, alors toute puissante, supportait la médiation et toute agression était déclarée illégale avant d'avoir épuisé tous les recours légaux et laissé écouler un laps de temps suffisant pour permettre leur exécution

(Karaosmanoglu, 1970, p.22). Ainsi, les pays fautifs ne voulaient pas devenir légalement l'ennemi de la puissante Angleterre.

Les parties se plièrent à la solution trouvée par la SDN, soit la constitution d'une commission pour borner la frontière. La solution trouvée devait être respectée par les parties sous peine d'être accusée d'agression illégale alors que, rappelons-le, la puissante Angleterre veillait.

Cette expérience souligne le rôle incontournable des grandes puissances dans le système décentralisé de la SDN où le recours aux sanctions était déterminé par chaque État membre. L'appui d'une puissance majeure était incontournable pour faire appliquer une décision de la SDN. On a mentionné le rôle critique de la France et de l'Angleterre à cet égard.

Deuxièmement, des escarmouches à la frontière entre la Grèce et la Bulgarie poussèrent la première à envahir la seconde. Le Président du Conseil de la SDN appela les parties à mettre fin aux hostilités alors que se préparait une opération de plus grande envergure. Les Grecs se retirèrent sous la surveillance d'une commission de la SDN (Bellamy et al., 2004, p.69; Wainhouse, 1966, p. 49-50). Par la suite, on attacha auprès des forces frontalières bulgares et grecques un officier suédois chargé de réorganiser chacune de ces forces pour éviter de nouvelles escarmouches (Barros 1970, p.87 et James 1990, p.40-42 in Bellamy et al. 2004, p.69).

Ce cas de figure démontre aussi la spécificité des mesures prises parallèlement à la séparation des belligérants. Ce qui posait initialement problème était la conduite de la sécurité à la frontière. La SDN a donc nommé deux officiers pour réviser ce processus. Ce conflit illustre aussi que dans certains cas, les parties convinrent de résoudre pacifiquement leur différent sous l'égide de la SDN.

En résumé, la SDN aura été précurseur des missions de paix moderne. Elle préfigure le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies en prévoyant des sanctions militaires pour rétablir la paix. Il s'agit là de l'imposition de la paix. Dans les faits, ce but n'aura jamais été réalisé.

En revanche, la résolution pacifique des différents aura amené la SDN à mener des missions de paix consensuelles, constituées de troupes impartiales. Ces missions sont

aussi vastes que la variété de missions que nous verrons plus tard dans le panorama moderne des opérations de paix. Cela reflète la spécificité de chaque conflit.

Dans tous les cas, on remarque que le consentement des parties est une donnée incontournable. Par exemple, lorsque la Pologne occupera la ville lithuanienne de Vilnius, les deux protagonistes refuseront que la SDN administre la ville en attendant l'atteinte d'une solution. Ainsi, la force de Vilnius ne sera pas déployée. Ceci est nouveau par rapport au Concert Européen et sera repris par les Nations Unies.

Le concept de consentement préfigure une autre donnée des opérations de paix : l'usage minimum de la force. Les opérations de paix de la SDN sont légitimées par l'article 11 de sa charte qui permet l'utilisation de tous moyens jugés pertinents pour « *sauvegarder la paix des nations* » (Avalon Project, 1924).

Passer outre le consentement des parties aurait signifié de se lancer dans une entreprise militaire usant de toute la force nécessaire pour faire appliquer les décisions du conseil. Ceci est plutôt sanctionné par l'article 16, dont l'invocation revient à chaque Nation comme on l'a vu.

Cette difficulté à réunir l'accord des Nations pour mener des opérations militaires d'imposition de la paix, soit invoquer l'article de sa Charte, aura amené la SDN à mettre sur pied des missions consensuelles et donc, ne versant pas dans la conduite de la guerre.

3.1.2 Les Nations Unies

Les auteurs s'entendent pour affirmer qu'il existe deux grandes périodes catégorisant la conduite des opérations de paix menées par l'ONU. Il y a la période correspondant à la Guerre froide, et celle qui lui succède (Bellamy et al. 2004 p. 70-76; David, 2006; p. 305 et 307; David et Roche, 2002; p.76; Hillen, 1998, p. 25 ; Mackinlay et Chopra, 1992, p. 113; Vaïsse, 2004, p.183).

La première période est marquée par des opérations prudentes, chargées d'assister des États désireux de trouver une solution pacifique à leur différent. On verra que cette conception des opérations de paix fut le produit des contraintes de la guerre froide pesant sur l'ONU. Avec la fin de cette période, les puissances s'entendront pour

intervenir au cœur des conflits intra-étatiques. On verra que cet environnement particulier viendra chambouler la manière de conduire des opérations de paix.

3.1.3 Période de la guerre froide

La période correspondant à la guerre froide a été marquée par la paralysie des Nations Unies. L'organisation aura été incapable d'assumer son rôle d'instrument privilégié d'une sécurité collective renouvelée et renforcée, devant succéder à celle de la Société des Nations (Bellamy et al., 2004, p. 70).

Cette incapacité est survenue malgré les mesures prises pour pallier au mécanisme défaillant d'application de la sécurité collective associée à la SDN. C'est-à-dire qu'on avait tenté de rendre automatique et légal le recours à la force en cas de bris de la paix et de la sécurité. L'article 42 du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies autorise le Conseil de Sécurité à employer les moyens « navals, terrestres et aériens » nécessaires pour remédier à une menace à la paix (Charte des Nations, en ligne, consultée le 28 août 2009).

Théoriquement, ces moyens militaires devaient être ceux prêtés par les États membres à un état-major onusien. Ainsi, il s'agissait littéralement de former une armée onusienne sous commandement onusien (Hillen, 2000, p.10-12). Cet ambitieux programme ne se réalisa jamais compte tenu que certaines puissances souhaitaient voir leur souveraineté demeurer entière et que l'affrontement est-ouest rendait difficile la coopération entre les Nations (Vaïsse, 2004, p.184).

La guerre de Corée (1950-1953) constitue une exception éclairante en matière de sécurité collective. L'intervention militaire contre la Corée du Nord fut autorisée par le Conseil de Sécurité. Cette autorisation avait pu être formulée compte tenu de l'absence de l'URSS du Conseil de Sécurité (Bellamy et al., 2004, p.71).

Cependant, comme on butait sur la constitution d'une armée onusienne, le Conseil de Sécurité se résolut à déléguer aux Etats-Unis la responsabilité de mener à bien l'intervention. Le retour de l'URSS au Conseil de Sécurité, forte de son veto, vint freiner



Figure 3.3 : La salle du Conseil de Sécurité des Nations Unies au siège de l'organisation à New-York. La salle est aussi appelée « salle norvégienne », en l'honneur de la Norvège qui défraya et, organisa l'aménagement et la décoration de la salle. La mosaïque à l'arrière représente le monde renaissant de ses cendres après la deuxième Guerre mondiale, tel le phœnix qui s'y trouve illustré. (© Nations Unies ; photographe : Paulo Filgueiras ; source : site web des Nations Unies, consultée en février 2010)

l'élan vers l'application de la Sécurité Collective qu'avait esquissé la guerre de Corée. La dynamique de confrontation était rétablie au Conseil de Sécurité.

En effet, entre 1945 et 1989, l'emploi du veto au Conseil de Sécurité par ses membres permanents fut un rappel constant du manque de coopération entre les puissances. L'URSS utilisa son veto à 114 reprises et les États-Unis, 69 fois, pour un total de 234 vetos pour cette période en comptant aussi les vetos des trois autres membres permanents, soit ceux de la France, du Royaume-Uni et de la Chine (Vaïsse, 2004, p.184).

Pour l'ONU et ses membres les plus ambitieux, il faudra trouver d'autres moyens pour gérer les conflits que ceux imaginés pour assurer la sécurité collective. Ces moyens devraient s'appliquer dans les interstices de la Guerre froide, sur des terrains où le jeu à somme nulle entre puissances ne s'opérait pas et qu'un accord entre ceux-ci était donc

possible (Vaïsse, 2004, p.186). On comprendra donc que le rôle de l'ONU durant la Guerre froide fut limité (Melvern, 1995 in Bellamy et al. 2004, p.70)

Un type d'opération fut trouvé pour répondre à ces contraintes, il s'agissait d'opérations de paix menée sous le Chapitre VI de la Charte des Nations Unies. C'est-à-dire, des missions ayant pour but d'assister les belligérants à la résolution pacifique du conflit.

Ce type d'opération a été imaginé sous la pression d'une crise internationale, celle du canal de Suez de 1956. La solution fut imaginée par le Premier Ministre canadien Lester



Figure 3.4 : Des soldats yougoslaves de la Force d'Urgence des Nations Unies (FONU) en patrouille. L'aspect multilatéral des missions peut amener des troupes à œuvrer dans des environnements auxquels elles ne sont pas habituées, comme ici, et causer des problèmes dus à l'équipement et l'entraînement inadéquats des troupes prêtées pour l'opération. (© Nations Unies ; source : site web des Nations Unies, consultée en février 2010)

B. Pearson. Il s'agissait de déployer une Force d'Urgence des Nations Unies (FONU) entre Israël et l'Égypte suite au conflit pour le canal (Bellamy et al. 2004, p. 71; Vaïsse, 2004, p.185.)

Concrètement, cette mission devait établir et faire respecter une zone tampon entre les belligérants après l'accord par ceux-ci d'un cessez-le-feu. Afin de mener à bien cet objectif, la force présentait trois caractéristiques : consentement des parties, impartialité, usage minimum de la force. Ces trois caractéristiques devaient devenir le propre des opérations de paix durant la Guerre froide.

Cette opération et les autres opérations de paix de la Guerre froide constituent une solution partielle mais improvisée à la marginalisation des Nations Unies. En effet, l'article du Chapitre VI invoqué pour légitimer les opérations de paix classiques était l'article 36. Cet article stipule que le Conseil de Sécurité peut « prendre les mesures adéquates » pour aider à la résolution pacifique des conflits. Ainsi, rien dans la Charte des Nations Unies ne prévoyait textuellement le déploiement d'opérations de paix (Hillen, 2000,p.9).

Comme ces missions étaient dans le but d'aider à la résolution pacifique des conflits, il est rapidement apparu que les trois caractéristiques de la FONU (consentement, usage minimum de la force, impartialité) étaient garantes du bon fonctionnement de ces opérations.

Le consentement des parties est la plus importante des caractéristiques. Elle assure que l'aide de la mission sera bienvenue et constructive, que les parties cherchent réellement à trouver pacifiquement un accord à leur différent. Une mission ne disposant pas du consentement des parties ne pourrait les aider à trouver pacifiquement une solution.

Le consentement des parties allait de pair avec deux propriétés de la mission de paix typique de la période de la Guerre froide. Il s'agit premièrement de l'emploi minimum de la force. Il s'agissait d'éviter de s'impliquer dans le conflit. L'emploi de la force ne visait simplement qu'à assurer la sécurité du personnel de la mission en déployant le minimum de troupes, et ce, en autant qu'était maintenu le consentement des parties.

L'usage minimum de la force évite de favoriser un parti ou un autre en évitant d'influencer les événements. Ainsi, on évite de devenir une partie au conflit, suite à des perceptions de partialité qui feraient de la mission une cible pour l'acteur qui se sentirait lésé. Cela

nous amène à l'autre grande caractéristique des missions de paix : l'impartialité. Celle-ci est assurée tant en composant la mission d'un personnel provenant de nations neutres au conflit qu'en observant l'usage minimum de la force.

Ces trois caractéristiques : (1) le consentement, (2) l'usage minimum de la force et, (3) l'impartialité ; définissent le maintien de la paix propre à la Guerre froide (Bellamy et al, 2004, p.96; Hillen, 2000, p.24; Mackinlay et Chopra, 1992, p.114). La littérature désigne ces trois caractéristiques comme « la sainte trinité » des opérations de paix, puisque c'est à partir de celles-ci qu'on jugera toutes les autres façons d'effectuer des opérations de paix lorsque se constituera la discipline des études de paix dans les années 1990s.

Il existe une exception à cette tradition de la Guerre froide. Il s'agit de la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (MONUC). Cette mission avait initialement pour but de maintenir l'ordre et la paix au Congo durant sa décolonisation. Elle vira à l'imposition de la paix en se chargeant de désarmer les mercenaires étrangers qui soutenaient la sécession du Katanga. Cette réorientation de la mission s'effectua sans l'approbation du Conseil de Sécurité. En effet, la mission avait été autorisée et son commandement pouvait prendre les mesures qu'elle jugeait pertinentes pour atteindre son objectif.

Ce changement d'activité de la MONUC amena une nouvelle façon de gérer les opérations de paix au Conseil de Sécurité. La France et l'URSS arguèrent que les missions de paix devraient désormais disposer d'un mandat renouvelable, aux six mois, de façon à donner de nouvelles directives à la mission et influencer sur son évolution (Bellamy et al., 2004, p.72-73).

3.1.4 Fin de la guerre froide et nouvel élan des missions de paix

La fin de la guerre froide marque l'ouverture d'une période faste pour les opérations de paix. Deux modifications des missions de paix ont lieu. Tout d'abord, d'un point de vue quantitatif, plus de missions sont menées (Tableau 3.1).

La marginalité souffert par l'ONU durant la guerre froide explique le faible nombre de missions de paix qu'elle lança durant les quatre décennies que dura cette période. Cette période de marginalité terminée, le nombre de missions menées par la communauté

Tableau 3.1: Opérations de paix par décennie

décennie	débutées	terminées	en cours
1940	2	0	2
1950	3	2	3
1960	6	6	3
1970	7	2	8
1980	11	8	11
1990	69	48	32
2000	27	34	35
total	125	90	35

Source : Diehl, 2008

internationale explosa. Durant la période suivant la guerre froide, trois fois plus de missions furent menées par l'ONU (David, 2006, p. 306; Diehl, 2008, p. 62).

Deuxièmement, on procède à un raffinement des missions de paix (Hillen, 2000, p.25; Mackinlay et Chopra, 1992; p.115). Elles comprennent des objectifs plus difficiles et plus complexes. De plus, le consentement des parties n'est pas toujours garanti, sur le terrain en particulier (Mackinlay et Chopra, 1992, p.118). Cela se traduit par l'invocation plus fréquente par le Conseil de Sécurité du Chapitre VII, soit l'imposition de la paix et l'usage de la force par la mission sans référence à sa légitime défense (David et Roche, 2002, p.76-77).

Ces modifications sont le fruit d'une nouvelle volonté du Conseil de Sécurité. Auparavant, les opérations de paix étaient majoritairement westphaliennes. C'est-à-dire qu'elles se préoccupaient de la paix entre les Nations, en travaillant avec l'accord de celles-ci pour ne pas brimer leur souveraineté (Bellamy et al., 2004, p.3).

Avec la fin de la Guerre froide, le Conseil de Sécurité, animée d'une meilleure coopération entre ses membres, procède régulièrement à des opérations post-westphaliennes (David et Roche, 2002, p.77). C'est-à-dire qu'on se préoccupe de la paix et de l'ordre à l'intérieur des Nations. Ainsi, on traverse la ligne rouge tracée par le traité de Westphalie selon lequel ce qui se produit à l'intérieur des frontières d'un État ne regarde que son gouvernement (Bellamy et al., 2004, p.130-131).

Il s'agit de substituer au principe de non-ingérence la responsabilité de protéger. Ce « devoir » aura débuté par des interventions dans des États en faillite, incapables de remédier aux souffrances de sa population. Ainsi, il ne s'agissait pas d'un grand accroc

au principe de non-ingérence puisqu'il n'y avait pour ainsi dire plus d'État à ménager. On peut penser à l'intervention en Somalie, en ex-Yougoslavie, ou au Rwanda. On reconnaît que ces interventions ont connu un succès mitigé, notamment à cause du contexte extrêmement violent où elles se sont produites.

En effet, ces opérations post-westphaliennes traitent des conflits intra-étatiques (Bellamy et al. 2004, p.131). Les caractéristiques mêmes de ces conflits sont largement responsables de la complexification des missions, du plus faible degré de consentement dont elles jouissent pour opérer et conséquemment, de l'usage plus fréquent de la force (Bellamy et al. 2004, p.129-131; Hillen, 2000, p.25-26).

Pour qualifier cette nouvelle génération de maintien de la paix, on parlera de maintien de la paix de 2^e génération (Bellamy et al. 2004, p. 129; David, 2006, p.307-308; Hillen, 2000, p.25; Mackinlay et Chopra, 1992, p.113-114), ou encore de « maintien de la paix élargi » (Bellamy et al., 2004, p. 129; Wentges, 1998, p.58).

Ce genre d'opération souffrira toutefois de la difficulté de la communauté internationale à employer une plus grande force sans compromettre le consentement des acteurs stratégiques et l'impartialité de la mission (Bellamy et al. 2004, p. 130-131).

Ainsi, dans la pratique, ces missions se verront dotées d'un mandat fort mais n'auront pas les moyens militaires pour le faire respecter. À cet égard, mentionnons la Force de Protection des Nations Unies en ex-Yougoslavie (FORPRONU). Celle-ci avait la responsabilité de protéger des enclaves de population musulmane en territoire contrôlé par des forces serbes. Ces enclaves furent éventuellement envahies par les Serbes sans que les casques bleus n'interviennent, ces derniers préférant ne pas risquer de devenir une partie au conflit. (Bellamy et al. 2004, p.133-137).

Cet échec, ainsi que ceux de la Somalie et du Rwanda, produisirent un malaise dans la communauté internationale. On se questionna sur la capacité de l'ONU à mener des opérations armées complexes et délicates. Cependant, la volonté des puissances d'intervenir dans des conflits intra-étatiques pour établir une paix correspondant aux normes occidentales ne faiblissait pas.

Un compromis fut trouvé dans la formule suivante. Il devint de plus en plus courant pour l'ONU de légitimer des opérations de paix musclées et dangereuses mais menées sur le terrain par les puissances ou des organisations internationales (David, 2006, p.308).

À cet égard, on peut penser à la mission de l'Australie pour pacifier le Timor oriental (1999), à celle de l'OTAN pour mettre fin à la guerre en ex-Yougoslavie (1995), au rôle de l'Angleterre au Sierra Leone (2000) et de la France en Côte d'Ivoire (2002), l'OTAN encore en Afghanistan (2001 à aujourd'hui).

David (2006, p.309) note que suite à ces interventions, ce ne sont pas nécessairement des Casques bleus onusiens qui gardent la paix mais des forces d'organisation internationales comme l'Union Européenne, l'OTAN, ou encore, la Commission Économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Le type de missions classique pratiquées à l'origine est encore d'actualité. Certains conflits comportent des États soucieux de bénéficier d'une aide internationale pour résoudre leurs différends. La complexité des missions de seconde génération est encore de mise lors des opérations. Seulement, aujourd'hui les casques bleus semblent mieux armés pour défendre leur mandat.



Figure 3.5 : Des soldats de la FORPONU escortent des civils croates. Il s'agissait pour eux de fuir l'avancée des forces paramilitaires serbes. (© Nations Unies ; photographie : Grafman ; source : site web des Nations Unies, consultée en février 2010)

3.2 Typologie des opérations de paix

3.2.1 Présentation de la typologie retenue

Le champ des études de paix présente peu de tentatives de catégorisation des opérations de paix. Dans les mots de Bellamy cela s'explique par la nature de ces opérations :

« Peacekeeping has therefore always been an ad hoc response to particular problems. That is why the concept continues to defy simple categorization based on the tasks peacekeepers fulfil in different historical periods » (Bellamy et al., 2004, p.4)

Le champ des études de paix a donc largement été nourri par des études de cas et leur analyse comparative. Cette façon de faire aura dominé jusqu'à la fin des années 1990, produisant alors surtout des travaux descriptifs (Diehl, 1998, p.34). Malgré cette primauté de l'approche empirique, certains auteurs ont tenté d'établir une typologie des missions de paix (voir tableau 3.2)

On remarquera qu'il existe des similarités entre les catégories créées par les auteurs. Ces similarités apparaissent notamment au niveau du vocabulaire employé. Les termes « imposition de la paix », « maintien élargi », « missions d'observation » et « maintien traditionnel » se retrouvent chez plus d'un auteur. De plus, on remarquera comme le fait Bellamy (2004) que l'expression de « missions de seconde génération » qu'utilise Hillen correspond à ce que Wentges et Bellamy appellent « maintien élargi ».

Les recoupements entre ces typologies nous ont permis d'établir notre propre typologie. Il s'agit des quatre catégories d'opérations de paix suivantes : maintien classique, maintien élargi, opérations de support et, imposition de la paix.

Cette typologie originale est le fruit de réflexions de différents auteurs, effectuées à différentes période. Chacun s'entendait généralement avec le travail effectué précédemment, si ce n'est que pour le bonifier. On pourrait donc comprendre notre typologie comme un ensemble de couches, de manières d'effectuer des opérations relevées par la littérature. C'est-à-dire que des périodes différentes ont chacune donné naissance à une nouvelle manière de concevoir et de mener des opérations de paix sans nécessairement rendre caduques les anciennes méthodes.

La communauté internationale a tout d'abord mené des opérations que la littérature a défini comme classiques ou traditionnelles. Ensuite, la communauté internationale s'est

Tableau 3.2: Typologies des opérations de paix

Niveau de violence (Du plus violent au moins violent, du haut vers le bas)	Catégories des opérations de paix			
		Mackinlay et Choprat (1992)	Hillen (1998)	Wentges (1998) Bellamy (2004)
	imposition	Imposition de la paix	Imposition de la paix	Imposition de la paix
		Imposition de sanctions		Opérations agressives
	Depuis maintien élargi vers opérations de support	Garantir le droit de passage	Missions de 2e génération	Vers les Opérations de support depuis les opérations maintien élargi
		Protéger l'acheminement d'aide humanitaire		
		Assister dans l'application de la loi et de l'ordre		
		Superviser un accord entre des forces irrégulières		Gestion de la transition
	maintien classique	Maintien préventif	Maintien traditionnel	Maintien traditionnel
		Maintien traditionnel		
		Mission d'observation conventionnelle	Mission d'observation	

Source : adapté de Dürcher, 2006

engagée dans des opérations dites de seconde génération, ou élargies. Finalement, sont apparues les opérations de support à la paix. Seule l'imposition de la paix, qualitativement différente des opérations de paix, a été reconnue de tous les auteurs. Voyons chacune de ces catégories.

Comme nous l'avons mentionné et, comme leur nom le suggère, on a connu les opérations dites « classiques ». Les auteurs s'entendent pour dire que cette manière de faire a dominé la période de la Guerre froide. Ces missions constituaient l'unique barème

pour juger des opérations de paix durant cette période. Il s'agissait de mission visant à préserver une paix préalablement conclue entre deux belligérants, généralement en s'interposant entre les parties (Hillen, 2000, p.22) Ainsi, cette période aura produit des missions de paix reposant sur le consentement des belligérants et, pour le conserver et éviter de devenir une partie au conflit : l'usage minimum de la force et l'impartialité. (Bellamy et al. 2004, p. 95; Mackinlay et Chopra, 1992, p. 114)

Rappelons que ces trois concepts de « consentement, usage minimum de la force, et impartialité » sont centraux en ce qui a trait à l'évaluation des missions de paix. La manière dont une mission s'acquitte du maintien de ces trois principes permet de déterminer de quelle manière elle participe au règlement du conflit de manière pacifique ou non.

Ces trois principes auront d'ailleurs guidé la communauté internationale tout au long de la Guerre froide dans la résolution pacifique des conflits. Cela permettait de composer avec les préoccupations des deux supergrands, lesquels voulaient éviter que l'ONU ne devienne l'instrument de son ennemi.

La diminution des tensions Est-Ouest à la fin des années 1990 et, un peu plus tard, la chute de l'URSS, aura soustrait le Conseil de Sécurité à la contrainte du clivage Est-Ouest. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies pouvait désormais travailler de manière concertée. Cette amélioration de l'efficacité du Conseil de Sécurité s'est traduite par un déploiement de missions de paix plus complexes au niveau de leur mandat et des effectifs qui leur étaient attribués (Mackinlay et Chopat, 1992, p.116). C'est d'ailleurs ce qui amène Mackinlay et Chopra à postuler l'apparition d'un type de missions dites de « seconde génération »¹.

Ces missions étaient plus ambitieuses. On pense alors aux opérations de paix en Croatie et Bosnie-Herzégovine durant la guerre de Yougoslavie (Force de Protection des Nations

¹ Le terme « seconde génération » ne possède de sens que si seulement deux catégories de maintien de la paix existent, celle de première et celle de deuxième génération. Ceci était le cas lors de l'apparition de ce concept de missions de seconde génération où alors les notions de consentement et d'usage de la force suffisaient à décrire les opérations de paix. La pratique et la théorie amèneront toutefois des catégories supplémentaires de missions de maintien de la paix qui demanderont de réviser le terme de « seconde génération » pour une appellation moins équivoque. Les auteurs s'entendront sur le terme de « maintien de la paix élargi ».

Unies :FORPRONU) ou alors, à la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), présente durant le génocide rwandais.

Ces missions se démarquent par leur manière d'atteindre la réalisation effective des trois conditions de la conduite des opérations de paix (consentement, usage minimum de la force, impartialité). Essentiellement, il s'agit d'une interrogation quant à l'usage de la

Tableau 3.3: Caractéristiques des différentes missions de paix

Variables	Maintien traditionnel	Maintien élargi	Opérations de support	Imposition
Période du conflit où intervient la mission	suite à accord politique ou cessez-le-feu	suite à un accord fragile, ou incertain	société déchirée par la guerre	l'intervention constitue le conflit en soi
Usage de la force	mimimum	minimum mais nécessaire compte tenu de l'environnement	constitutif mais variable compte tenu de l'environnement et du mandat	le plus élevé, dépend effectivement du mandat à réaliser et de l'armement de l'opposition
Armement des casques bleus	non-armés à légèrement armés	légèrement armés	lourdement armés	lourdement armés
Consentement	recherché	volatile, fragile	variable et évolutif	non-recherché
Impartialité	recherchée	recherchée	variable, pas nécessaire	non-applicable
Fonctionnalité	uni-fonctionnelle	multi-fonctionnelle	multi-fonctionnelle	uni-fonctionnelle
Acteurs	de sécurité	de sécurité, agences spécialisées, ONG	de sécurité, agences spécialisées, ONG	militaires
Organisation de la mission selon la typologie de Roberts et Bradley (2005)	haut vers le bas, onusien	haut vers le bas, de marché ou communautaire	haut vers le bas, de marché ou communautaire	haut vers le bas, coalition militaire d'états membres

Source : Bellamy 2004, Hillen, 1998 ; Mackinlay et Chopra, 1992 ; Roberts et Bradley, 2005; Wentges 1998

force armée. Compte tenu que ces missions disposaient d'un mandat fort qui n'était pas effectivement respecté sur le terrain par des éléments rebelles, on s'est interrogé sur la limite de la force pouvant être employée sans devenir une partie au conflit, briser le consentement des acteurs stratégiques et l'impartialité de la mission.

La réflexion engendrée par les opérations de maintien de la paix élargi a produit une nouvelle classe d'opérations de paix. Il s'agit des opérations de support à la paix. Ces opérations se distinguent par la volonté affichée d'employer la force. Cette velléité est compensée en maintenant une impartialité à l'égard du mandat, connu de tous, et non vis-à-vis des parties (Bellamy et al., 2004, p.170). Ainsi, on s'attire le consentement des parties souscrivant à la volonté de la communauté internationale, le mandat, et on impose cette volonté auprès des acteurs qui s'y opposent.

Pour illustrer ce genre de missions, on peut penser à Force Internationale pour le Timor Oriental (INTERFET) qui a procédé en 1998 à la protection de la population locale et au désarmement de milices rebelles armées suite à un référendum pour l'indépendance du Timor (Bellamy et al., 2004, p.178). Ou encore, on peut prendre comme exemple la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (FIAS) en Afghanistan qui protège le gouvernement afghan contre un retour des Talibans et l'aide à se doter des attributs d'un gouvernement fonctionnel.

Finalement, nous avons retenu la catégorie correspondant à l'imposition de la paix. Cette catégorie a l'avantage d'être claire et ainsi d'être reconnue par tous les auteurs (Bellamy et al., 2004; Diehl, 1998; Hillen, 2000; Mackinlay et Chopra, 1992; Wentges, 1998). Cette catégorie est claire puisqu'elle constitue une entreprise qualitativement différente de toutes les autres. Il ne s'agit pas de résoudre pacifiquement les conflits à l'aide de la force mais, de faire disparaître une atteinte à la paix. Le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, celui gouvernant ce type d'entreprises, est très clair à ce sujet :

« (Le Conseil de Sécurité) peut entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. Cette action peut comprendre des démonstrations, des mesures de blocus et d'autres opérations exécutées par des forces aériennes, navales ou terrestres de Membres des Nations Unies. » (Charte des Nations Unies, article 42, en ligne)

Ce genre d'entreprise est illustré par la guerre de Corée et l'opération Tempête du Désert contre l'occupation irakienne du Koweït. Dans les deux cas, on a chargé une coalition d'États menée par une superpuissance de rétablir une atteinte à la sécurité internationale (Hillen, 1998, p.30).

3.2.2 Comparaison des variables des différentes catégories

L'analyse et la comparaison des différentes catégories propres à chaque auteur (voir tableau 3.2) nous aura permis d'identifier ce qui constituait l'essence de chacune des catégories de mission de paix propres à notre typologie. Nous avons donc produit une grille synthétique reproduisant le fruit de ce travail (voir tableau 3.3)

3.2.2.1 La séquence du conflit, différents moments d'intervention

Comme première variable, on distingue la séquence du conflit où intervient une mission de paix. Théoriquement, il existe quatre séquences différentes où une mission peut intervenir : avant les hostilités, pendant les hostilités, pendant l'accord de cessez-le-feu ou de paix, après l'atteinte d'un règlement politique (Wentges, 1998, p.66-67).

Les opérations classiques

Les opérations classiques interviennent alors qu'on a procédé à l'établissement d'un accord de cessez-le-feu ou d'un règlement politique (Bellamy et al., 2004, p. 96 ; Hillen, 2000, p.22 ; 24 ; Wentges, 1998, p.66-67). Il y a donc une paix à maintenir ou à observer.

Dans cette section-ci, nous présenterons les résultats du tableau 3.3. Nous procéderons en ne présentant que les données concernant une seule variable à la fois. Ainsi, nous soulignerons la façon dont un type de mission donné se distingue des autres pour chacune des variables.

Une mission classique consiste donc en une assistance à un processus de paix déjà enclenché par les parties. À ce titre, il s'agit d'un effort de résolution pacifique des conflits. Dans les faits, la mission peut consister en l'observation des conditions sur le terrain suite à un accord de paix, afin de guider le travail des diplomates (Hillen, 2000, p. 22). Il peut s'agir aussi de la surveillance de l'application des dispositions d'un cessez-le-feu ou d'un accord de paix. Ceci pourrait consister en l'observation de la démilitarisation d'une zone, ou du désarmement d'un groupe (Bellamy et al., 2004, p.97). Finalement, il peut s'agir de l'interposition physique par la création d'une zone tampon entre des belligérants. Rappelons que ces belligérants ont abandonné la poursuite des hostilités (Hillen, 2000, p.22). Dans tous ces cas de figure, la mission dite classique opère alors qu'un accord a été conclu entre les belligérants et assiste à la réalisation de cet accord.

Les opérations de maintien élargi

À l'égard de la séquence du conflit où la mission intervient, les opérations de maintien élargi présentent un certain flou. On peut concevoir qu'elles interviennent alors qu'un accord a été conclu, du moins avec les principaux belligérants. Cependant, cet accord se distingue ici par sa fragilité et sa volatilité (Bellamy et al., 2004, p.129 ; Hillen, 2000, p. 25). Cela s'explique par la confusion sur le terrain. Cette confusion est propre aux nouvelles guerres, les conflits intra-étatiques. (Bellamy et al. 2004, p. 130-131). Ainsi, il se pourrait que bien qu'une mission de maintien élargi opère alors qu'un accord ait été conclu, sur le terrain, les hostilités aient toujours cours. C'est ce qui explique l'ambiguïté entourant la séquence de déploiement.

Dans les faits, on a à faire à des groupes armés irréguliers n'obéissant effectivement qu'à leurs propres règles et trahissant les accords passés selon leur gré. La littérature, largement anglophone, parle alors de « *spoilers* » aux efforts de paix. Par exemple, considérons l'entente passée entre la Yougoslavie et la FORPRONU et les agissements des milices serbes sur le terrain lors de la guerre de Yougoslavie.



Figure 3.6 : Patrouille de soldats canadiens de l'ISAF en Afghanistan. Un soldat surveille les alentours pendant que ses coéquipiers discutent avec des civils. (© Ministère canadien de la défense ; Photographie : Caporal-Chef Matthew McGregor ; source : site web du ministère de la défense, consulté en février 2010)

Les opérations de support

Pour leur part, les opérations de support à la paix interviennent alors qu'un conflit fait rage. Il s'agit d'une société déchirée par une guerre à laquelle on souhaite mettre fin, dans le but d'établir une société libérale. La mission intervient donc alors que les hostilités sont en cours.

La Force Internationale de Stabilisation en Afghanistan (ISAF) de l'ONU en Afghanistan constitue un exemple d'opération de support à la paix. La mission devait se concentrer sur l'établissement d'une bulle de sécurité autour de la capitale Kaboul. Cela devait favoriser le fonctionnement « harmonieux » d'un gouvernement afghan, placé hors d'atteinte des insurgés Taliban.

Un autre exemple de mission de support à la paix serait la mission KFOR au Kosovo. Cette mission est intervenue après la capitulation de la Serbie vis-à-vis de l'OTAN suite à la campagne du Kosovo. La mission KFOR devait assurer la sécurité au Kosovo, notamment des enclaves serbes, afin de garantir la mise sur pied d'un gouvernement démocratique, libéral, et inclusif, en évitant la poursuite des violences communautaires.

L'imposition de la paix

Pour ce qui est de l'imposition de la paix, la mission en elle-même constitue un conflit. La situation avant l'intervention de la mission pouvait être plus ou moins belliqueuse mais elle avait la caractéristique de présenter une atteinte à la paix demandant qu'il faille la renverser par la force. Par exemple, l'occupation du Koweït par l'Irak était relativement pacifique. L'intervention pour déloger l'Irak du Koweït a constitué le moment fort des hostilités. Ainsi, la mission d'imposition de la paix est porteuse de conflictualité en elle-même.

3.2.2.2 Le consentement des belligérants, un déterminant de la force à employer et de la nature de l'impartialité

On comprendra que la séquence du conflit dans laquelle intervient une mission entretient un lien avec le consentement des belligérants à sa venue. Advenant qu'une mission intervienne alors que les belligérants sont déterminés à poursuivre les hostilités, il serait difficile d'obtenir leur consentement pour la tenue d'une mission dépassant la simple observation de la situation.

Maintien classique

Premièrement, le maintien de la paix classique se conçoit comme une assistance à la résolution pacifique du conflit. Ainsi, on intervient alors que les parties ont accepté de négocier. De la sorte, le consentement des parties quant à la venue d'une mission et les dispositions de son mandat soient nécessaires. Il s'agit d'éviter un scénario absurde où la mission déstabiliserait la situation et provoquerait la reprise des hostilités.

De même, pour conserver ce consentement, les objectifs militaires de la mission sont subordonnés aux objectifs politiques, notamment ceux des parties (Hillen, 2000, p.25). Par exemple, on ne saurait patrouiller une région donnée si une faction s'y oppose.

Cela nous amène à une caractéristique des missions de paix classiques. Celles-ci doivent en général créer les conditions favorables à l'amélioration de la confiance entre les belligérants mais ne disposent pas des moyens de faire de la sorte. La mission dépend du bon vouloir des belligérants pour améliorer la confiance entre ces mêmes belligérants (Bellamy et al., 2004, p.95 et 109). Autrement, une mission plus ambitieuse pourrait se saborder involontairement en perdant le consentement des parties.

Nonobstant cette singulière limitation, il n'en demeure pas moins que le consentement des parties est central à l'exercice du mandat d'une mission classique. Ce consentement façonne les dispositions de la mission à l'égard des deux autres fondements du triptyque des opérations de paix : l'usage de la force et l'impartialité. Il s'agit de la relation que nous avons décrite précédemment. L'utilisation minimum de la force et l'impartialité d'une mission évitent de provoquer l'ire d'une faction et participe au maintien du consentement des parties.

Ainsi, les Casques bleus d'une mission classique ne seront que faiblement armés. Il se peut même qu'ils ne portent que des armes de poing, comme dans le cas d'une mission d'observation où la protection effective de la mission dépend des belligérants. Dans ce cas, les belligérants détachent de leurs forces armées auprès des patrouilles de la mission de paix pour assurer leur protection rapprochée. Ce cas de figure vise à démontrer que l'armement d'une mission classique dépend plutôt de considérations politiques et demeurera léger.

Maintien élargi

Parfois, la situation n'est pas aussi claire, le consentement des acteurs n'est pas acquis sur le terrain et la mission doit opérer dans un flou. Les opérations de seconde génération, où de maintien de la paix élargi, cherchent à surmonter par la force les embûches liées à un consentement vacillant ou incertain. Pour Mackinlay et Chopra, ce genre d'opérations est singulier car :

«The characteristic that distinguishes these from (classic) peacekeeping is the extent to which local parties have consented to the presence of a third party multinational force» (Mackinlay et Chopra, 1992, p.120).

Bien que, comme le dit Hillen, on s'appuie toujours sur le consentement des acteurs stratégiques (Hillen, 1998, p. 25-26), Mackinlay et Chopra soulignent que « *small and unrepresentative groups unlawfully (challenge) the mission* » (Mackinlay et Chopra, 1992, p.120)

Ainsi, une mission peut bénéficier du consentement des grands acteurs politiques mais, sur le terrain, des milices et autres factions irrégulières entravent le travail de la mission. Cela entraîne un plus grand usage de la force. Cependant, afin de ne pas déstabiliser la situation, on cherche tout de même à ne pas adopter une posture trop belliqueuse. On cherche donc toujours à utiliser le minimum de force possible.

Il existe un concept désignant la mauvaise position dans laquelle peut se mettre une mission de maintien élargi qui adopterait une posture trop belliqueuse. Évoquant le fiasco somalien, les spécialistes utilisent le concept de « ligne de Mogadiscio » (Bellamy, et al., 2004, p. 132 ;170-171). Il s'agit de déterminer jusqu'où on peut employer la force sans devenir une partie au conflit et perdre le consentement des acteurs stratégiques.

En ce sens, bien qu'une mission de maintien élargi soit plus disposée à utiliser la force, elle conserve une certaine prudence en la matière. Conséquemment, on remarquera que les casques bleus embarqués dans ce genre d'opérations ne sont que faiblement armés (Hillen, 2000, p.26). Leurs règles d'engagement peuvent aussi être particulièrement restrictives.

Opérations de support

Les opérations de support à la paix interviennent au cours d'hostilités dans un pays. À ce titre, on pourrait penser qu'elles ne se chargent pas de gagner le consentement des parties. En fait, on conçoit l'atteinte du consentement comme évolutif et variable (Bellamy et al., 2004, p. 170-171). On cherche tout de même à obtenir le consentement des

parties afin de limiter les combats. Cependant, ce sont les belligérants qui doivent agréer aux dispositions du mandat de la mission et non pas la mission qui doit composer avec les demandes des parties pour obtenir leur consentement.

Ainsi, l'impartialité de la mission se situe vis-à-vis son mandat (Bellamy et al., 2004, p.170). On se charge de rendre ce mandat connu des belligérants. Si une faction menace la réalisation de ce mandat, la mission s'engagera dans des opérations militaires contre elle jusqu'à ce qu'on obtienne son consentement ou que le mandat soit réalisé en dépit de l'opposition de cette faction.

Ainsi, l'usage de la force est encore conçu comme le minimum, afin de ne pas causer indûment la tenue d'hostilités. Cependant, on conviendra que ce qu'on entend par « minimum » est beaucoup plus sérieux que ce qu'on entendait avec les opérations classiques. C'est pourquoi il serait plus juste de dire que l'usage de la force est une donnée constitutive à la mission mais variable.

Conséquemment, les moyens militaires de ce genre de mission sont beaucoup plus impressionnants. En fait, il s'agit du déploiement militaire le plus important avant de tomber dans l'imposition de la paix.

Imposition de la paix

L'imposition de la paix se fait à l'encontre de la volonté d'un acteur. Conséquemment, il n'est pas question de consentement. On comprendra aussi que l'impartialité n'a pas sa place ici. Il s'agit d'une entreprise guerrière. L'usage de la force est donc considérable. Elle est déterminée en grande partie par les objectifs à atteindre et les forces à défaire. Dans tous les cas, le personnel de la mission sera lourdement armé.

3.2.2.3 La fonction et les acteurs d'une mission

La fonction et la diversité des acteurs sont deux variables interreliées. En termes de fonction, une mission peut soit être uni-fonctionnelle ou multi-fonctionnelle (Wentges, 1998, p. 63-64). Une mission uni-fonctionnelle se concentre strictement sur la sphère de sécurité. Les acteurs qu'une telle mission mobilise auront donc rapport à cette dimension. Il s'agit de soldats et de policiers et des civils les assistant directement.

Une mission multi-fonctionnelle dépasse la sphère de sécurité. Il peut s'agir d'affaires sociales, humanitaires, politiques, environnementales. Ces affaires peuvent être gérées

par des agences spécialisées de l'ONU ou des organisations non-gouvernementales ou internationales. Au niveau des acteurs, il y aura donc une pluralité d'acteurs provenant de différents milieux afin de réaliser les différents aspects du mandat de la mission.

Maintien classique

Le maintien classique procède des affaires de sécurité. Les activités que cela comprend ne débordent jamais de cette dimension. En cela, les acteurs de ce genre de mission sont des acteurs de sécurité. Il s'agit du commandement de la mission, des casques bleus, et des quelques conseillers civils qui aident la mission à s'acquitter des activités légales, de communication et autres inévitables affaires civiles.

Maintien élargi

Le maintien élargi est aussi affaire complexe en matière de fonctions. Il s'agit de s'acquitter d'un large spectre d'activités, souvent dangereuses. Bellamy (2004, p.129) mentionne, par exemple :

- Désarmer les belligérants
- Séparer les forces
- Organiser et superviser les élections
- Acheminer l'aide humanitaire
- Protéger les civils de l'ONU et des ONG
- Garantir la liberté de mouvement
- Protéger les immeubles du pays hôte
- Contrôler les cessez-le-feu
- Appliquer l'interdiction de survoler
- Une combinaison de ces activités

L'acheminement de l'aide humanitaire et l'organisation et la supervision d'élections nécessitent la participation d'acteurs dépassant la sphère de sécurité. Ces deux activités sont d'ailleurs une raison fréquemment invoquée pour la présence d'une mission dans un conflit.

Opérations de support

Les opérations de support visent à construire une société libérale sur les ruines d'une société déchirée par la guerre (Bellamy et al. 2004, p. 165). Une telle entreprise nécessite plus que des soldats. Il faut établir des services de santé, d'éducation, d'ingénierie : construire ou reconstruire l'entièreté des attributs d'un État. Les acteurs et les activités impliqués couvrent donc un large spectre d'activités qui dépassent la simple sphère sécuritaire. La mission de l'OTAN en Afghanistan constitue une mission de ce genre.

Imposition de la paix

L'imposition de la paix ne consiste logiquement qu'en une seule fonction : la dimension militaire. Il se peut qu'une opération d'imposition de la paix précède un type de mission avec des dimensions civiles, afin de vraiment rétablir la paix. Cependant, cela sera le lot d'une mission différente qui ne sera plus une mission d'imposition de la paix, le gros de la tâche militaire ayant été accomplie. On pourrait penser à une opération de support, comme successeur d'une mission d'imposition de paix. Cette préoccupation très stricte pour les affaires militaires amène les opérations d'imposition de la paix à ne connaître qu'une seule qualité d'acteurs : les acteurs militaires.

CHAPITRE IV

LE NETTOYAGE ETHNIQUE

4.1 À l'origine d'une formule : la guerre de Yougoslavie

La formule « nettoyage ethnique » est relativement récente. Celle-ci a tout d'abord été employée dans les Balkans, au cours du processus de décomposition de la Yougoslavie durant la décennie des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. On verra que cette expression avait tout d'abord un sens politique que plusieurs acteurs ont voulu instrumentaliser. Par la suite, on verra comment la critique de cette formule aura permis de lui associer une portée spécifique. En dernier lieu, on s'attardera à soupeser cette portée, finalement scientifique, de l'expression « nettoyage ethnique ».

Initialement, l'expression a été employée au début des années 1980 par l'élite nationaliste serbe pour décrire le harcèlement dont les Serbes du Kosovo se disaient victimes de la part des Albanais kosovars (Naimark, 2001, p.2-3 ; O'Callaghan, 2002, p.399 ; Tertrais, 2006, p.120). Ce harcèlement entraîna le départ volontaire de Serbes kosovars. Conséquemment, la création au Kosovo de zones ethniquement homogènes fut constatée par les médias serbes. Ces médias qualifièrent la création de ces espaces par l'expression *etnicko cisenje*, ou « nettoyage ethnique » (Mulaj, 2008, p. 32; O'Callaghan, 2002, p.399; Tertrais, 2006, p.120)

On apportera une nuance. Ce « nettoyage ethnique » s'apparentait plus au produit d'une émigration volontaire facilitée par l'État serbe. Sans vouloir tenir une comparaison des souffrances entre les peuples, on soulignera cependant que le terme de nettoyage ethnique, à l'époque, n'avait pas la même connotation que celle qu'il évoque dans nos esprits actuellement. L'expression ne renvoyait pas à la brutalité et aux violences auxquelles la guerre de Yougoslavie l'aura associée par la suite. Néanmoins, l'expression « nettoyage ethnique » trouve son origine dans la situation que vivaient les Serbes au Kosovo durant les années 1980.

Voici comment l'expression de nettoyage ethnique en viendra à évoquer les violences qu'on lui a associées au cours de la guerre de Yougoslavie. L'expression fut utilisée pour

décrire tout un pan d'exactions commises par les Serbes contre les Bosniaques, les Croates contre les Bosniaques, et les Serbes contre les Croates (Attar, 2009, p.669; Naimark, 2001, p.2-3; Ziring et al., 1995, p.33-34).

Naimark note que durant la guerre de Yougoslavie, « *journalistes, porte-parole de l'OTAN, juristes européens et politiciens américains invoquèrent le concept avec une constance stupéfiante* » (Naimark, 2001, p.3). Cette « *constance stupéfiante* », utilisée en dépit de la nouveauté de la formule, visait vraisemblablement à « *stigmatiser les politiques délibérées ayant pour but de « purifier » la population d'une région* » (Tertrais, 2006, p.120)

Ainsi, la formule de nettoyage ethnique, originalement serbo-croate, fut adoptée en Occident par les élites de questions de sécurité comme une manœuvre discursive visant à limiter les exactions commises par les parties de la guerre de Yougoslavie en les dénonçant. En effet, plusieurs crimes graves étaient tous mis dans le même panier et collectivement traités comme une stratégie « clinique », « froide », « calculée », tel que le suggère le terme de « nettoyage ».

Cette manoeuvre discursive provoqua tout un débat sur la paternité de la stratégie de nettoyage ethnique (Ziring et al. 1995, p. 33-34). Certains intellectuels croates et bosniaques y voyaient l'inéluctable conclusion du projet serbe de Grande Serbie (Michels, 1998, p.83). Des observateurs plus neutres s'attachèrent à démontrer qu'un exercice doctrinal du genre pouvait aboutir à l'association du nettoyage ethnique avec n'importe quelle Nation (Michels, 1998, p. 84).

On doit donc comprendre la notion de nettoyage ethnique comme politiquement chargée et initialement employée, en Occident, pour signaler aux parties du conflit yougoslave qu'on jugerait leurs actes à l'aune des droits de l'homme et qu'on ne tolérerait pas toutes les violences et, chez les parties au conflit, entre eux, pour affaiblir la position de celui à qui on tentait de faire porter le chapeau.

Derrière ce jeu d'accusations, certains ont cherché à critiquer la portée réelle du nettoyage ethnique à travers sa définition. C'est-à-dire qu'on a souligné la confusion entourant l'expression (Naimark, 2001, p.3). Cette confusion se retrouve dans la variété des exactions recouvertes par le concept de nettoyage ethnique : viols, terreur, meurtres, déplacements forcés (O'Callaghan, 2002, p.94 ; Ziring et al., 1995, p.34).



Figure 4.1 : Un combattant lors de la guerre de Bosnie (1992-1995). On saisit bien le caractère vicieux des combats, notamment ceux menés par les fameux « snipers » qui se sont rendus célèbres durant ce conflit par leur harcèlement des civils. (© et photographe : James Nachtwey :source : site web l'école de design, consultée en février 2010)

Ainsi, devant la gravité et la diversité des exactions désignées par le nettoyage ethnique et, rappelons-le, leur caractère planifié, plusieurs y voyaient un euphémisme de génocide (Naimark, 2001, p.3; O'Callaghan, 2002, p.94; Spira, 1999, p.203). Ce rapprochement constituait pour leurs tenants un reproche adressé aux gouvernements occidentaux pour les inciter à intervenir plus vigoureusement dans le conflit yougoslave. Grosso modo, on leur reprochait d'éviter d'admettre qu'un génocide était en cours pour ne pas se sentir obligé d'intervenir dans le conflit et protéger les populations.

Ce débat prit fin avec la conclusion de la guerre de Yougoslavie, mais la formule de nettoyage ethnique était entrée dans le langage journalistique et scientifique. Les recherches produisirent éventuellement une distinction claire entre le nettoyage ethnique et le génocide (tout en admettant que les deux peuvent coexister) et nous disposons aujourd'hui de définitions du « nettoyage ethnique » se rejoignant de manière relativement consensuelle.

4.2 Définitions du nettoyage ethnique

Les auteurs s'entendent généralement pour dire qu'un nettoyage ethnique consiste à enlever une population spécifique d'une région donnée (Attar, 2009, p.669; Bell-Fialkolf, 1996, p.1; Mann, 2005, p.11; O'Callaghan, 2002, p.93-94; Spira, 1999, p.203). Cette définition pose le problème de recouvrir un large spectre de phénomènes. Par exemple, les enlèvements de masse en Afrique pour la traite des esclaves ne constituaient pas un nettoyage ethnique et pourtant cela relève de la définition que nous venons de donner.

Afin de bien déterminer qu'il s'agit de nettoyage ethnique, on souligne généralement que la population victime est ciblée en vertu de son identité (Spira, 1999, p.203). Mais, les auteurs sont généralement plus précis et indiquent que la population visée l'est en vertu de son identité ethnique (Attar, 2009, p.669; Bell-Fialkolf, 1996, p.2; Mann, 2005, p.11; O'Callaghan, 2002, p.93-94). Ainsi, le nettoyage ethnique consiste à enlever d'un territoire une population d'une ethnie non-désirée.

Cette précision pose toutefois deux problèmes. Premièrement, on doit déterminer ce qui constitue une ethnie. Deuxièmement, cela ramène à la distinction parfois vacillante entre génocide et nettoyage ethnique. Voyons chacun de ces deux problèmes en détails.

Premièrement, abordons la notion d'ethnie. Mann (2005, p.10-11) définit comme une ethnie un groupe possédant une culture et une lignée commune. Cette approche procède de la difficulté d'établir des critères objectifs, particulièrement au niveau de la culture.

Par exemple, dans le cas des Allemands, la langue peut être un critère de distinction, même si les Autrichiens partagent aussi cette langue. La religion, pour les Allemands, ne sera pas un critère de définition puisqu'il existe des Allemands catholiques et d'autres protestants.

Prenons un autre groupe. À l'égard de la langue et de la religion, l'importance n'est pas la même pour les Serbes. Le serbo-croate est aussi parlé par les Croates et les Bosniaques et ne constitue pas un facteur de différenciation du peuple serbe. Cependant, l'Orthodoxie constitue un facteur de différenciation.

Ainsi, devant les paramètres changeants pour définir chaque ethnie¹, Mann propose de retenir une approche subjective. Il s'agit de définir comme une ethnie tout groupe s'attribuant ou se voyant attribuée une culture distincte et une lignée commune (Mann, 2005, p.11). La population visée par un nettoyage ethnique devra donc être visée sur la base d'un des marqueurs de l'ethnicité, comme par exemple: la langue, la religion, la culture.

Deuxièmement, voyons la similarité que le nettoyage ethnique peut entretenir avec le génocide. En effet, le génocide consiste à la destruction d'un peuple sur la base de son identité. Une telle opération pourrait constituer un moyen de parvenir à un territoire « purifié » d'une population ethnique quelconque, comme le vise le nettoyage ethnique. Le génocide et le nettoyage ethnique peuvent donc cohabiter, l'un constituant le moyen et l'autre, la finalité (Rosière, 2006, p.6).

Cette distinction entre génocide et nettoyage ethnique suggère qu'il existe d'autres manières de mener un nettoyage ethnique que par un génocide. En fait, le nettoyage ethnique recouvre tout un spectre de pratiques, visant toutes à faire disparaître une population ethnique d'un territoire. Il s'agit là de faire état d'une typologie du nettoyage ethnique.

4.3 Typologies du nettoyage ethnique

On a rencontré deux manières de classer les nettoyages ethniques. Il y a tout d'abord les formes que peuvent prendre le nettoyage ethnique. Cela va de l'émigration forcée au génocide en passant par plusieurs formes intermédiaires, comme l'expulsion ou la déportation. On présentera cette typologie des formes du nettoyage ethnique. Afin de compléter cette typologie, on présentera dans un deuxième temps les façons dont ces formes de nettoyage ethnique peuvent être pérennisées. Finalement, on présentera les raisons qui poussent un acteur à conduire un nettoyage ethnique.

4.3.1 Typologie des formes du nettoyage ethnique

Le premier type de typologie concerne les procédés du nettoyage ethnique. Nous avons rencontré deux typologies dans la littérature à cet égard. La première est celle de Mann (2005, p.12). Cette typologie, en fonction du degré de violence employée pour réaliser un

¹ Le lecteur comprendra qu'on emploie l'expression « ethnie » dans le sens anthropologique le plus large.

nettoyage ethnique, décrit les formes de ce nettoyage ethnique selon que celui-ci a été nullement, partiellement, ou totalement réalisé (voir tableau 4.1).

À la lecture de cette typologie, on se demande cependant, pourquoi une forme de nettoyage ethnique, disons les pogroms, serait nécessairement associée à une « répression violente » ayant produit un « nettoyage partiel » mais pas associée à « un nettoyage total ». Reprenant le même exemple des pogroms, pourquoi ceux-ci ne pourraient être associés au degré de violence supérieure, soit « les meurtres de masse non-prémédités » ?

On retient donc que le souci du détail de Mann aura produit une typologie difficile d'emploi. Cependant, il est utile de souligner que la typologie est organisée en fonction du degré de violence employée pour produire le nettoyage ethnique. Cela rejoint la typologie de Bell-Fialkoff (1996, p.3). Ainsi, il semble y avoir un accord sur l'importance de l'emploi ou non de la violence pour mener un nettoyage ethnique.

Pour décrire le spectre des méthodes employées pour faire fuir une population, Rosière utilise le concept de « stress ethnique » (Rosière, 2006, p.59-61). Le « stress ethnique » désigne l'ensemble des méthodes destinées à faire fuir les populations. Ces méthodes peuvent être légales, ou reposer sur la force, ou les deux (Rosière, 2006, p.59). Rosière expose la nature des contraintes légales en soulignant qu'il est relativement facile pour un État de pratiquer un harcèlement légal en énonçant des lois discriminatoires ou en appliquant les lois avec zèle, le tout dans le but de rendre la vie impossible à la communauté visée (Rosière, 2006, p.60)

Cette notion de stress ethnique sera particulièrement utile pour notre typologie. Au lieu de retenir le « degré de violence » employé pour classer les actes de nettoyage ethnique, on préférera retenir la forme que prendra « le stress ethnique ». Cette distinction aura l'avantage de mieux affiner le classement des actes de nettoyage ethnique. Ainsi, on pourra qualifier la nature du stress ethnique comme constituant des procédés légaux, ou l'emploi de la force, ou les deux, au lieu de simplement parler de « plus ou moins » de violence comme le font Mann (2005, p.12) et Bell-Fialkoff (1996, p.3).

L'autre source pour notre typologie est celle de Bell-Fialkoff (1996). Celui-ci aura produit une typologie simple. Cependant, nulle part l'auteur ne s'attarde à définir ses catégories de nettoyage ethnique : soit la déportation, l'expulsion, le transfert de population et

Tableau 4.1: Typologie de Mann (2005) du nettoyage ethnique

Type de violence	type de nettoyage		
	aucun	partiel	total
Aucune	Multiculturalisme, tolérance, condéfédéralisme	Abandon partiel de l'identité	Assimilation volontaire
Coercition institutionnelle	Discrimination	Restriction de langues officielles, ségrégation	suppression culturelle
Répression policière	Répression policière sélective	Répression policière partielle de la langue et de la culture du groupe visé, déportation, repeuplement	suppression culturelle totale, échanges de population, déportations et émigrations forcées
Répression violente	Répression policière générale	Pogroms, violences communales, certaines formes de viol, déplacement et repeuplement forcés et violents	Émigration et déportation sauvages, stérilisation, mariages forcés, certaines formes de viol
Massacres non-prémédités	Guerre civile, projets révolutionnaires, fratricide	Guerre civile, projets révolutionnaires	Ethnocide
Massacres prémédités	Guerre civile, représailles systématiques	Conversions forcées, Politicide, classicide	Génocide

Note : La zone la plus sombre correspond aux conditions que l'auteur identifie comme porteuses de nettoyage meurtrier, les zones ombragées mais plus claires présentent des cas où de tels actes peuvent survenir mais ne constituent pas la norme. Source : Mann, 2005, p.12

'échange de population. Nous avons donc élaboré nous-mêmes la définition de ces termes.

Ce travail de critique et de précision de la typologie de Bell-Fialkoff (1996) nous aura permis de dresser notre propre typologie (voir tableau 4.3). Le texte qui suit présente le processus de construction de cette typologie à partir de celle de Bell-Fialkoff.

Tout d'abord, de la typologie de Bell-Fialkoff (1996) on retient que les « transferts de population » sont plus violents que les « échanges de population » (voir tableau 4.2). Nulle part l'auteur ne démontre pourquoi et ne donne une distinction entre les deux termes qui, on le convient, mériteraient d'être précisés. On devine que la particularité de l'échange de population tient à la présence d'un vis-à-vis politique à la communauté instigatrice du nettoyage, puisqu'il y a *échange* de population avec une autre entité mais, nous sommes laissés à nous-mêmes pour faire cette déduction et ignorants quant aux implications d'une telle réciprocité.

Cependant, le lecteur pourrait facilement mettre le transfert de population et l'échange de population dans la même catégorie, comme nous le faisons (voir tableau 4.3). En effet, dans les deux cas il y a une certaine retenue au niveau de la violence puisqu'on s'attache à préserver la population. Autrement, on ne pourrait procéder à un échange puisqu'on ne disposerait plus de monnaie d'échange. De même, le mot « transfert », implique une certaine conservation de ce qui est transféré.

Ainsi, l'échange et le transfert, même s'ils impliquent un certain usage de la force compte tenu de leur caractère forcé, partagent une certaine retenue quant aux violences perpétrées à l'égard de la population. On pourrait vraisemblablement croire que le stress ethnique de ces deux entreprises, le transfert et l'échange, sera à la fois légal, pour forcer le nettoyage, et fera usage de la force, pour contraindre à l'observation de la loi.

Le stress ethnique sera d'ordre légal pour intimor à la population de partir, tout en délimitant les modalités de ce départ. Par exemple, il peut s'agit d'ordres d'éviction, de décrets fixant le départ d'une population d'ici une date donnée. Cette façon de procéder tâche de conserver la population que l'on déplace. Bien sûr, ce genre d'entreprise est

Tableau 4.2: Typologie du nettoyage ethnique de Bell-Fialkoff

ce qui constituerait du nettoyage ethnique selon Bell-Fialkoff					
Forme d'élimination de la population	Génocide	Déportation	Transfert	Échange	Émigration
Type de violence employée	Meurtres à grande échelle	Expulsion forcée	Pression		Pression administrative
<----- degré de violence <-----					

Adapté de Bell-Fialkoff, 1996, p.3

Tableau 4.3: Typologie des actes de nettoyage ethnique

Forme de nettoyage ethnique	Génocide	Expulsion et déportation	Transfert et échange de population	Émigration
Nature du stress ethnique	Beaucoup de force	Force	Un peu de force et légal	Légal

←← Degré de violence →→

Adapté de Rosière 2006 et Bell-Fialkoff, 1996.

dramatique et peut susciter de la résistance que la force viendra briser. C'est pourquoi le transfert et l'échange de population sont marqués par un stress ethnique tout d'abord légal mais appuyé par la force.

Bell-Fialkoff (1996) place dans la même catégorie la déportation et l'expulsion (voir tableau 4.2). Nous sommes d'accord avec cet amalgame (voir tableau 4.3) car l'emploi de la violence est relativement semblable dans ces deux cas.

Ce qui rejoint la déportation et l'expulsion est la méthode de leur réalisation. Il s'agit de l'emploi de la terreur. Pour y arriver, de nombreux types de crimes et d'exactions sont commis : viols, meurtres, détentions arbitraires, pogroms. Le but de la terreur est d'inciter la population à fuir (Rosière, 2006, p.63).

Ainsi, lors de déportation ou d'expulsion, la violence à l'endroit de la population est beaucoup plus marquée que lors du transfert et de l'échange de populations. La seule forme de nettoyage ethnique plus violente que l'expulsion et la déportation est vraisemblablement, le génocide. Ainsi, le stress ethnique dans les cas d'expulsion et de déportation sera défini par l'emploi de la force.

Il est quand même utile que la catégorie de violences recouverte par l'expulsion et la déportation comporte ces deux différents termes car, il existe une différence entre les deux même s'ils partagent le même degré de violence. Pour ce qui est des termes « expulsion » et « déportation », la différence entre les deux réside dans le souci, pour les bourreaux, de désigner un lieu de destination de la population déracinée. Dans la déportation, les acteurs du nettoyage prennent une part active au déplacement de la population et ainsi désignent le lieu où se terminera le déplacement et, où

vraisemblablement, résidera la population déplacée. Dans le cas de l'expulsion, il s'agit simplement de faire fuir la population du territoire visé sans égard à son lieu de destination tant qu'il se trouve à l'extérieur du territoire à purger.

Bell-Fialkoff (1996) spécifie les bornes du nettoyage ethnique. D'une part, l'émigration, suite à des pressions et du harcèlement racistes, peut constituer du nettoyage ethnique mais Bell-Fialkoff stipule que ce genre de phénomènes est trop large : « *most emigration from Europe in the nineteenth century (and from elsewhere in the twentieth) would have to be included as well* » (Bell-Fialkoff, 1996, p.1-2 et voir tableau 4.2).

Nous ne sommes pas d'accord avec cette affirmation. Si l'émigration d'un groupe est spécifiquement due à la volonté d'un acteur de vider un territoire de ce groupe compte tenu de l'identité de ce dit groupe : il y a nettoyage ethnique. Cela revient aux pressions plus ou moins subtiles qu'identifiaient Rosière (2006) en parlant de stress ethnique légal.

En effet, l'émigration forcée est un processus lent et pour le moins turbulent. On tente de susciter le désir de partir chez la population ciblée plutôt que de la forcer à partir. Le stress ethnique légal est donc particulièrement adapté à cette façon de faire. Il s'agit de rendre la vie difficile à la population par l'application tatillonne de lois discriminatoires. L'instigateur tâche d'éviter l'emploi de la violence ouverte. Tout est mis en œuvre pour aussi donner l'envie à la population victime de partir par elle-même.

L'autre borne de la typologie de Bell-Fialkoff (1996) est le génocide (voir tableau 4.2)). Cependant, Bell-Fialkoff ne traite pas de génocide bien qu'il reconnaisse qu'il s'agisse de nettoyage ethnique car « *in its scope and horror the mass murder of our time deserves to be treated as a separate category* » (Bell-Fialkoff, 1996, p.1).

L'opération de cette distinction qualitative n'en implique pas moins que le génocide peut constituer du nettoyage ethnique. Comme on peut parfois attester qu'une entreprise génocidaire a été menée pour nettoyer un territoire, il serait pertinent de traiter ces cas et d'intégrer le génocide à notre typologie puisqu'il en constitue vraisemblablement une forme. Le génocide se trouve tout au bout du continuum du stress ethnique, celui caractérisé par le plus de violence.

4.3.2 Pérenniser le nettoyage ethnique : les mesures suivant le nettoyage ethnique

Rosière (2006) effectue une réflexion sur la nécessité de pérenniser le nettoyage. Il a constaté que souvent le conflit est éteint mais des mesures visant à empêcher le retour des expulsés ou encore, à coloniser le territoire nettoyé, sont prises. On présentera ici une description des moyens que peuvent impliquer ces deux aspects de la pérennisation du nettoyage ethnique.

Premièrement, empêcher le retour des réfugiés peut consister en plusieurs types d'entreprises. Rosière (2006, p.65-67) relate que la destruction des habitations est commune, de même que miner les champs et les espaces habités. La terreur peut être utilisée en détruisant les monuments symboliques de la communauté visée, comme par exemple, en détruisant les Églises ou les cimetières.

Deuxièmement, l'autre versant serait d'occuper l'espace qu'on cherche à soustraire à la communauté victime (Rosière, 2006, p.64). Il peut s'agir de coloniser l'espace délaissé par la communauté victime. Cela peut se faire en attribuant à sa propre communauté les habitations abandonnées par les victimes. Si les réfugiés devaient revenir, plus le temps aura passé depuis leur départ, plus il leur sera malaisé de reprendre leur territoire et leurs habitations.



Figure 4.2 : Des crânes de victimes du génocide rwandais dans l'école technique de Murambi. Cette école fait aujourd'hui office de musée du génocide avec ses ossements exposés. (Source : wikipedia, consultée en février 2010, photo du domaine public)

Finalement, Rosière (2006, p.61-62) identifie à partir des travaux de la Croix Rouge les mesures d'ingénierie ethnique. Cette expression recouvre tous les moyens légaux visant à modifier ou assurer la modification de la composition ethnique d'un territoire dans le but de le nettoyer d'un groupe en particulier. Par exemple, Rosière (2006, p.62) rapporte que lorsque des individus persona non grata manifestent leur désir de partir, l'État peut mettre tout en œuvre pour leur faciliter l'exécution de ce choix, notamment au niveau administratif.

4.4 Les motifs poussant au nettoyage ethnique

Ici, nous voudrions présenter les raisons qui poussent un acteur à entreprendre un nettoyage ethnique. Pour en traiter, nous avons puisé directement dans l'ouvrage de Stéphane Rosière sur le nettoyage ethnique. Bien que sa conception du nettoyage ethnique, contrairement aux auteurs anglo-saxons consultés, traite étroitement des expériences d'expulsion/déportation et de génocide, soit l'image classique du nettoyage ethnique, son ouvrage comporte une section éclairante sur les raisons poussant un acteur à vider un territoire d'une population ethnique. Il appelle ces raisons « les logiques » du nettoyage ethnique. La réflexion de Rosière à ce niveau compense brillamment le silence sur la question des autres auteurs consultés.

En effet, les auteurs anglo-saxons consultés (Bell-Fialkoff, 1996; Mann, 2005 :Naimark, 2001; Rae, 2002) attribuent tous une seule cause au nettoyage ethnique. De plus cette cause n'a souvent rien à voir avec le territoire lui-même, qui ne serait alors vidé qu'accessoirement. Par exemple, Mann décrit le nettoyage ethnique comme une dérive de la démocratie : un accident qu'elle pourrait produire, comme l'indique le titre de son ouvrage « *The Dark Side of Democracy* ». Rosière a l'avantage de décrire en quoi il peut être utile de vider un territoire donné d'une population indésirable.

Rosière (2006, p.69-80), distingue deux logiques géographiques et une logique sociale. La première logique géographique est du type territorial. Elle concerne le besoin d'une communauté de s'approprier un espace. La deuxième logique géographique est plutôt spatiale. Elle concerne la mise en valeur d'un espace et l'appropriation de ses ressources. Finalement, la logique sociale, verse dans le contrôle d'un territoire. Voyons ces trois logiques en détail.

La logique territoriale peut emprunter plusieurs aspects géographiques (Rosière, 2006, p.72-76). Un groupe peut se représenter la nécessité de sécuriser un sanctuaire au cœur

d'un territoire. Cela peut survenir lors de la création d'un état : la statogénèse. Il s'agit, pour la Nation instigatrice du nettoyage, de s'appropriier le territoire qui formera l'assise d'un État qu'elle cherche à créer. Lorsque l'État existe déjà, ce centre peut être un territoire où se replier, comme les Bantoustans blancs d'Afrique du Sud. Ou alors, il se peut que la morphologie de l'État ait changé. Alors, il peut s'agir de sécuriser les marges d'un territoire nouvellement acquis suite à la modification des frontières. Essentiellement, ce genre de nettoyage ethnique est motivé par le désir de s'approprier un espace pour en faire son territoire.

Le deuxième type de nettoyage ethnique, celui de type spatial, se produit le plus souvent à la périphérie du système monde (Rosière, 2006, p.77-78). En effet, il consiste à vider un territoire d'une ethnie compétitrice pour s'approprier les ressources de son territoire. Pour Rosière, cela se produit le plus souvent à la périphérie du système-monde puisque le paradigme de l'État Nation y a moins d'emprise. Cette compétition, à l'intérieur de l'État reflète la cohésion vacillante des États de la périphérie. Pour décrire ces types de nettoyage, Rosière parle de nettoyage de « prédation ».

Le « nettoyage » de fronts pionniers constitue une entreprise combinant une logique territoriale et une logique spatiale. Il s'agit vraisemblablement d'un État voulant accroître son territoire pour profiter d'un plus grand territoire et des ressources qui l'accompagnent (Rosière, 2006, p. 76-77). On peut penser à la conquête de l'Amazonie, de la Sibérie, et du Far West, par exemple.

Finalement, il existe une catégorie de nettoyage n'étant pas lié à des processus territoriaux ou spatiaux. Il s'agit de contrôle social (Rosière, 2006, p.77-78). Certains États constitués depuis longtemps traversent des phases pendant lesquelles ils cherchent à « se nettoyer » d'un groupe quelconque. Notons que dans ce type de nettoyage ethnique, l'espace n'est pas un enjeu.

L'espace est certes le théâtre du nettoyage ethnique. Le territoire de la Nation instigatrice fixe les limites de ce théâtre. Cependant, contrairement aux deux logiques géographiques présentées ci-haut, le motif n'est pas de s'approprier le territoire qu'habite l'ethnie victime. En cela, le territoire n'a pas le même rôle d'enjeu que dans les deux logiques géographiques et ne sert donc que de cadre de référence. On veut certes vider un territoire d'une population mais ce n'est pas parce que l'accès à ce territoire est désiré ou bloqué, mais plutôt parce qu'il est partagé avec une ethnie qui menacerait la cohésion de la société ou des institutions de la société.

À ces trois logiques qu'identifie Rosière (2006), nous aimerions ajouter que parfois, le nettoyage ethnique est le produit d'atrocités produites par la guerre et n'a pas été voulu en soi. Par exemple, les conflits de faible intensité se produisant à la périphérie du système-monde présente une logique économique. Dans des économies du tiers-monde, la guerre peut devenir une façon de vivre, surtout pour des cohortes de jeunes hommes. La guerre y devient donc une activité économique de prédation.

Ce genre de conflits, appelés nouvelles guerres, départagent souvent les combattants, entre autres, sur des bases ethniques. Incidemment, les activités militaires de prédation sont conduites contre des membres d'une ethnie opposée qui se voit visée pour son identité. Compte tenu des atrocités commises durant les pillages, les membres des ethnies opposées à la faction ethnique tenant le territoire fuient cet endroit.

On retiendra donc qu'il se crée de facto un nettoyage ethnique alors que les combattants coupables de ce fait n'auraient pas nécessairement recherché expressément ce résultat. En effet, poussons cette logique à l'extrême pour démontrer qu'en pillant on ne cherche pas nécessairement à conduire un nettoyage ethnique. Car on pourrait arguer que ce serait peut-être plus simple pour les coupables si la population victime restait sur le territoire qu'ils contrôlent pour pouvoir les piller à nouveau lorsqu'un laps de temps suffisant se serait écoulé.

CHAPITRE V

CONFLIT ABKHAZE

5.1 Mise en contexte

5.1.1 Situation de l'Abkhazie

L'Abkhazie est un territoire de 8 653 km². Ce territoire est situé dans la plaine de l'anti-caucase, dans le coin nord-ouest de la Géorgie. (voir carte 5.1). Au Nord, on retrouve la Russie et ses districts de Kraï et de Karaiévo-Tcherkessie. La frontière avec la Russie correspond au parcours de la chaîne de montagnes du Grand Caucase. À l'Ouest, au Sud-Ouest et au Sud de l'Abkhazie, on retrouve la Mer Noire. À l'Est et au Sud-Est de l'Abkhazie, on retrouve deux autres régions traditionnelles de la Géorgie.

L'une de ces deux régions est la Svanétie. Elle est située à l'Est de l'Abkhazie, appuyée contre la chaîne du Grand Caucase. Cette région tire son nom de l'ethnie qui l'habite : les Svanes. Cette ethnie parle un dialecte proche du géorgien et appartient à la même famille des Kvartéliens¹ que les Géorgiens.

La deuxième région de la Géorgie frontalière de l'Abkhazie est la Mingrélie. Elle est située au Sud de la Svanétie et au Sud-Est de l'Abkhazie. À l'instar de la Svanétie, la Mingrélie tire son nom de la population ethnique qui y est majoritaire, les Mingréliens. Le chef lieu de la Mingrélie est Zougdid.

Administrativement, les régions traditionnelles de Mingrélie et de Svanétie ont été regroupées en une seule province par le régime géorgien actuel. Il s'agit de l'ensemble Sagremelo-Zemo-Svaneti. Notre travail traitera souvent des deux régions traditionnelles que sont la Mingrélie et la Svanétie, compte tenu de la dimension ethnique du conflit

¹ Outre les Svans et les Géorgiens, la famille des Kvartéliens compte aussi les Mingréliens. Mingréliens, Géorgiens et Svanes forment les trois groupes de la famille kvartélienne.

abkhaze et que durant une bonne partie de l'histoire du conflit, ce sont effectivement ces deux régions qui constituaient les régions administratives voisines de l'Abkhazie.

5.1.2 Description de l'Abkhazie

L'Abkhazie est surtout peuplée le long de son littoral avec la Mer Noire. En suivant le littoral abkhaze de la Mer Noire, en partant de la Russie jusqu'à la Mingrélie, on retrouve les agglomérations suivantes : Gagra, Pitsounda, Goudaouta, Soukhoumi, Goulrypch, et Otchamtchira. Depuis Otchamtchira on peut atteindre, à l'intérieur des terres, le village de Tkouartchal, (anciennement Tkvarcheli) (voir figure 5.6).

Quant aux différentes divisions administratives de l'Abkhazie, celles-ci auront subi des changements de découpage après la guerre de 1993-1994 qui a consacré l'indépendance *de facto* de l'Abkhazie. On apportera à l'attention du lecteur, cependant, que le district de Gali, peu importe ses dimensions, demeure voisin de la Mingrélie et constitue un district que nous mentionnerons souvent. Ce district constitue l'endroit où auront lieu les efforts des missions de paix en Abkhazie.

Figure 5.1: Situation de l'Abkhazie



Une autre région d'importance de l'Abkhazie sont les gorges de Kodori. Cette vallée est peuplée de Svanes et constituera une autre région fortement patrouillée par les missions de paix en Abkhazie.

5.2 Origine du conflit abkhaze

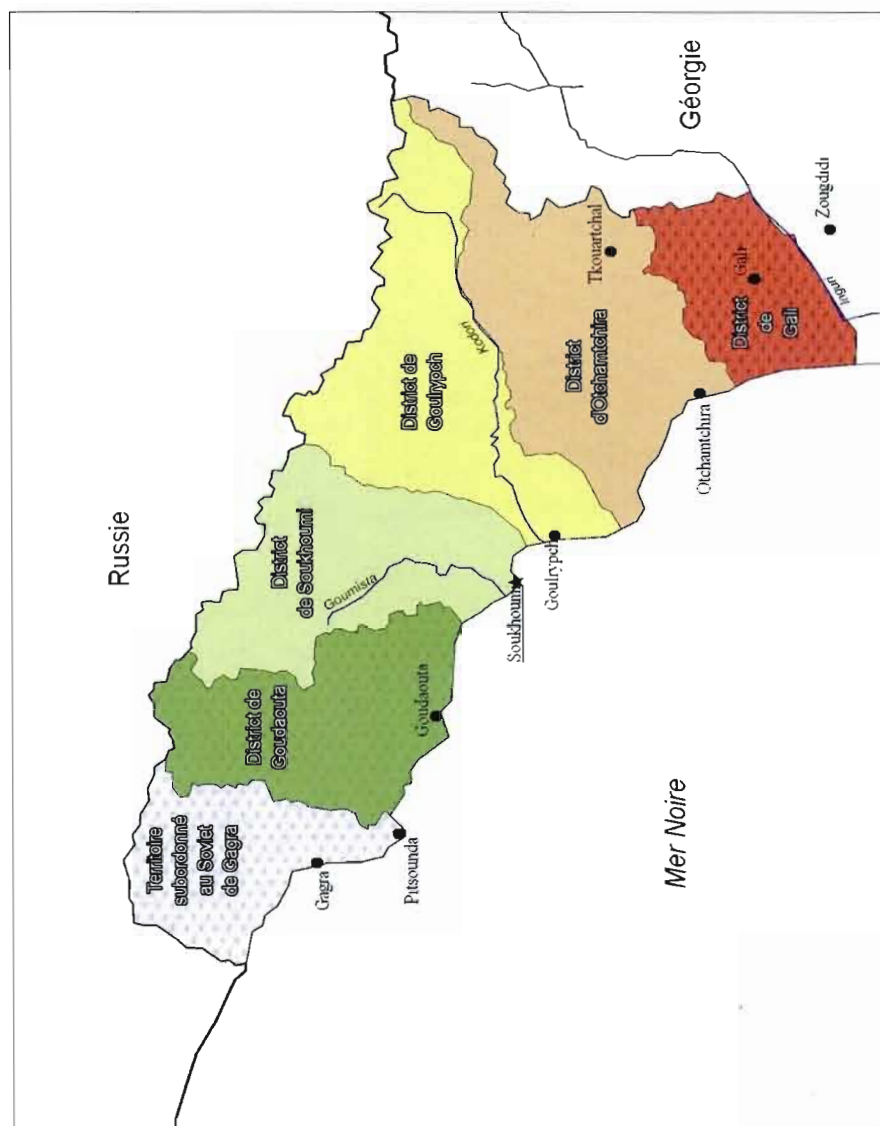
Les frontières de l'Abkhazie que nous venons de décrire correspondent au territoire de l'Abkhazie à l'époque de l'URSS. En effet, l'Abkhazie a fait partie de l'URSS, à titre de République Socialiste Soviétique Autonome (RSSA d'Abkhazie). Cette RSSA faisait partie, dans le système soviétique d'autonomie constitutionnelle à plusieurs niveaux, de la République Socialiste Soviétique de Géorgie. Suite à la dissolution de l'URSS, la nation Abkhaze souhaitera obtenir l'indépendance sur la base du territoire de la RSSA d'Abkhazie, préférant se détacher de la Géorgie.

Ainsi, la période entourant la dissolution de l'URSS présente le point de départ du conflit sécessionniste abkhaze : celui de sa phase armée. Cependant, ce point de départ manifeste du conflit est le fruit de tensions latentes, s'accumulant depuis la période de la Russie impériale et durant l'époque soviétique. Ces tensions portent sur deux aspects s'interpellant mutuellement.

Il y a tout d'abord l'autonomie de l'Abkhazie : de quelle latitude le peuple abkhaze pouvait-il bénéficier pour conduire ses affaires, notamment culturelles, alors qu'il était soumis à l'autorité de Tbilissi et de Moscou? D'un autre côté, les Abkhazes se souciaient de l'évolution du portrait démographique alors que leur proportion est allée en déclinant avec les années (voir tableau 5.1). Ces deux tensions, politiques et démographiques, se seront conjuguées pour produire une crainte de géorgisation de l'Abkhazie chez les Abkhazes.

Ce mouvement de géorgisation aura culminé durant la période stalinienne avec différentes mesures visant à étouffer la culture abkhaze, comme l'interdiction de l'enseignement dans la langue abkhaze (Kvarchelia, 1998, p.19; Nodia, 1997, p.23 : Murinson, 2004, p.20; Benngsen, Wimbush, 1986, p.214 in Toft, 2001, p.130), la subordination de la République d'Abkhazie à la République de Géorgie, l'implantation massive et promue par les autorités géorgiennes de Mingréliens en Abkhazie (Kolsto, Blakkisrud, 2008, p.486) et autres mesures laissant croire à un dessin d'assimilation des Abkhazes pour en faire des Géorgiens. Les Abkhazes se souviennent que ces mesures

Figure 5.1: Description de l'Abkhazie



ont été mises sur pied durant le règne de Staline, qu'ils identifient premièrement comme un Géorgien (Murinson, 2004, p.19; Nodia, 1997, p.23)

Suite à la mort de Staline, la déstalinisation donnera un peu de répit à la culture abkhaze. Néanmoins, la situation démographique des Abkhazes ne s'améliorera pas et au dernier recensement soviétique, en 1989, les Abkhazes ne représentaient plus que 17% de la

Tableau 5.1: Évolution démographique des différentes populations ethniques de l'Abkhazie

Ethnicité	1897	1925	1939	1959	1970
Abkhaze	58 697	55 918	56 147	61 197	77 276
Kvartéliens	25 875	67 494	91 067	158 221	199 595
Russes	5 135	20 456	60 201	86 715	92 889

Source : Unrepresented Nations and Peoples Organisation Mission to Abkhazia, Georgia and the Northern Caucasus, Novembre 1992, La Haye, p.28 dans Murrinson, 2004, p.18

population d'une Abkhazie fort cosmopolite (voir tableau 5.2). On notera la prépondérance des Kvartéliens, la famille des Géorgiens et de leurs cousins, Mingréliens et Svanes.

Ainsi, à la veille de la dissolution de l'URSS, les Abkhazes ressentaient que leur mainmise sur leur foyer national était plutôt fragile, surtout face aux Géorgiens.

Par exemple, depuis les années cinquante jusqu'à la fin de l'URSS, le Soviet Suprême d'Abkhazie demanda à trois reprises d'être rattaché à la République Fédérative de Russie (Wheatley, 2005, p. 57; Nuriyev, 2007, p.177). Les Géorgiens voyaient là une atteinte à l'intégrité de leur territoire.

Ainsi, lorsque le nationalisme géorgien s'éveilla à la fin des années 1980, l'insécurité abkhaze augmenta. Les deux sentiments nationaux étaient vécus comme concurrents par les Géorgiens et les Abkhazes. Il s'instaura une dynamique de manifestations et de contre-manifestations, en Abkhazie et en Géorgie. Les Géorgiens demandaient plus

Tableau 5.2: Composition ethnique de l'Abkhazie en 1989

Ethnie	Abkhazes	Arméniens	Kvartéliens ¹	Russes
Population (pourcentage de la population totale)	93 267 (17,8%)	76 541 (14,6%)	239 872 (45,7%)	74 914 (14,4%)

Source : Recensement soviétique, 1989, tiré de www.ethno-kavkaz.narod.ru/rnabkhazia.html, consulté le 9 septembre 2009

¹ La source fait usage du terme « Géorgiens » plutôt que Kvartéliens. Cela nous permet de souligner que fréquemment, dans la littérature, le terme « Géorgien » est employé pour désigner à la fois les Mingréliens, les Svans et les Géorgiens, et a donc le sens de « Kvartéliens ». D'autres fois il ne désigne que l'ethnie géorgienne spécifiquement. Nous nous attacherons à employer le terme kvartélien pour désigner les trois ethnies mentionnées et réserverons l'emploi du terme « géorgien » pour désigner cette branche de la famille kvartélienne.

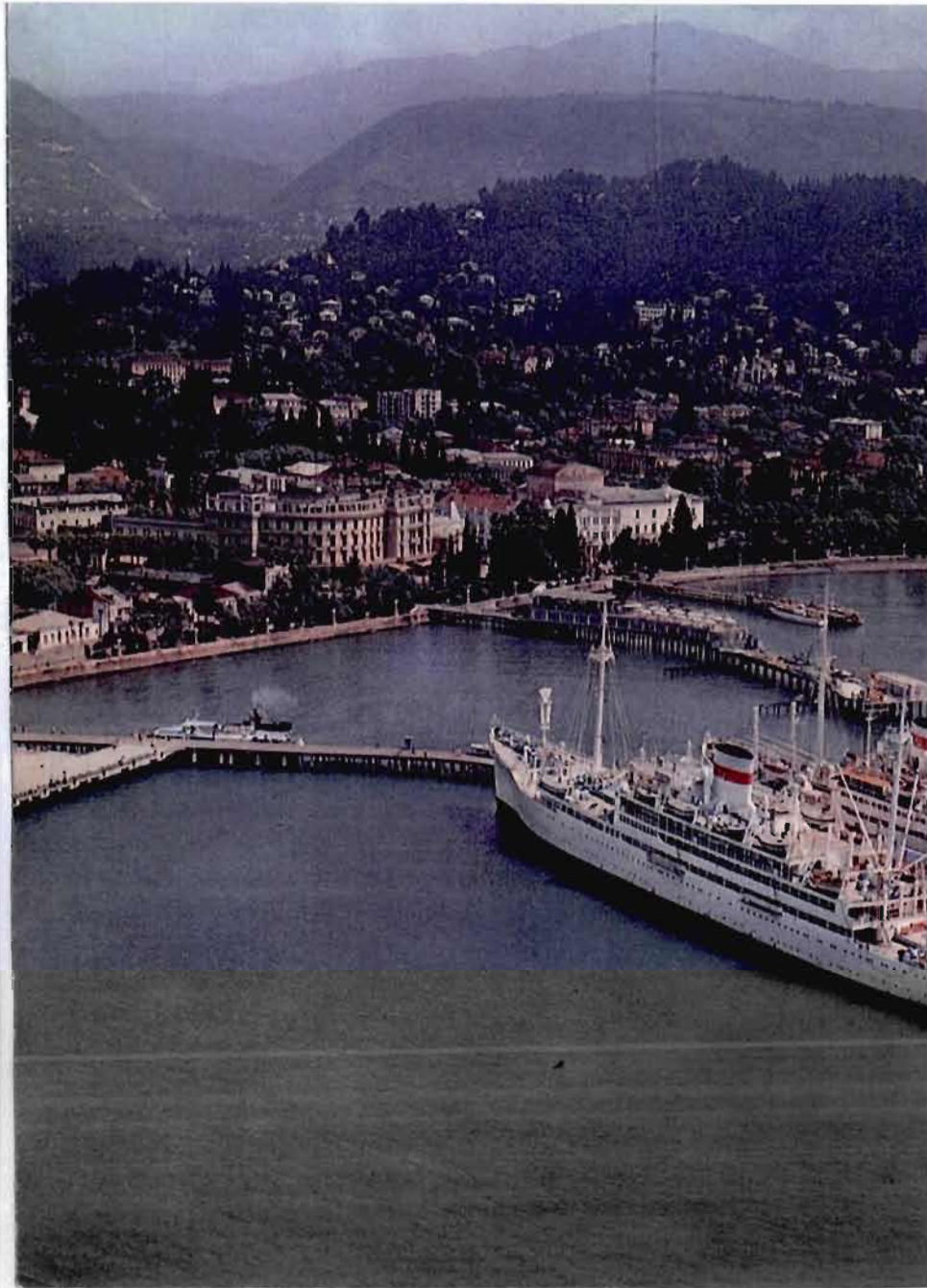


Figure 5.3 : Port de Soukhoumi. On voit très bien le rôle touristique de l'Abkhazie durant la période soviétique. En arrière plan, on aperçoit l'entrée des gorges de Kodori, une région cruciale du conflit de 1992-1993. (Source : wikipedia, consultée en février 2010, photo du domaine public)

d'indépendance face à Moscou et des slogans xénophobes pouvaient être vus sur des pancartes durant ces manifestations. Les Abkhazes tenaient le même genre de rassemblements.

Cette xénophobie du courant nationaliste géorgien ne constitue qu'une dimension de ce mouvement, qui n'était pas partagée par tous ses membres d'ailleurs. Cependant, les Abkhazes sentaient qu'ils dépendaient de Moscou pour faire garantir leurs droits, compte tenu de la structure constitutionnelle de l'URSS. Le support de Moscou dont bénéficiaient les Abkhazes face à la Géorgie était d'autant plus important pour les Abkhazes compte tenu de leur situation démographique précaire. Ainsi, les Abkhazes percevaient le nationalisme géorgien comme une menace pour leurs droits puisqu'il visait à réduire, voire conclure une influence de Moscou en Géorgie.

Ce nationalisme géorgien, vers le printemps 1989, avait enclenché une dynamique de manifestations à travers tout le pays. Ces expressions populaires ne pouvaient qu'effrayer le régime. Celui-ci tenta donc de mettre un terme à l'élan démocratique en écrasant dans le sang, un 9 avril, une manifestation ayant cours à Tbilissi. Cette répression brutale eut trois conséquences.

Premièrement, cet acte sauvage du régime produisit un effet galvanisant sur la population géorgienne et accentua la vigueur de ses revendications indépendantistes (Arashidze, 2007, p.19; Goldenberg, 1994, p.95-96; Herzig, 1999 p.12; Wheatley, 2005, p.42-43). Les manifestations, les grèves, et autres démonstrations de ferveur populaires devinrent immédiatement plus nombreuses et spontanées. Devant une telle détermination, le régime comprit qu'il devait abandonner la violence et accorder la tenue d'élections libres.

Deuxièmement, l'autre conséquence de la répression du 9 avril fut le délitement du contrôle sur le territoire. En effet, les forces de l'ordre étaient désormais discréditées. Ainsi, des milices populaires se formaient pour protéger la population du gouvernement et patrouiller le pays (Wheatley, 2005, p.44). Dans ce contexte, l'Abkhazie en profita pour se mettre hors du contrôle effectif de Tbilissi, avec ses propres forces. Elle n'avait pas encore déclaré son indépendance, cependant.

Cette tendance centrifuge fut renforcée par les dispositions prises par le Soviet Suprême Géorgien en vue des élections libres. En août 1990, les partis politiques régionaux furent proscrits du scrutin d'octobre à venir (MacFarlane, 1996, p. 9 ; Nuriyev, 2007, p.179). Le

soviet de l'Abkhazie répliqua en déclarant la souveraineté de la République¹ (Herzig, 1999, p.77 ; MacFarlane, 1996, p.9 ; Wheatley, 2005, p. 57). Le Soviet Suprême géorgien déclara nulle et non avenue cette proclamation abkhaze (MacFarlane, 1996, p.9 ; Wheatley, 2005, p.57).

Finalement, le mouvement nationaliste géorgien était désormais divisé. Les événements du 9 avril avaient contribué à la radicalisation d'une frange du mouvement indépendantiste qui désormais se refusait à collaborer avec le régime, notamment à travers des élections libres.

Zurcher (2005, p.93) résume bien la situation qui prévalait suite à ces tensions: « *By the fall of 1990, Georgia was falling apart. Two out of three autonomous entities, South Ossetia and Abkhazia, were largely outside of Tbilissi's control. The Georgian national movement was deeply divided, and paramilitary "pro-fatherland" groups were operating largely unchecked* ».

Les élections libres promises par le régime furent tenues en octobre 1990. Elles portèrent au pouvoir le représentant le plus populaire du mouvement indépendantiste : Zviad Gamsakhourdia. Il s'agissait d'un dissident connu depuis les années 1980, fils d'un poète géorgien célèbre. Outre sa renommée, Gamsakhourdia avait bénéficié pour son élection du fait que les événements du 9 avril avaient radicalisé un large pan du mouvement indépendantiste qui refusait donc de participer au scrutin (Arashidze, 2007, p. 21; Wheatley 2005, p.44; Nuriyev, 2007, p. 75; Goldenberg, 1994, p.96; Zürcher, 2005, p.90).

On peut reprocher deux choses à Gamsakhourdia quant à la façon dont il mena le pays. Premièrement, il s'appuya sur ses propres relations et des milices patriotiques pour gouverner. Cette mesure devait renforcer le délitement de l'autorité de Tbilissi sur les régions. Deuxièmement, Gamsakhourdia adopta un discours nationaliste parfois xénophobe qui devait renforcer la première tendance centrifuge et de plus diviser le mouvement indépendantiste.

Tout d'abord, il rejeta les structures officielles de l'État (Arashidze, 2007, p.21; Human Rights Watch, 1995, p.13 ; Nodia, 1995, p.109). Gamsakhourdia préférait placer des

¹ La faction abkhaze du Soviet Suprême d'Abkhazie était assez importante pour imposer une telle motion malgré la proportion minoritaire de la population abkhaze compte tenu de quotas de représentation accordés à la minorité abkhaze par Moscou au sein des institutions de la République.

relations inexpérimentées dans la fonction publique et les hautes sphères du gouvernement plutôt que de travailler avec les fonctionnaires expérimentés. Ces derniers présentaient un passé communiste qui, aux yeux de Gamsakhourdia, en faisait des agents de Moscou alors qu'à ce moment même les communistes géorgiens convenaient que de profonds changements devaient être apportées à la société et étaient prêts à travailler avec les indépendantistes (Arashidze, 2007, p.21).

Cette méfiance vis-à-vis des anciens membres de l'État se manifestait surtout au niveau des organes de sécurité. Gamsakhourdia appuya donc son autorité sur des milices patriotiques kvartéliennes (Areshidze, 2007, p.22; Herzig, 1999, p.18; Wheatley, 2005, p.54). Ces milices étaient mal reçues dans les régions des minorités ethniques et, ainsi, affaiblissaient le contrôle de Tbilissi sur des régions autonomes comme l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et, dans une moindre mesure, l'Adjarie.

Finalement, Gamsakhourdia s'employa à tenir un discours nationaliste (Nodia, 1996, en ligne). Ce discours était particulièrement choquant, employant des formules comme « la Géorgie aux Géorgiens » et renforçait donc la propriété centrifuge qu'exerçaient déjà son type d'administration et l'emploi de milices patriotiques.

Ces tensions culminèrent dans l'éclatement d'un conflit avec la région autonome d'Ossétie du Sud. Pendant que les milices géorgiennes se battaient contre les troupes ossètes supportées par le Kremlin, le leadership Abkhaze poursuivait une politique indépendante pour se détacher de la férule de Tbilissi.

Notamment, alors que la guerre en Ossétie faisait rage, la population Abkhaze participa au référendum sur le maintien de l'URSS alors que la Géorgie boycotta cet exercice (MacFarlane, 1996, p.10 ; Nuryiev, 2007, p.179). La partie abkhaze atteste qu'elle a alors signifié son intention de ne pas demeurer dans une Géorgie détachée de la Russie et que les prétentions géorgiennes sur l'Abkhazie étaient nulles.

Bien entendu, la manière avec laquelle Gamsakhourdia menait la Géorgie et la guerre impopulaire dans laquelle il l'avait plongée devaient renforcer la forte opposition qu'il s'était déjà attirée. Cette opposition devait se résoudre à employer la violence pour liquider le régime Gamsakhourdia suite à la manière dont ce dernier se comporta durant le putsch de Moscou d'août 1991.



Figure 5.4 : Zviad Gamsakhourdia. Cette photo fut prise vers la fin de sa vie en 1993. (Source : wikipedia, consultée en février 2010, photo du domaine public)

Alors que le régime soviétique démontrait des signes d'affaiblissement dans plusieurs Républiques de l'URSS, les éléments conservateurs du régime soviétique tentèrent de prendre le contrôle par la voie d'un putsch. Ils intimèrent à Gamsakhourdia de soumettre à l'autorité du Ministère de l'Intérieur soviétique ses forces armées. Le chef de la principale milice lui étant demeuré fidèle refusa d'obtempérer (Areshidze, 2007, p.24; Nodia, 1996, en ligne; Wheatley, 2005, p.55). Il s'agissait de la « Garde Nationale » de Tengviz Kitovani.

Finalement, les putschistes de Moscou échouèrent et Gamsakhourdia se retrouva isolé. Sa conduite durant le putsch avait démontré qu'il était prêt à compromettre l'idéal d'indépendance au profit de son poste. Dans le contexte où des milices patriotiques proliféraient et que Gamsakhourdia s'accrochait au pouvoir, il s'en suivit une guerre civile, débutée à la fin de décembre 1991.

Suite à quelques jours de combat, le 6 janvier 1992, Gamsakhourdia s'exila. Pour combler le vide politique, un comité formé des principaux acteurs de la fronde fut formé, il comprenait trois personnes. Il y avait le chef de la Garde Nationale Kitovani. On retrouvait aussi Joseph Ioselani, le chef d'une autre puissante milice, les *Mkhedrioni*. Finalement, il y avait l'ancien Premier Ministre de Gamsakhourdia, Tengouiz Sigua.

Ce comité militaire dirigeait une Géorgie débarrassée de la férule de l'URSS. En effet, quelques jours plus tôt, le 25 décembre 1991, l'URSS avait été dissoute. Cependant, la nature non-démocratique du triumvirat géorgien empêchait la République de bénéficier d'une reconnaissance internationale qui aurait consacré son intégrité territoriale et sa souveraineté alors menacées, notamment par un conflit en Ossétie du Sud où la Russie, puisque successeur de l'URSS, était impliquée.

Pour résoudre ce problème, le triumvirat convenu d'appeler au pouvoir Édouard Chevardnadze. Celui-ci avait déjà dirigé la Géorgie et à titre de Ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev ayant présidé au dégel des relations de l'Est avec l'Ouest, bénéficiait d'une bonne crédibilité de relations en Occident.

Une fois au pouvoir, l'urgente priorité de Chevardnadze fut de conclure un cessez-le-feu avec l'Ossétie du Sud et ainsi de mettre un terme avec la confrontation avec la Russie et ouvrir la porte à une solution politique au conflit. Cet objectif fut atteint en juin 1992 (Areshidze, 2007, p. 27).

Afin de donner un aspect légal la direction du pays, Chevardnadze réinstaura la constitution de 1921 de la Géorgie en juillet 1992 (Murinson, 2004, p.8; Kvarchelia, 1998, p.20 : Kolsto, Blakkisrud, 2008, p.486; Dale, 1993, p.49). Cependant, pour la partie Abkhaze, cette constitution posait problème. Elle définissait l'Abkhazie comme soumise à la Géorgie. Le gouvernement abkhaze réinstaura sa Constitution de 1925 qui lui garantissait l'égalité avec la Géorgie et le droit à la sécession (Kolsto, Blakkisrud, 2008, p.486). Ainsi, l'impasse diplomatique entre Tbilissi et Soukhoumi ne semblait pas vouloir se résoudre alors que les événements se précipitèrent pour causer le conflit d'Abkhazie à proprement parler.

Le 11 août 1992, des supporters armés kidnappèrent des officiels géorgiens en Mingrélie pour les détenir en Abkhazie, afin de se placer hors de portée de Tbilissi. Mentionnons que Gamsakhourdia était originaire de Mingrélie. Ainsi, on y retrouvait une population

favorable au Président déchu et une rébellion larvée œuvrant à son retour. Cette rébellion est à mettre dans le contexte plus large de la prolifération des milices armées, et de la faiblesse du contrôle de Tbilissi sur les régions et des organes du pouvoir de l'État.

Bien qu'un doute subsiste à cet égard, on estime que Chevardnadze obtint la permission du gouvernement abkhaze de monter une opération de secours en Abkhazie. La responsabilité de cette opération fut confiée à la milice de Kitovani, la Garde Nationale. Cette dernière entra en Abkhazie et trouva la route vers Soukhoumi libre de forces Abkhazes. Kitovani décida donc de restituer l'autorité de Tbilissi sur l'Abkhazie et marcha sur Soukhoumi avec ses hommes.

Les événements se précipitèrent alors pour confronter et rendre irréconciliables les revendications des Abkhazes et des Géorgiens. Particulièrement, l'assaut de Kitovani sur le Parlement Abkhaze aura causé un bris de confiance insurmontable. Cet assaut fut mené en dépit du premier cessez-le-feu du conflit conclu au premier jour de l'intervention sur la capitale. D'ailleurs, cet assaut se produisit alors que les Parlementaires étaient occupés à rédiger une offre de paix à Tbilissi.



Figure 5.5 : Tengiz Kitovani (à l'avant plan). On le voit avec ses hommes au début des années 1990. (Source : wikipedia, consultée en février 2010, photo du domaine public)

5.3 Conséquences des combats de 1992-1993 en Abkhazie

Il y aura eu guerre en Abkhazie de 1992 à l'automne de 1993. On verra comment, durant ces combats, les acteurs auront procédé à des actes confinant au nettoyage ethnique. On verra aussi la nature ambiguë du rôle de la Russie. Ces deux phénomènes auront de profondes répercussions sur la conduite et le mandat des missions de paix installées en Abkhazie depuis cette première guerre jusqu'à la révolution des roses de novembre 2003.

5.3.1 Aperçu des combats et nettoyage ethnique

Les Géorgiens réussirent à soumettre la majorité de l'Abkhazie dans les premiers jours du conflit. Les forces Abkhazes n'étaient plus confinées que dans trois bastions. Il y avait la poche de Goudaouta, d'Otchamtchira, et de Tkvarcheli (Human Rights Watch, 1995, p.25) (Voir figure 5.6). Toutefois, le contrôle géorgien sur le reste du territoire n'était pas absolu. De nombreux volontaires russes et cosaques réussirent à traverser la frontière de la Géorgie avec la Russie et à se joindre aux forces abkhazes, et ce, dès le début du conflit (Dale, 1993, p.49 ; Dailey, 1993, en ligne ; MacFarlane, 1996, p.11 ; Human Rights Watch, 1995, p.50) Notons que les Abkhazes ont tenu une bande de terres sur la frontière nord de l'Abkhazie longeant la Russie, ce qui aura permis à 3 000 mercenaires de s'infiltrer en Abkhazie puis de rejoindre les poches abkhazes à travers le territoire contrôlé par les Géorgiens (Dailey, 1993, en ligne).

Cette faiblesse du contrôle sur le territoire s'explique par la géographie du terrain, qui est montagneux, mais aussi par le morcellement ethnique de l'Abkhazie (voir figure 5.6). Ainsi, il était relativement facile pour des combattants irréguliers de se déplacer parmi des civils d'une même ethnie ou d'une ethnie sympathique.

La présence de combattants irréguliers n'est pas réductible à l'emploi de mercenaires par les Abkhazes. Les forces abkhazes, que les volontaires étrangers rejoignirent, ou les forces géorgiennes, étaient composées de soldats irréguliers. Rappelons l'influence des milices patriotiques géorgiennes, notamment celle appelée *Mkhredioni*¹ et la Garde Nationale, dans l'appareil politique géorgien. On aura même rapporté à Human Rights Watch que les unités géorgiennes auront été renforcées en vidant les prisons du pays (HRW, 1995, p.25).

¹ Ce mot géorgien signifie « cavaliers »

L'une des qualités principales de ces irréguliers et, qui concerne la conduite d'un nettoyage ethnique, est leur caractère indiscipliné. Les troupes irrégulières, en opérant dans cet environnement morcelé ethniquement, et étant attirés par l'appât du gain et guidées par le nationalisme, se seront livrées à des activités de pillage contre la communauté opposée (Human Rights Watch, 1995, p.24 ; Mooney, 1995, p.200) Ces activités auront été menées, évidemment, contre la volonté des victimes et se seront donc forcément accompagnées d'actes de violence brutaux.

Dale (1997, p. 81) relève que le morcellement ethnique de l'Abkhazie aura donné aux combats (et aux exactions) un caractère « localisé mais personnel ». En effet, des voisins prenaient les armes contre leurs voisins, afin de défendre leur communauté dans ce que Human Rights Watch qualifie de « see-saw fighting », ou combats en courte-pointe (Human Rights Watch, 1996, p.25).

Les pillages, les actes de violence et la proximité, tant physique que psychologique, des bourreaux auront terrorisé les populations et poussé de nombreux habitants à la fuite. On a donc assisté de facto à la conduite d'un nettoyage ethnique.

En effet, rappelons que les victimes étaient visées sur la base de leur appartenance ethnique (Dale, 1997 ; Human Rights Watch, 1995 ; Mooney, 1996). La géographie de ces déplacements de population correspondait à l'évolution de la ligne de front. Lorsqu'une communauté était conquise par les forces abkhazes, ses habitants géorgiens, terrorisés, fuyaient... et inversement.

On n'a jamais pu relever dans la littérature scientifique l'existence de directives politiques, ou l'existence d'une stratégie visant à expulser les habitants de la communauté ennemie durant les conflits. L'organisme Human Rights Watch (1995, p.24). invoque le caractère irrégulier des combattants, pour souligner que ce nettoyage ethnique constitue sans doute un sous-produit de la barbarie des combats et des pillages plutôt qu'une stratégie décidée par le gouvernement de l'une ou l'autre des communautés. À tout le moins, durant les hostilités.

Il apparaît même que les violences à l'égard de la population ont, dans une certaine mesure, entraîné l'utilisation de cette population comme une ressource à préserver. Human Rights Watch (1995, p. 22) atteste que durant le conflit, pour préserver les populations de sa communauté demeurée en territoire ennemi, les factions détenaient collectivement en otages des membres de la communauté ennemie. Ces populations

otages étaient l'objet de négociations visant leur échange. Pour les échanger, des listes informatisées étaient communiquées entre les deux camps, des permis émis, et les otages libérés étaient libres de circuler tant que leurs noms figuraient sur les listes et qu'ils possédaient leur « permis ».

On saisira cependant le caractère déshumanisant de cette pratique, impliquant une juste part d'appréhension chez l'otage quant à sa sécurité s'il décidait de rester sur place une fois « échangé ». Cette pratique aura donc confiné au stress ethnique et produit un nettoyage ethnique par échanges de population, même si la préoccupation était de préserver des membres de sa communauté.

Quant à l'importance de ces exactions, Dale (1997, p.86) avance un point de vue non-négligeable sur la chose : celui des déplacés. Elle argue, à l'aide d'entretiens avec des réfugiés, que généralement, de leur point de vue, ils ont été forcés de partir compte tenu de leur ethnicité. Ainsi, bien qu'il n'y ait peut-être pas eu de stratégie de nettoyage ethnique décidée en hauts lieux, un tel nettoyage a été vécu et les populations se représentent leurs souffrances comme la conséquence d'un tel nettoyage. De la sorte, il existe la représentation d'un nettoyage ethnique, représentation ancrée dans la narration personnelle des événements du conflit.

Du point de vue juridique, le Conseil de Sécurité de l'ONU se déclara préoccupé par les « allégations de nettoyage ethnique » dans sa résolution 876 du 19 octobre 1993 (Conseil de Sécurité, 19 octobre 1993, p.1). Cette résolution donna cours à la proposition du Secrétaire Général de dépêcher une mission d'investigation pour faire la lumière sur les accusations de violations des droits de l'homme.

Cette mission découvrit la pratique de déportation mis sur pied par les Abkhazes une fois le territoire de l'Abkhazie complètement sous leur contrôle et les hostilités gelées (Mooney, 1995, p.203-205). Les forces abkhazes se mirent à déposséder des habitants de leur demeure, en leur faisant signer, sous la menace, une déclaration alléguant leur libre décision de partir. Plusieurs autobus remplis franchissaient ainsi la rivière Inguri pour déporter en Géorgie des Géorgiens, mais aussi des Grecs et des Arméniens (Mooney, 1995, p. 204-205). Il s'agit donc d'expulsions déguisées en émigration. Afin de pérenniser le nettoyage, les maisons abandonnées devaient servir à loger des mercenaires étrangers, ce qui rendait plus difficile le retour des expulsés.

Face à cette pratique, la résolution 896 du Conseil de Sécurité du 31 janvier 1994 condamna « *toutes tentatives de modifier la composition démographique de l'Abkhazie (...) notamment en la repopulant avec des personnes qui n'y résidaient pas précédemment* » (Conseil de Sécurité, 31 janvier 1994, p.3) Il s'agit bien là de nettoyage ethnique et de mesures de pérennisation de ce nettoyage ethnique.

Ces mesures, couplées aux exactions commises durant le conflit, auront produit 350 000 réfugiés pour une population totale de 540 000 individus (UNHCR in Mooney, 1995, p.197-198). De ce nombre de déplacés, la grande majorité étaient Kwartéliens, soit 260 000 (UNHCR, in Mooney, 1995, p.197-198), conséquence de la large proportion de la population qu'ils représentaient et de contrôle militaire finalement exercé par les Abkhazes sur l'Abkhazie.

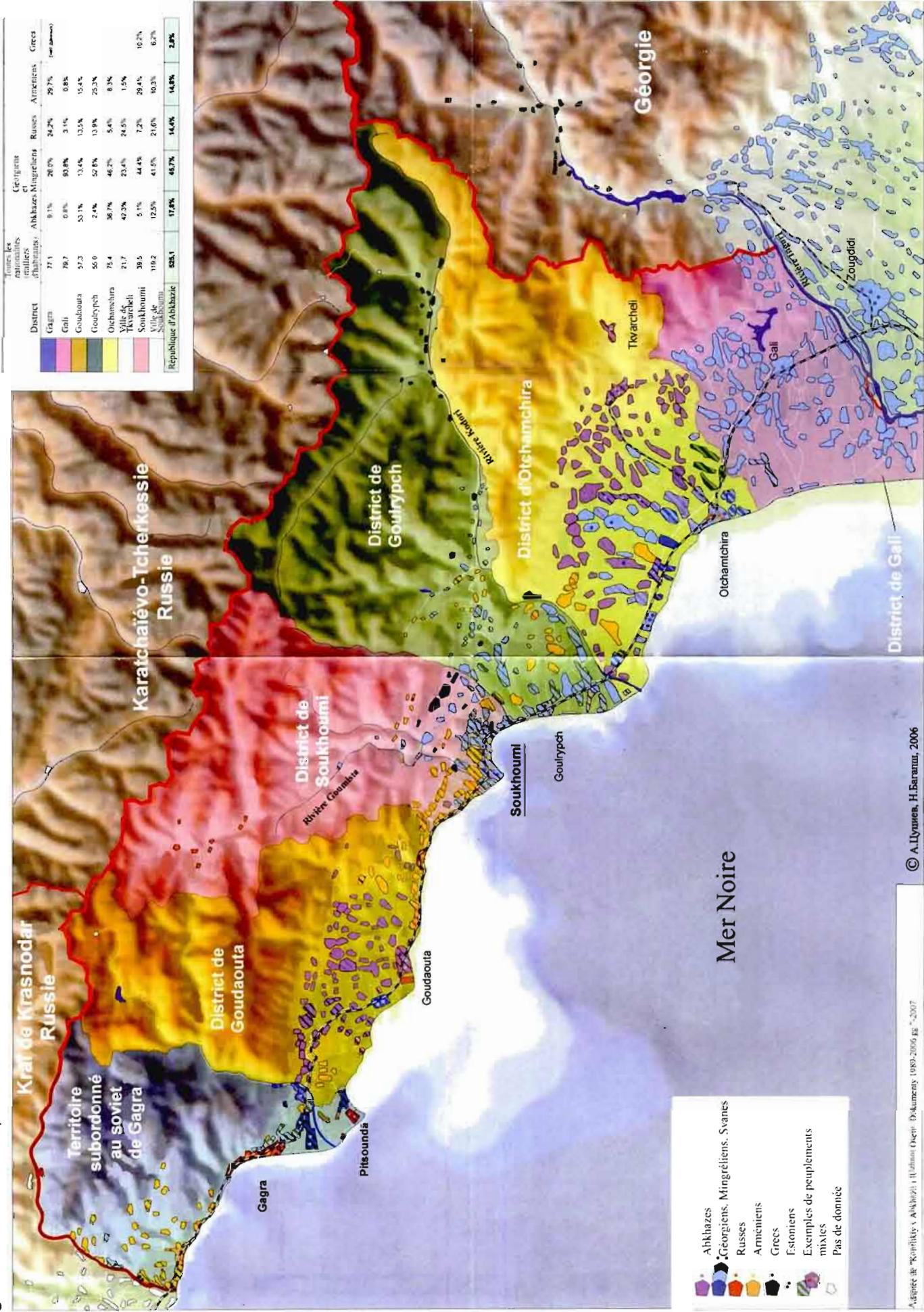
5.3.2 Rôle ambiguë de la Russie durant le conflit

La Russie aura joué un rôle ambigu durant ce conflit. Cette ambiguïté relève d'une contradiction entre le discours du leadership russe et les actions posées sur le terrain. D'une part, Moscou tâcha d'affirmer un support officiel à l'intégrité territoriale de la Géorgie. D'autre part, les événements sur le terrain témoignèrent de l'octroi d'un support militaire à la cause abkhaze. Cette ambiguïté est importante puisqu'elle concourra éventuellement à faire peser le doute sur l'impartialité de la mission de la CEI qui sera déployée en Abkhazie suite aux accords de paix mettant fin aux hostilités.

Ce support à la cause abkhaze n'était sans doute pas voulu par Moscou. Cependant, on demeure incertain quant au degré d'indépendance avec lequel les forces russes auront agi pour soutenir la cause abkhaze. On pourrait croire que la contradiction entre le discours du leadership russe et le support aux abkhazes sur le terrain ne relevait que de quelques actes isolés commis par des commandants tout aussi isolés. Cependant, plusieurs événements demeurent troublants. Ils ne s'expliquent que par une très grande indépendance de l'appareil militaire, et ce, jusqu'à de hauts échelons de la hiérarchie.

Par exemple, les Abkhazes auront mené un assaut amphibie sur Soukhoumi pour la reprendre aux Géorgiens. Les Abkhazes ne disposaient pas de tels moyens logistiques ce qui signifie une certaine coopération avec des éléments militaires russes (Human Rights Watch, 1995, p.32). De même, des appareils russes ont bombardé les lignes géorgiennes. Le ministre russe de la défense aura démenti les allégations géorgiennes à

Figure 5.6 : Distribution spatiale des différentes ethnies de l'Abkhazie



cet effet jusqu'à ce qu'un appareil russe soit abattu et son pilote, un major, fait prisonnier (Dailey, 1993, en ligne ; Dale, 1993, p.54).

Les forces russes stationnées en Abkhazie semblent ne pas avoir averti Moscou de l'imminence d'une offensive abkhaze majeure en dépit d'un cessez-le-feu négocié par Moscou (Human Rights Watch, 1995, p. 45 ; Mooney, 1996, p.219). Bien sûr, Moscou condamna cette offensive dans une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU et l'accompagna de sanctions économiques contre l'Abkhazie (Mooney, 1996, p.219)

De tels événements et plusieurs autres auront poussé le Président Chevardnadze à déclarer que « (on) *demeure avec l'impression que les forces armées russes n'agissent pas en coordination avec les autorités russes, à tout le moins, en rapport avec la Géorgie* ». (Dale, 1993, p.56).

Ce commentaire diplomatiquement prudent évoque l'état de désorganisation de l'État russe à ce moment de son histoire. L'État major russe avait alors succédé à celui désorganisé et temporaire de la CEI (Dailey, 1993, en ligne). En cela, la Russie avait hérité de troupes et de bases à l'extérieur de ses frontières sans qu'il n'existe de vision stratégique concernant leur utilisation si ce n'est le sentiment aigu au sein de la classe militaire quant au besoin de les conserver. C'est dans ce contexte qu'on relève la division au sein du Ministère de la défense entre les échelons les plus élevés, gravitant autour du Ministre de la défense Gratchev et fidèles à Eltsine, et les échelons inférieurs, plus favorables à la cause abkhaze (Nodia, 1997, p.42).

De plus, la Russie ne disposait pas d'une politique claire à l'égard du Caucase à ce moment. Cette indécision, combinée à la désorganisation du pouvoir, aura transformé la question Abkhaze en un outil pour se bâtir du capital politique pour chaque faction proche du Kremlin (Dale, 1994, p.48 et 50 ; Hill, 2006, p.37 ; Nodia, 1997, p.40-42)

Cette immixtion russe dans le conflit abkhaze, selon plusieurs, est la raison de la victoire des Abkhazes. On avance souvent la comparaison à l'effet que les Abkhazes n'étaient que 100 000 et les Géorgiens 4 millions et, qu'à cet égard, ils doivent leur victoire aux mercenaires et volontaires venus de Russie et au matériel russe (Dale, 1996, p.126; Dailey, 1993, en ligne ; Groltz in Mooney, 1996, p.218).

Il se peut que ce support ait été orchestré contre la volonté de Moscou mais, il n'en demeure pas moins que Moscou aura instrumentalisé ce support. En effet, vers la fin du

conflit, des supporters de Gamsakhourdia se soulevèrent en Mingrélie (Arashidze, 2007, p.28 ; Wheatley, 2005, p.84). Étant attaquée sur un deuxième théâtre et déjà fort occupée en Abkhazie, Tbilissi demanda l'aide militaire de Moscou pour mettre fin aux conflits. Moscou accepta de mettre un terme à l'insurrection en Mingrélie et d'amener les Abkhazes à négocier, à condition que Tbilissi lui octroie 3 bases militaires, rejoigne la Communauté des États Indépendants (CEI), le système d'alliance de la Russie, et lui consacre le rôle de médiateur dans le conflit avec l'Abkhazie (Arashidze, 2007, p.30 ; Larsson, 2004, p.406 ; Wheatley, 2005, p.84).

5.3.3 L'établissement des missions de paix en Abkhazie

L'accord conclu à Moscou le 14 mai 1994 viendra consacrer un cessez-le-feu durable entre les parties. Cet accord permettra le déploiement des deux missions de paix qui opéreront dans ce théâtre depuis ce moment jusqu'à la guerre d'août 2008 qui nous préoccupe.



Figure 5.7 : Le siège du Soviet Suprême Abkhaze. Sur cette photo prise en 2006, les dommages à l'édifice datant de la guerre de 1992-1993 sont encore visibles, attestant de la difficulté des conditions économiques dans la petite République auto-proclamée. (Source : wikipedia, consultée en février 2010, photo du domaine public)

Cet accord a été précédé d'une série d'ententes préalables portant sur la nécessité de procéder au retour des réfugiés, mais aussi d'inclure la présence d'un tiers pour assurer la sécurité de ces réfugiés et superviser l'implantation des accords de paix. Le premier accord en ce sens aura été le protocole d'entente conclu le 1^{er} décembre 1993.

Avec cet important accord, une mission d'observation des Nations Unies sera déployée pour de bon en Géorgie avec la résolution 892. Elle aura pour tâche de surveiller le cessez-le-feu à la demande des parties (Conseil de Sécurité, 22 décembre 1993, p.2). Cette mission consistera donc en une opération traditionnelle de surveillance d'accord de paix.

Les négociations se poursuivront. La question du retour des réfugiés émergera comme une question centrale à l'insistance de la Géorgie et de la pression internationale (ONU, 25 janvier 1994, p.1-2; Mackinlay et Sharov, 2003, p. 90). À cet égard, la position de la Géorgie consistait à affirmer qu'un règlement politique ne pouvait que suivre un retour des réfugiés dans toutes les régions d'Abkhazie. La position abkhaze était l'inverse, pas de retour des réfugiés sans un accord politique (Mooney, 1996, 207).

Ces deux positions étant irréconciliables, il fallait trouver un terrain d'entente. Géorgiens et Abkhazes conclurent un protocole d'entente prévoyant notamment la création d'une commission quadripartite devant superviser le retour des réfugiés dans la région de Gali. Cette commission devrait être composée de représentants du Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés (UNHCR), de la Géorgie, de l'Abkhazie et de la Russie.

Déjà à cette étape, on s'entendait sur la nécessité d'obtenir la présence d'une mission de paix pour arriver à ce repeuplement de Gali, comme le note le Secrétaire Général dans son rapport 80 : « *The parties, supported by the Russian Federation, take the view that that (le rapatriement des réfugiés) would best be achieved by the introduction of a third-party military force into the area (Gali) (ONU, 14 octobre 1994, p.4).* »

En effet, dans ce même rapport du Secrétaire général, les Abkhazes craignaient le retour de membres de forces paramilitaires qui auraient pu reprendre les armes, alors que les Géorgiens craignaient que leurs semblables ne soient la cible d'exactions ethniques. En effectuant une surveillance du district de Gali par l'entremise de l'établissement d'une zone de sécurité et d'une zone d'armements restreinte, la force de la CEI venait assurer les garanties de sécurité nécessaire aux parties pour le retour des réfugiés dans la région de Gali.

Le choix de cette région pour le retour des réfugiés est géopolitiquement compréhensible. Cette région était largement kartvélienne avant la guerre. De plus, elle se trouve adjacente à la Géorgie. Ainsi, légitimement, il s'agit de la région où il est le plus facile à la partie abkhaze d'admettre le retour des réfugiés alors qu'ils n'y avaient que peu d'Abkhazes dans cette région avant la guerre. De plus, malgré le retour des réfugiés, les parties s'entendaient à l'effet que le district demeurerait une part de l'Abkhazie. Mais, surtout, en permettant que le retour des réfugiés débute dans cette région, la partie abkhaze fixait la présence de la CISP KF dans cette région, à la frontière entre la Géorgie et l'Abkhazie.

En effet, la question du déploiement d'une force de maintien de la paix achoppait sur le territoire que celle-ci devrait couvrir. Les Abkhazes souhaitaient que celle-ci se limite à la rivière Inguri, soit la frontière entre l'Abkhazie et la Géorgie. Cela aurait de facto concédé l'autorité des forces abkhazes sur l'Abkhazie, protégée par la mission de paix. En effet, la force de maintien de la paix se serait limitée à éviter un autre affrontement puisqu'elle aurait été postée entre les belligérants. De cette façon, une force de maintien de la paix confortait le statu quo, soit la mainmise des autorités séparatistes abkhazes sur l'Abkhazie.

Les Géorgiens, eux, préféraient que la force soit déployée à travers l'intégralité de l'Abkhazie. Cette demande s'appuyait sur les résolutions 896 et 901 du Conseil de Sécurité à l'effet que les réfugiés bénéficiaient d'un droit au retour, et ce, partout en Abkhazie. Le retour des réfugiés avait donc été intégré aux pourparlers de paix par l'insistance de la communauté internationale et de la Géorgie. Ces négociations avaient conclu, dans le mémorandum d'accord du 3 avril 1993 entre Abkhazes et Géorgiens, que les réfugiés devaient bénéficier d'une protection armée. Ainsi, la partie géorgienne faisait la réflexion qu'un retour des réfugiés à travers toute l'Abkhazie nécessitait un déploiement militaire de la force de maintien de la paix à travers toute l'Abkhazie. Cette manœuvre visait sensiblement à rétablir la situation démographique d'avant-guerre et à introduire un acteur international en Abkhazie dont on espérait qu'il soutiendrait la volonté internationale à l'égard du respect de l'intégrité territoriale de la Géorgie.

Ainsi, la partie abkhaze, en concédant à la partie géorgienne de procéder initialement au retour des réfugiés dans la région de Gali, donc de limiter initialement à cette région le besoin d'une présence militaire, s'assurait que cette mission serait nécessairement déployée à la frontière avec la Géorgie comme elle le souhaitait puisque le district de Gali

se trouve à la frontière avec la Géorgie. Cependant, le Secrétaire Général, dans son rapport suivant en mars 1994 (ONU, 3 mars 1994, p.6) fait état de l'épuisement des ressources de l'ONU. Il évoque la possibilité de faire appel à une mission d'États intéressés, notamment la Russie, advenant que les parties concernées l'acceptent.

La conclusion de l'accord de Moscou le 14 mai 1994 viendra répondre à cette question en établissant un accord de cessez-le-feu et de séparation des forces comprenant aussi un protocole sur le maintien de la paix de la part d'une mission de la CEI. Cet accord appelle à la consécration de la part du Conseil de Sécurité de la mission de paix de la CEI. Il prévoit aussi que les observateurs de la mission de l'ONU seront appelés à surveiller l'application de cet accord, tout comme la mission de la CEI.

Les dispositions de cet accord sont de nature sécuritaire (ONU, 17 mai 1994, p.3-4). Elles visent à délimiter de part et d'autre de la ligne de front une zone de sécurité d'où serait exclu tout matériel militaire. Cette zone serait un corridor de 12km de large situé autour de la rivière Inguri. De part et d'autre de cette zone de sécurité, on retrouverait une zone d'armement restreint de 12km de large, d'où serait exclu l'armement lourd (voir figure 5.8). Les dispositions de l'accord de paix visaient aussi à déployer une force de maintien de la paix de la CEI chargée de veiller au respect de l'accord de séparation des forces. Une mission de l'ONU devait aussi assurer la même tâche. Afin que l'accord soit respecté, la Géorgie acceptait de retirer toutes ses troupes d'Abkhazie et alors que la partie abkhaze promettait de démobiliser et d'expulser les volontaires étrangers et les mercenaires.

Le territoire couvert par la Zone de Sécurité et la Zone d'Armement Restreint du côté abkhaze correspondait recouvrait le territoire du district de Gali. Ainsi, la mission de la CEI (CISPKF)¹ venait fournir la force d'interposition pour les réfugiés qu'Abkhazes et Géorgiens désiraient.

Cet accord prévoyait aussi le mandat de la CISPKF (ONU, 17 mai 1994, p.3-4). Il s'agissait de faire respecter l'accord de cessez-le-feu, assurer la sécurité des réfugiés et faciliter leur retour, superviser l'application des dispositions de l'accord de Moscou, et patrouiller la vallée de la Kodori.

¹ On désignera la mission de la CEI par son acronyme anglophone d'usage dans la littérature même francophone : CISPKF

Soulignons que l'Abkhazie conservait la responsabilité du maintien de l'autorité civile dans le territoire couvert par la mission de la CEI. Cela venait ainsi conforter la partie abkhaze quant au risque de retour d'anciens combattants parmi les réfugiés. Afin de satisfaire la partie géorgienne, cependant, on notera que la CISP KF était responsable de la sécurité des réfugiés et de faciliter leur retour.

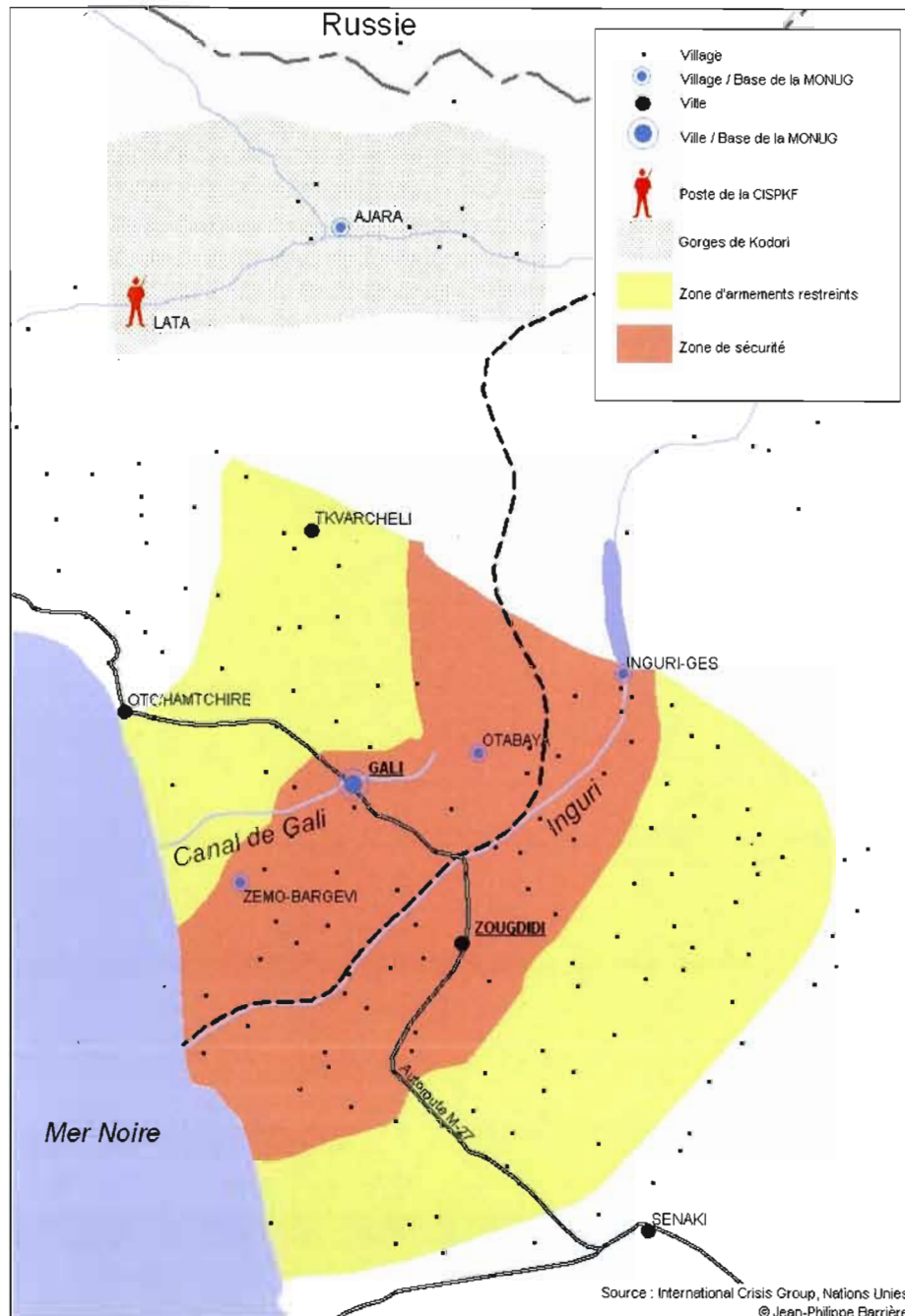
Pour ce qui est des gorges de Kodori, il s'agit de la deuxième région kvartélienne d'Abkhazie soumise à la surveillance de la CISP KF, avec le district de Gali. Ces gorges sont habitées par des Svanes qui s'y sont regroupés durant le conflit et bénéficient de la protection de leurs milices. L'accord de Moscou prévoyait que la Géorgie devrait retirer toutes ses forces d'Abkhazie. Ainsi, elle ne pouvait utiliser les gorges de Kodori pour stationner des forces malgré que ses habitants reconnaissent Tbilissi. Cette disposition de l'accord de Moscou et la présence de milices svanes faisaient des gorges de Kodori une zone échappant au contrôle effectif de Tbilissi et de Soukhoumi. Cette région est stratégique dans la mesure où elle est contiguë à la Géorgie et l'entrée de ces gorges donne directement sur Soukhoumi. Cela explique l'inclusion de cette région dans le mandat de la CISP KF.

Pour ce faire, l'accord prévoyait que la force de la CEI bénéficierait de la liberté de mouvement dans les zones qu'elle devait surveiller, qu'elle pourrait recourir à la force en cas de menace directe pour sa sécurité, aurait la liberté d'installer ses effectifs où elle le désire, et disposerait de la liberté de communication (ONU, 17 mai 1994, p.3-4)

La Communauté des États Indépendants se réunit donc au mois de juin pour convenir de la conduite d'une mission en Abkhazie. Un mandat de la CEI fut accordé à la Russie, seul pays à s'être porté volontaire pour fournir des troupes et, incidemment, le pays ayant amené cette question à l'ordre du jour. La force fut déployée en juillet 1994. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies reconnue alors le mandat de la mission de la CEI en accord avec le Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies (Conseil de Sécurité, 21 juillet 1994, p.2). Ce chapitre est utilisé pour autoriser la conduite d'opérations de paix par les organismes de coopération régionale avec l'accord des Nations Unies.

Cette résolution prévoyait aussi l'élargissement du mandat de la Mission d'Observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG). Il s'agissait de surveiller l'exécution des

Figure 5.8: Zones d'opération des missions de paix



provisions de l'accord de Moscou. La MONUG devait aussi tâcher de surveiller les efforts de la mission de la CEI puisque celle-ci opérait sous le Chapitre VIII de la charte des Nations Unies, soit le chapitre sous-traitant la paix à des organisations régionales. La

MONUG était de plus chargée de patrouiller la vallée de la Kodori. Elle tâcherait aussi d'investiguer les allégations de violation de l'accord de Moscou. Plus important pour notre travail, la MONUG devrait promouvoir et veiller au retour des réfugiés par « *sa présence dans la région* » (Conseil de Sécurité, 21 juillet 1994, p.2). Finalement, elle devait se rapporter régulièrement au Secrétaire Général.

5.4 Caractérisation des missions de paix initiales

Nous reprenons ici notre grille développée pour caractériser les missions de paix et tâcher de décrire à quelle famille d'opérations les deux missions de paix déployées en Abkhazie appartiennent.

Pour ce qui est de la MONUG, il semble qu'il s'agisse d'une opération de maintien de la paix traditionnelle à une différence près, car son mandat en fait une mission multifonctionnelle puisqu'elle tâche de promouvoir et de veiller au retour des réfugiés. Cependant, on notera que ce rôle est possible par le fait que la CISPKF joue ce même rôle dans un espace sécurisé pour les réfugiés : la Zone de Sécurité. S'il n'y avait pas d'autre force de paix plus imposante que la MONUG, il est pensable qu'elle ne disposerait pas des effectifs pour veiller au retour des réfugiés et patrouiller tout le terrain, à plus forte raison sans être en mesure d'assurer sa sécurité. En effet, les observateurs de la force ne sont pas armés et leurs véhicules sont des véhicules civils.

Autrement, la MONUG dispose de tous les attributs d'une mission traditionnelle de maintien de la paix. Elle agit après le passage d'un accord et le Secrétaire Général a fait du maintien de cet accord une condition au déploiement de la mission. Ainsi, le consentement des acteurs est recherché pour ne pas devenir partie au conflit. Évidemment, une telle éventualité mettrait en péril la paix que la mission s'attache à maintenir. L'impartialité est aussi recherchée afin de conserver le consentement. Finalement, la mission est composée d'acteurs de sécurité. Il s'agit d'observateurs militaires.

Pour ce qui est de la mission de la CISPKF, son profil ressemble énormément à celui de la MONUG. Bien entendu, la CISPKF s'est déployée suite à un accord de cessez-le-feu et le consentement des acteurs est donc recherché.

Son mandat lui donne l'autorité d'appliquer les provisions de l'accord de Moscou. Cela pourrait suggérer un usage de la force correspondant à celui d'une opération de support,

Tableau 5.3: Caractérisation de la MONUG d'après notre typologie des opérations de paix

Variables	maintien traditionnel	maintien élargi	opérations de support	imposition
Séquence du conflit où intervient la mission	suite à accord politique ou cessez-le-feu	suite à un accord fragile, ou incertain	société déchirée par la guerre	l'intervention constitue le conflit en soi
Consentement	recherché	volatile, fragile	variable et évolutif	non-recherché
Usage de la force	minimum	minimum mais nécessaire compte tenu de l'environnement	constitutif mais variable compte tenu de l'environnement et du mandat	le plus élevé, dépend effectivement du mandat à réaliser et de l'armement de l'opposition
Armement des casques bleus	non-armés à légèrement armés	légèrement armés	lourdement armés	lourdement armés
Impartialité	recherchée	recherchée	variable, pas nécessaire	non-applicable
Fonctionnalité	uni-fonctionnelle	multi-fonctionnelle	multi-fonctionnelle	uni-fonctionnelle
acteurs	de sécurité	de sécurité, agences spécialisées, ONG	de sécurité, agences spécialisées, ONG	militaires

surtout que la force est lourdement armée. En effet, elle peut se monter à 3 000 hommes et dispose de véhicules blindés. Seulement, la CISPKE est présente à l'invitation des deux parties, comme le stipule l'accord de Moscou. C'est cette invitation qui a permis à la Russie d'obtenir un mandat de la CEI, ce qui lui confère sa légitimité aux yeux du Conseil de Sécurité. Ainsi, le consentement des acteurs est une donnée incontournable de la mission de la CEI.

On croit donc que le mandat de la mission sera plutôt interprété de manière à ce qu'elle agisse comme un tampon entre les belligérants. Cela se reflète dans la création de la zone de sécurité et d'armement restreinte. Ainsi, la CISPKE ressemble aux premières

missions de paix traditionnelles s'interposant entre belligérants, suite à un accord de paix.

Nous penchons donc pour classer l'usage de la force telle qu'envisagée par la mission comme « minimale ». En effet, un usage de la force plus grand pourrait briser le consentement des parties et ainsi relancer les hostilités auxquelles la CISPKE n'a pas le mandat de participer advenant une reprise. Mentionnons que la force de la CISPKE sert cependant à assurer la sécurité de la MONUG, en escortant ses observateurs par exemple.

Tableau 5.4: Caractérisation de la CISPKE d'après notre typologie des opérations de paix

Variables	maintien traditionnel	maintien élargi	opérations de support	imposition
Séquence du conflit où intervient la mission	suite à accord politique ou cessez-le-feu	suite à un accord fragile, ou incertain	société déchirée par la guerre	l'intervention constitue le conflit en soi
Consentement	recherché	volatile, fragile	variable et évolutif	non-recherché
Usage de la force	minimum	minimum mais nécessaire compte tenu de l'environnement	constitutif mais variable compte tenu de l'environnement et du mandat	le plus élevé, dépend effectivement du mandat à réaliser et de l'armement de l'opposition
Armement des casques bleus	non-armés à légèrement armés	légèrement armés	lourdement armés	lourdement armés
Impartialité	recherchée	recherchée	variable, pas nécessaire	non-applicable
Fonctionnalité	uni-fonctionnelle	multi-fonctionnelle	multi-fonctionnelle	uni-fonctionnelle
Acteurs	de sécurité	de sécurité, agences spécialisées, ONG	de sécurité, agences spécialisées, ONG	militaires

La mission de paix de la CISPKE est donc aussi très semblable à une mission traditionnelle qui fonctionnerait en s'interposant physiquement entre les belligérants. De plus, la zone qu'elle occupe, puisque débarrassée de forces militaires, permet de créer une zone propice au rapatriement de réfugiés avec l'accord de la partie abkhaze, soit dans le district de Gali.

À l'instar, de la MONUG, afin de conserver le consentement des parties, la CISPKE se doit d'agir impartialement. De même, comme la MONUG, le rôle de la CISPKE dans le rapatriement des réfugiés en fait une mission multifonctionnelle bien qu'elle ne se charge que de l'aspect sécuritaire de la chose avec ses acteurs de sécurité : des soldats.

CHAPITRE VI

ANALYSE DES MISSIONS DE PAIX

Ce chapitre constitue l'analyse de l'impact des missions de paix sur le nettoyage ethnique durant notre période d'étude. Plus spécifiquement, nous verrons comment les différentes caractéristiques des missions de paix, que nous avons identifiées dans notre grille d'analyse, ont permis d'éviter la poursuite du nettoyage ethnique. Pour ce faire, nous avons divisé ce chapitre en trois sections. Ces trois sections reflètent l'évolution de la caractéristique principale de la mission de paix de la CEI : le consentement des parties dont elle bénéficiait.

La première partie, qui débute avec la signature de l'accord de Moscou en mai 1994 et se termine en mars 1997, présente la période où la CISPKE dispose du plein consentement des parties pour opérer. La deuxième section est la période allant de mars 1997 au début d'août 1998. On verra comment, durant cette période, la CISPKE verra son mandat modifié et comment cela mènera au retrait partiel par la Géorgie de son consentement à la poursuite de cette mission. La période allant d'août 1998 à 2003 constitue notre dernière période, où alors la CEI opère sans bénéficier d'un mandat solide et du consentement plein et entier de l'État hôte.

On rappellera que la MONUG, par sa taille, se trouvait à la remorque de la CISPKE, compte tenu que celle-ci assurait sa sécurité. Même dans ces conditions, la MONUG se devait d'observer les agissements de la CISPKE. On verra, comment, dans les conditions de consentement variable qu'on a évoqué, la MONUG a réussi à tirer son épingle du jeu et à demeurer déployée.

6.1 La période allant du déploiement initial de mai 1994 à mars 1997

Avant de procéder à la revue de l'efficacité des différents attributs des deux missions de paix pour cette section-ci de la période d'étude, voyons quels ont été les problèmes affectant le rapatriement des réfugiés et les éléments concourant à la création d'un stress ethnique.

Pendant la présente section de la période d'étude, le rapatriement des réfugiés fut extrêmement pénible compte tenu de deux problèmes. Premièrement, les Abkhazes désiraient rapatrier seulement 200 réfugiés par semaine, et ce, après un long processus de filtrage des candidatures (ONU, 7 août 1995, p.3). Mentionnons que quelques 250 000 réfugiés kvartéliens attendaient de retourner en Abkhazie. À ce rythme, cela aurait signifié un rapatriement effectué en plus de 20 ans...

Tbilissi, l'ONU, et la Russie pressaient l'Abkhazie d'accepter de procéder au rapatriement massif et rapide de réfugiés. L'Abkhazie avançait que ce scénario était conditionnel à la conclusion d'un accord politique avec la Géorgie (ONU, 1^{er} mai 1995, p.2). À ce titre, la Géorgie offrait une solution fédérale avec une très large autonomie (ONU, 7 août 1995, p.2; ONU 15 avril 1996, p.2;). L'Abkhazie souhaitait avec constance une « union fédérative » entre deux entités souveraines du droit international (ONU, 10 janvier 1995, p.1 -2; ONU, 6 mars 1995, p.2; ONU, 1^{er} mai 1995, p.2; ONU, 7 août 1995, p.2; ONU, 2 janvier 1996, p.2; ONU 15 avril 1996, p.2). On reconnaîtra qu'une telle solution constituait un aménagement juridique pour une indépendance éventuelle de l'Abkhazie.

On saisit ici la logique du nettoyage ethnique effectué par les Abkhazes à la lumière de leur position dans les négociations avec la Géorgie. Cette position vise à finaliser la stato-genèse d'une République de l'Abkhazie. Rapatrier les réfugiés, soit annuler le nettoyage ethnique, comme Tbilissi le demande préalablement à toute solution politique, viendrait mettre en péril la réalisation de l'indépendance abkhaze puisque les Abkhazes redeviendraient minoritaires en Abkhazie.

Devant ces positions pratiquement irréconciliables, aucun accord ne pu être conclu et la question du rapatriement des réfugiés ne connut pas de solution durable. Ainsi, trois situations prévalurent quant au retour des réfugiés.

Premièrement, un faible nombre de réfugiés (300) habitaient légalement le district de Gali où les deux parties s'étaient entendues pour procéder au rapatriement des réfugiés (ONU, 6 mars 1995, p.1). Un nombre plus grand, tournant aux alentours de 25 000 à 30 000 s'était rapatrié spontanément dans ce même district de Gali (ONU, 7 août 1995, p.3). Ces gens ne disposaient pas du droit d'habiter en Abkhazie du point de vue des autorités Abkhazes mais disposaient de la protection de la CISPKE compte tenu de son mandat. Finalement, environ 10 000 personnes supplémentaires voyageaient depuis le district de Zougdidji jusqu'au district de Gali en traversant la rivière Inguri (Voir figure 5.8)



Figure 6.1 : Un réfugié traversant l'Inguri. On peut saisir la pauvreté frappant les réfugiés du conflit (© et photographe : Ivan Kruchkoff ; source : blog du photographe « moka.com.au », consulté en février 2010, utilisée avec la permission)

(ONU, 8 novembre 1995, p.3). Quotidiennement, cela représentait le transport d'environ 200 personnes. Ces derniers types de réfugiés allaient cultiver leurs champs, réparer leur maison, s'assurer qu'elles ne s'abîmaient pas. Ils attendaient de meilleures conditions de sécurité pour revenir s'établir dans le district de Gali de façon permanente.

Ces chiffres sont à mettre en parallèle avec la population initiale du district de Gali. Avant la guerre, le district de Gali comptait quelques 80 000 habitants selon le dernier recensement soviétique de 1989 (site web « la population de l'Abkhazie », consulté en 2009). Ce recensement a par ailleurs fait la distinction entre les différents groupes ethniques peuplant l'Abkhazie. Il apparaît que la population de ce district était à 93% kvartélienne, principalement des Mingréliens (site web « la population de l'Abkhazie », consulté en 2009).

Deuxièmement, les conditions de sécurité dans le district de Gali constituaient un gros problème durant cette période pour les réfugiés s'étant rapatriés, spontanément ou non,

et expliquaient les mouvements de va-et-vient de part et d'autres de l'Inguri. Ces problèmes de sécurité se déclinaient sous quatre volets. Il y avait la criminalité, les raids de la milice abkhaze, la pose de mines, et les actions des milices de réfugiés géorgiens depuis le district géorgien voisin de Zougidi.

La criminalité est mentionnée dans chaque rapport du Secrétaire Général de l'époque comme un problème affectant durement les conditions de vie des réfugiés. On retrouve l'aveu suivant dans un rapport du 6 mars 1995, particulièrement significatif :

« conditions in the security zone have deteriorated to the point where it has become increasingly difficult to deliver relief supplies to target groups without their being looted and without placing the intended beneficiaries at risk »
(ONU, 6 mars 1995, p.2).

De même, dans son rapport du 1er juillet 1996 (ONU, 17 juillet 1996, p.7), le SG fait remarquer que :

« The situation has remained unsettled in the Gali sector and generally calm in the Zugdidi sector. In the former, UNOMIG is still reporting lawlessness, including acts of murder, armed robbery, looting, extortion and intimidation which are clearly not conducive to the return of refugees and internally displaced persons. »

Le dernier rapport disponible pour cette section-ci de la période d'étude ne fait pas mention de la criminalité. Cependant, la MONUG se trouvait alors cantonnée dans le chef lieu de Gali compte tenu du problème envahissant des mines et ne disposait pas d'informations fidèles concernant la situation dans le district.

Les mines affectèrent la MONUG, mais aussi les réfugiés. Elles empêchent les réfugiés de revenir s'établir, de cultiver leur champ, de se déplacer. Le premier rapport du SG fait certes mention du problème que posent les mines (ONU, 6 mars 1995, p.3). Le rapport du 14 octobre 1994 (ONU, 14 octobre 1994, p.2) mentionne que 150 000 mines sont enfouies entre la rivière Inguri et la rivière Goumista. À mesure que défilent les rapports (ONU, 6 mars 1995, p.4 ; ONU, 8 novembre 1995, p.7 ; ONU, 15 avril 1996, p.7-8) , le problème prend de l'ampleur, assez pour que finalement, en juillet 1996. on fasse état de la pose de mines dans le but même de blesser intentionnellement des membres de la MONUG et de la CISPKE (ONU 15 avril 1996, p.7-8 ; ONU, 17 juillet 1996, p.8).

À la lecture des rapports du SG on comprend que les milices de réfugiés géorgiens s'opposent à la présence des missions de paix étrangères dans Gali puisqu'elles comptent mener leur guérilla sans entrave. C'est pourquoi on soupçonne que ce sont elles qui ont été responsables de la pose de mines visant la MONUG et la CISPKE. Ces milices s'organiseront à mesure que passera le temps, jusqu'à effectuer une campagne

terroriste significative durant la première moitié de 1997 (ONU, 20 janvier 1997, p.7) : Les agissements de ces milices donneront le prétexte à la milice abkhaze¹ pour effectuer des raids parfois violents parmi la population rapatriée afin de trouver des combattants géorgiens et d'enregistrer la population. Ces raids s'accompagneront initialement de violations des droits de l'homme et participeront au climat d'insécurité affectant les réfugiés.

6.1.1 Séquence du conflit où intervient la mission

Durant la période à l'étude dans cette section, les hostilités n'ont pas repris. La séquence du conflit où les missions interviennent est donc celle ayant lieu après la conclusion d'un cessez-le-feu durable. Cet accord et les travaux périphériques à sa conclusion prévoyaient la venue des missions de paix. Ainsi, opérer durant cette période du conflit a permis aux missions de paix de bénéficier du consentement des parties.

6.1.2 Consentement

Le fait de bénéficier du consentement des parties aura permis de faire respecter les dispositions de l'accord de paix concernant l'absence de force militaire dans la Zone de Sécurité et les restrictions concernant la Zone d'Armement Restreint. Le Secrétaire Général abonde en ce sens lorsqu'il écrit que:

« As Council members are aware, neither UNOMIG's mandate nor its strength enables it to prevent violations of the agreement on a cease-fire and separation of forces of 14 May 1994 (...) However, UNOMIG's protests, together with the action taken by the CIS peacekeeping force, help to reduce the number and the duration of such violations » (S/1995/181, 6 mars, p.4)

En effet, pour que les « protestations » des missions soient efficaces, encore faut-il que les parties souhaitent y donner suite, donc qu'elles accordent leur consentement aux efforts des missions de paix.

Ainsi, les rapports du SG font tous état de bris de l'accord, soit d'introduction de matériel militaire prohibé ou de personnel militaire dans des zones sensibles (ONU, 14 octobre 1994, p.3; ONU, 10 janvier 1995, p.5; ONU, 6 mars 1995, p.5 : ONU, 1^{er} mai 1995, p.6;

¹ Le terme de « milice », lorsqu'appliqué à la partie abkhaze, se réfère aux forces de police abkhazes et non pas à des forces irrégulières comme pour la partie géorgienne. Il s'agit de ce nom réservé à la police dans les pays slaves et renvoyant au caractère autrefois populaire de celle-ci: la *militsia*.

ONU, 7 août 1995, p.8-9; ONU, 2 janvier 1996, p.6). Généralement, il est fait mention que ces actes ont été dénoncés et que les parties se sont pliées aux demandes de la MONUG concernant le rétablissement de l'intégrité de l'accord (ONU, 14 octobre 1994, p.3; ONU, 10 janvier 1995, p.5; ONU, 6 mars 1995, p.5; ONU, 1^{er} mai 1995, p.6; ONU, 7 août 1995, p.8-9; ONU, 2 janvier 1996, p.6; ONU, 17 juillet 1996, p.6). Cela dénote le consentement dont les missions ont pu bénéficier. Autrement, les violations n'auraient pas cessé suite à de simples protestations.

Le travail d'application des dispositions de l'accord par les missions de paix aura permis d'éviter une escalade militaire et une reprise des hostilités. On dénotera ici la boucle que referme le consentement des parties sur lui-même. Le consentement des parties vis-à-vis l'accord de paix permet aux missions de faire respecter cet accord de paix ce qui évite qu'il ne dérape pour des raisons malencontreuses ou des malentendus, c'est-à-dire que se maintienne le consentement des belligérants vis-à-vis la situation promue par l'accord...

En effet, les violations de l'accord dont il est question reflètent le consentement des parties dans une certaine mesure. Il ne s'agissait généralement que de personnel militaire en permission dans un village de la Zone de Sécurité (ONU, 17 juillet 1996, p.6), ou encore, d'un ou deux véhicules militaires stationnés pour une courte période, rarement des blindés (ONU, 1^{er} mai 1995, p.6; ONU, 8 novembre 1995, p.7). La retenue qu'ont démontrée les parties en général et le caractère sporadique et limité des violations de l'accord illustre l'attachement des parties à l'accord, donc au travail des missions de paix.

6.1.3 Usage de la force

Gorges de Kodori

La CISPKE aura fait un usage de la force en deux volets pour calmer les relations entre les Svanes des gorges de Kodori et les Abkhazes : elle aura effectué une opération de ratissage et aura installé deux postes de contrôle. Rappelons que les gorges de Kodori se trouvent en Abkhazie mais sont habitées par des Svanes, un groupe de Kvartéliens, ayant combattu contre les Abkhazes durant la guerre. C'est ce qui explique que les



Figure 6.2 : Des observateurs de la MONUG chez le barbier. Tisser des liens avec la population locale est crucial pour les observateurs de la MONUG. Le meilleur moyen d'y parvenir est en s'intégrant au quotidien des gens, notamment en allant se faire couper les cheveux chez le barbier du coin. (© Nations Unies ; photographe : Justyna Melnikiewicz : site web des Nations Unies, consultée en février 2010)

accords de Moscou prévoyaient que la Géorgie devait évacuer de cette région ses forces militaires pour ne pas bénéficier d'un refuge en terres abkhazes, selon la partie abkhaze.

Ainsi, les Abkhazes auront initialement douté de la bonne foi de Tbilissi quant à l'évacuation de la vallée par les forces géorgiennes. La CISPKE aura donc effectué une opération de « search and explain » tel que rapporté par le rapport du 14 octobre (ONU, 14 octobre 1994, p.4-5). Il s'agissait de fouiller la vallée pour valider le départ des troupes géorgiennes, désarmer les Svanes, et expliquer son mandat à la population.

On notera que cette opération s'est faite avec le consentement des Svanes. D'ailleurs, pour le conserver, la CISPKE n'a pas cru bon de fouiller les maisons pendant son opération de désarmement. Ainsi, le consentement aura limité l'usage de la force mais, d'un point de vue politique, cela n'aura pas été dommageable puisque les Abkhazes ont été satisfaits de l'opération.

Toujours en ce qui a trait à la vallée de Kodori, les Abkhazes souhaitaient y rétablir leur autorité civile, en ayant notamment pour objectif de juger les personnes ayant combattu contre eux durant la guerre d'Abkhazie (S/1994/1160, p.4). Cet objectif abkhaze, additionné à la présence de milices svanes, présentait un caractère explosif.

Avec le consentement des deux parties, la CISP KF établit deux « check points » dans les gorges de Kodori, l'un à son entrée, à Lata, et un autre à l'autre extrémité, à la frontière de la Géorgie, à Adjara (voir figure 5.8) (ONU, 14 octobre 1994, p.4). Une seule route permet d'entrer et de sortir des gorges de Kodori. En contrôlant les deux accès, la CISP KF utilisait sa présence, la force, pour satisfaire tant la partie abkhaze que les Svanes quant à leurs préoccupations sécuritaires respectives: pour les uns, éviter un usage militaire de la gorge par les forces géorgiennes, pour les autres, éviter une opération de police abkhaze de grande envergure dans les gorges potentiellement explosive.

Pour sa part, la MONUG aura établi une équipe au poste de Lata afin de travailler de concert avec la CISP KF (voir figure 5.8) (ONU, 7 août 1995, p.8) et patrouillera la gorge de façon bi-hebdomadaire.

Ces différentes mesures de la CISP KF auront produit de bons résultats. Dès son rapport suivant, le Secrétaire général attesta que les relations entre Svanes et Abkhazes s'étaient améliorées au point d'être sur le point de procéder à un échange de prisonniers (ONU, 6 mars 1995, p.6).

De même, dans tous les rapports suivants, on note que la situation est bonne dans les gorges de Kodori (ONU, 1^{er} mai, p.7; ONU, 7 août 1995, 7 mai; ONU, 8 novembre 1995, p.6; ONU 15 avril 1996, p.7 ; ONU, 17 juillet 1996, p.7), et ce, même si les relations entre Abkhazes et Svanes se sont rompues (ONU, 7 août 1995, p.6), ou que la MONUG s'est retirée du poste de Lata pour l'hiver, compte tenu de problèmes logistiques (ONU, 15 avril 1996, p.8).

On notera cependant que la CISP KF a maintenu une présence durant l'hiver et que la région montagneuse en soi présente un défi à quiconque voudrait y monter une opération d'envergure durant l'hiver : les conditions routières ne sont pas très bonnes.

Criminalité dans le district de Gali

La criminalité dans le secteur de Gali aura constitué une préoccupation de tous les rapports du Secrétaire Général (ONU, 14 octobre 1994, p.4; ONU, 10 janvier 1995, p.4; ONU, 6 mars 1995, p.4; ONU, 1^{er} mai 1995, p.5; ONU, 7 août 1995, p.8; ONU, 8 novembre 1995, p.6; ONU, 2 janvier 1996, p.3; ONU, 15 avril 1996, p.7-8; ONU, 17 juillet 1996, p.6). Cependant, il convient de rappeler que l'accord de Moscou prévoyait que l'ordre public serait toujours maintenu par les parties dans leur territoire respectif. Ainsi, la milice abkhaze et la police géorgienne disposaient toujours de la responsabilité de maintenir l'ordre.

On verra que la CISPKEF aura respecté à la lettre cette disposition mais tâché de faire en sorte que la police abkhaze démontre le plus de rigueur possible durant ses opérations. En effet, la CISPKEF devait protéger les réfugiés, notamment de la milice abkhaze. Par contre, la MONUG disposait dans son mandat d'une directive l'enjoignant à encourager le retour des réfugiés par sa présence. C'est effectivement ce qu'elle fit pour lutter contre la criminalité et promouvoir le retour des réfugiés : elle utilisa sa présence.

Concrètement, la MONUG aura maintenu une présence plus forte dans le district de Gali, soit initialement 41 observateurs sur les 136 que la mission comptait (ONU, 2 janvier 1996, p.4). En effet, la population de réfugiés rapporta aux observateurs que leurs patrouilles faisaient en sorte qu'ils se sentaient plus en sécurité et que la criminalité diminuait là où ils patrouillaient (ONU, 7 août 1995, p.7).

Ainsi, la MONUG modifia son concept d'opération pour établir une présence plus marquée dans la portion de la Zone de Sécurité située dans le district de Gali. Avec le poste de commandement établi dans la ville de Gali, la MONUG comptait quatre sites d'où elle patrouillait cette portion de la Zone de Sécurité 24/24, sauf durant les périodes tendues où les patrouilles se limitaient alors au jour (ONU, 6 mars 1995, p.4; ONU, 1^{er} mai 1995, p.4 S/1996/5 2 janvier). Les trois autres sites sont les sites d'Otabaya, la centrale d'Inguri et Zemo-Bargevi (voir figure 5.8) (ONU, 7 août 1995, p.5), les deux premiers ayant été établis durant le début de l'année 1995 (ONU, 6 mars 1995, p.5) et le dernier durant le printemps de 1995 (ONU, 7 août 1995, p.5). De plus, à partir de la fin de 1995, la région concentrera 54 observateurs contre les 41 initiaux (ONU, 2 janvier, p.6).

Cependant, le territoire sous mandat de la MONUG située au nord du canal de Gali, soit la zone d'armement restreint abkhaze n'était pas patrouillée par la MONUG. Celle-ci était trop dangereuse pour les observateurs non-armés de la MONUG (ONU, 2 janvier 1996,

p.4-5). Autre bémol, vers la fin de la présente période, la MONUG sera confinée dans la ville de Gali quant à ses activités en Abkhazie compte tenu de l'omniprésence des mines.

Permis de port d'arme

Devant la prolifération des armes dans les zones sous son contrôle et la criminalité que cela engendre, la CISPKEF aura mis en place un système de port d'arme. Il s'agit de certificats numérotés délivrés aux autorités abkhazes et géorgiennes pour que celles-ci les émettent dans leur zone de responsabilité (ONU, 1^{er} mai 1995, p.7). Cela aura permis de régler la question des bandes armées se réclamant de la milice abkhaze ou de la police et ainsi fait baisser la criminalité (ONU, 2 janvier 1996, p.5). À tout le moins, ces criminels ont, depuis, adopté un profil bas.

Opérations de la milice abkhaze

L'ampleur du rapatriement spontané et non approuvé par les Abkhazes aura tenté ces derniers à utiliser leur liberté en matière d'autorité civile dans la Zone de Sécurité pour faire fuir les réfugiés. Spécifiquement, cela s'est traduit par des opérations de large envergure chargées de fouiller les demeures de gens, d'arrêter les « éléments subversifs » (ONU, 1^{er} mai 1995, p.6), le tout en procédant à des violations des droits de l'homme.

On pourrait donc considérer ces opérations de milice comme constituant un élément de stress ethnique. Elles auront été menées sous le couvert de la légalité mais conduites effectivement avec beaucoup de force et de violence. Lors de la première de ces opérations, la MONUG retrouva les corps de 13 hommes ayant été torturés par les milices (ONU, 1^{er} mai 1995, p.6). Cela ressemble fort à une opération d'expulsion selon notre typologie des opérations de nettoyage ethnique. Cependant, elles ne produisirent pas d'expulsion compte tenu de leur caractère sporadique et, éventuellement, la retenue que la CISPKEF leur imposa.

Avant d'aller plus loin, on notera que la milice abkhaze du district de Gali (Macfarlane, Minear, Shenfield, 1996, p.92) était largement favorable au retour des réfugiés. Elle concédait que ce district, initialement peuplé de Mingréliens, souffraient de sa dépopulation et qu'un règlement politique passait par le repeuplement de ce district. Cependant, lors des activités de milice de grande envergure, des miliciens de districts voisins étaient amenés par autobus en grand nombre et ceux-ci ne partageaient pas les mêmes vues que leur collègues du district de Gali.



Figure 6.3 : Deux membres des forces militaires abkhazes. On notera l'usage de plusieurs pièces de camouflages différentes, dont trois d'origine civil. (© Associated Press Photo; Photographe Vladimir Popov; source : thefirearmsblog.com consulté en février 2010)

Par exemple, la première de ces opérations, ayant eu lieu le 12 et 13 mars 1995, réunit 400 miliciens (ONU, 1^{er} mai 1995, p.6). Les autorités abkhazes concédèrent qu'elles ne contrôlaient pas toute l'opération suite aux récriminations de la MONUG (ONU, 1^{er} mai 1995, p.6). Par exemple, l'opération procéda à l'arrêt sommaire de 200 personnes (ONU, 1^{er} mai 1995, p.6). Plusieurs réfugiés se tournèrent vers la CISPKE pour être protégés. À ce moment, l'entraînement des soldats de la CISPKE et le manque de clarté quant à son mandat menèrent à des mesures variées de protection de ces réfugiés. Certains furent ignorés, d'autres protégés, alors que certains furent livrés aux miliciens abkhazes (MacFarlane, 1997, p.518-519; MacFarlane et al., 1996, p.55).

Cette confusion résulte du fait que l'accord de Moscou prévoyait que les autorités Abkhazes disposaient toujours du droit à exercer l'autorité civile dans la région. La CISPKE ne savait donc pas comment concilier la protection des réfugiés, comme son mandat le requérait, et la liberté dont devait disposer la milice abkhaze pour conduire des

opérations. Cette confusion et le faible degré de contrôle du commandement de la CISPKE sur ses troupes laissa le champ libre aux divers éléments de la force pour interpréter leur mandat selon leurs sensibilités politiques spécifiques, produisant les réponses variées qu'on a observées aux supplications des réfugiés (MacFarlane et al., 1996, p.55).

Une deuxième opération du même genre se tint au début d'avril en réponse à l'embuscade par des milices géorgiennes du cortège funéraire d'un milicien abkhaze (ONU, 1^{er} mai 1995, p.6). L'opération fut suivie de près par la MONUG et la CISPKE et ne fit « que » sept prisonniers et un mort (ONU, 1^{er} mai 1995, p.6). En effet, la première opération avait poussé les missions de paix à se faire plus présentes lors de ces opérations. Leur présence semble avoir eu un effet et entraîné une certaine retenue de la part des miliciens abkhazes.

Suite à ce succès quant à l'utilisation de la force pour prévenir des violations des droits de l'homme, le commandement de la CISPKE décida de faire de cette méthode la manière standard d'opérer. Désormais, les opérations de la milice abkhaze devraient se faire dans des zones désignées d'avance à la CISPKE, avec la permission et la supervision de celle-ci (ONU, 1^{er} mai 1995, p.7). Ainsi, la CISPKE permettait aux Abkhazes de poursuivre l'exercice de l'autorité civile dans la région mais tâchait de faire en sorte que la milice n'agisse plus sans considération pour les réfugiés. Ces mesures venaient effectivement protéger les rapatriements spontanés d'un stress ethnique marqué par la violence. Désormais, pour faire partir les réfugiés, il faudrait des mesures légales menées d'une manière qui ne buterait pas sur le mandat de la CISPKE visant à protéger les réfugiés.

Ces mesures ne diminuèrent pas immédiatement l'anxiété de la population. Dans son rapport du 7 août 1995, le Secrétaire Général rapporte que les réfugiés rapatriés dans la ZS de Gali étaient inquiets que la milice ne leur confisque leur récolte. (ONU, 7 août 1995, p.8). Cela ne se produira pas, la milice abkhaze se réfrénant désormais à des violations des droits de l'homme de grande ampleur sous l'œil des missions de paix (ONU, 8 novembre 1995, p.6).

En atteste la retenue que démontreront les opérations abkhazes subséquentes. Juste avant les élections géorgiennes, 309 miliciens seront déployés dans le district de Gali, du 1^{er} au 6 novembre 1995 (ONU, 2 janvier 1996, p.5). Cette opération, avec celles de mars et d'avril encore récentes, feront cependant fuir plusieurs personnes vers le district de

Zougdidi (ONU, 2 janvier 1996, p.5). Malgré cette peur, on ne rapportera pas de violations majeures des droits de l'homme.

Ainsi, les opérations suivantes ne causeront pas la fuite de la population et, toujours soumise à l'attention des missions de paix, se dérouleront de manière « *non-provocative, restrained, and orderly* » (ONU, 20 janvier 1997, p.8).

En effet, la milice abkhaze montera une opération le 2 juin pour « combattre les insurgés » et « plusieurs opérations » (ONU, 20 janvier 1997, p.6) suivront entre juillet et décembre 1996¹. Toutes ces opérations furent « *relatively restrained and non-provocative* » (ONU, 20 janvier 1997, p.6).

Cependant, des endroits où la CISPKE aura démantelé ses « checkpoints », les réfugiés rapporteront des comportements de harcèlement de la part de la milice abkhaze et seront plus enclins à retourner dans le district géorgien voisin de Zougdidi (ONU, 7 août 1995, p.8).

On note donc une réelle surveillance des opérations de la milice abkhaze par la CISPKE et la MONUG. La CISPKE est sans doute celle qui a eu le plus d'impact compte tenu que ses effectifs de 3 000 soldats lui permettaient de suivre de près les opérations de la milice alors que les observateurs de la MONUG n'étaient que 54 pour le district de Gali. Ainsi, lors des opérations de la milice, le personnel de la MONUG cessait de patrouiller la région pour ne se consacrer qu'à la surveillance de la milice (ONU, 8 novembre 1995, p.6).

Cette surveillance, on l'a rapportée, aura produit un impact certain sur le sentiment de sécurité des réfugiés et le comportement de la milice abkhaze. On peut contrôler cette influence par la retenue qu'adopta la milice durant ses opérations et l'insécurité qui regagnait les régions qui n'étaient plus patrouillées par les missions de paix.

Cependant, ces dispositions demeurent à l'intérieur du mandat de la mission et donc du consentement de la partie abkhaze. Ostensiblement, la partie abkhaze ne peut protester face à l'observation de ses opérations et la surveillance de sa milice compte tenu du

¹ Ces dernières opérations, celles ayant eu lieu entre juillet et décembre 1996 ne furent observées que par la CISPKE. À ce moment, la MONUG avait fermé ses postes dans le district de Gali et cessé d'y patrouiller à cause du problème des mines.

piètre contrôle qu'elle exerce sur celle-ci. Ainsi, l'objectif poursuivi par des commandants de milice et leurs subordonnés consistant à faire fuir à nouveau les réfugiés ne peut être poursuivi. Les missions de paix, effectivement, défendent les rapatriements spontanés des éléments malicieux de la milice abkhaze.

Cependant, cette protection des réfugiés de la part des missions de paix devait demeurer à l'intérieur d'une certaine marge quant à l'usage de la force. Autrement, la partie abkhaze appréhenderait un rapatriement de facto des réfugiés. Cela viendrait perturber les négociations de paix alors que la partie abkhaze a fait de cette question un élément central des négociations.

Par exemple, lorsque le commandant de la CISPKE a mentionné que le rapatriement spontané massif de réfugiés serait protégé par ses troupes, la partie Abkhaze a menacé de « reprendre les hostilités » (ONU, 7 août 1995, p.7). Cela aurait constitué un appui de la CISPKE à la position géorgienne visant un rapatriement massif et rapide. Dès lors, l'impartialité de la mission aurait été sacrifiée. On voit comment cela mène à la soustraction du consentement de la partie abkhaze advenant que la CISPKE ne persiste, ce qui en aurait fait un partie au conflit et transformé complètement la nature des ses opérations. La CISPKE serait alors passé d'un type largement traditionnel basé sur le consentement à une opération d'imposition de la paix. Ou encore, elle aurait constitué une opération de support à la paix avec un fort accent sur la dimension coercitive de l'opération.

6.1.4 Équipement des missions de paix

Problème des mines

Au niveau de l'équipement des missions de paix, on peut faire la remarque que le manque de véhicules blindés et de matériel de déminage aura empêché la MONUG de remplir son mandat durant une bonne partie de la présente période. Dans son rapport du 15 avril 1996, le Secrétaire Général rapporte que la MONUG a dû suspendre ses patrouilles dans le district de Gali, hormis depuis le quartier général de la ville de Gali, tant que la CISPKE ne l'assurerait pas que la voie est dégagée de mines (ONU 15 avril 1996, p.6-7).

Les efforts de la CISPKE en ce sens deviendront insuffisants. Dans son rapport de juillet 1996, le Secrétaire Général rapporte que le problème des mines était devenu tel que la MONUG avait dû fermer ses postes situés dans le district de Gali. Cela ne laissait plus



Figure 6.4 : Deux observateurs de la MONUG effectuent une patrouille à pied. Les patrouilles à pied représentaient le meilleur moyen d'entrer en contact avec la population mais on comprendra, à l'observation de la chaussée, qu'elles rendaient les observateurs particulièrement vulnérables aux mines (© Nations Unies; photographie : Justyna Melnikiewicz ; source : site web des Nations Unies, consulté en février 2010)

que le Quartier Général de Gali comme base d'opération pour les observateurs attachés au district (ONU, 17 juillet 1996, p.4).

De l'aveu même du Secrétaire Général, cela aura entraîné une incapacité pour la mission d'observer la situation dans le district de Gali, notamment en ce qui concerne le retour des réfugiés et la lutte à la criminalité (ONU, 17 juillet 1996, p.4).

Pour remédier à la situation, la MONUG se procurera des véhicules blindés et du matériel de déminage. Cela se traduira par une diminution du nombre d'observateurs de 136 à 116 pour accommoder le personnel de déminage financièrement (ONU, 20 janvier 1997, p.4).

L'armement de la MONUG

Toujours en ce qui a trait à l'équipement de la MONUG, son manque d'armement l'a empêchée de patrouiller au nord du canal de Gali. Les observateurs désarmés étaient à la merci des éléments indisciplinés ou criminels du secteur. Il aura fallu trouver un accord

avec la CISP KF pour patrouiller la zone mais pour la période actuelle, cet accord ne s'était pas encore concrétisé (ONU, 2 janvier 1996, p.5).

Milices géorgiennes

Le problème des milices géorgiennes ne put être surmonté par les missions de paix. Le rapport du Secrétaire Général du 20 janvier 1997 mentionne que la MONUG ne dispose pas des effectifs nécessaires et du mandat pour prévenir ces infiltrations et que les moyens entrepris par la CISP KF n'ont pas donné de résultats (ONU, 20 janvier 1997, p.9)

La CISP KF aurait disposé des ressources pour empêcher l'infiltration de groupes armés, compte tenu de ses effectifs et de son armement. Cependant, Mackinlay et Sharov (2003, p.105-107) soulignent le manque de professionnalisme des soldats russes et de leurs officiers. Les check points étaient statiques, donc prévisibles et facilement évitables par quiconque connaissait bien le terrain. Les fouilles aux check points étaient opérées sans imagination et sans rigueur. Il était parfois même possible de soudoyer des soldats pour éviter de voir une valise ou un contenant être fouillé.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que la CISP KF n'ait pu prévenir l'infiltration de milices géorgiennes, et ce, même si ses effectifs furent graduellement améliorées en procédant à la rotation des troupes et l'introduction de troupes mieux entraînées.

6.1.5 Impartialité

Ultimement, les seuls juges de l'impartialité des missions de paix sont les parties au conflit. Il semblerait que les parties aient jugé que les missions de paix aient agi de manière impartiale. En effet, le consentement à leur présence n'a pas été retiré.

Cela était crucial pour le type de mission de paix à l'œuvre en Abkhazie. En effet, soulignons à nouveau que le rôle de l'impartialité est de maintenir le consentement des parties. Rappelons que les deux missions de paix en Abkhazie y venaient pour protéger et garantir la paix. Il n'était donc pas question d'imposer un règlement quelconque. Une telle avenue aurait impliqué l'usage de la force sans le consentement d'une partie, donc le passage à une mission d'imposition de la paix. D'un autre point de vue, cela aurait détruit les progrès politiques réalisés, soit la paix réalisée par l'accord de Moscou, et impliqué qu'on abandonnait les négociations et la recherche d'une solution politique par des moyens pacifiques. On a vu que ces avenues n'étaient pas recherchées, ni par l'Abkhazie, ni par la Russie, ni par la Géorgie.



Figure 6.5 :Un soldat de la CISP KF. Jusqu'à la rotation des troupes, la CISP KF était constituée de conscrits, très jeunes et moins professionnels (photo du domaine public, tiré de wikipedia, consulté en février 2010)

6.1.6 Fonctionnalité

Les deux missions se sont concentrées surtout sur la sphère de la sécurité. Rappelons cependant l'incursion de la CISP KF dans le domaine de la sécurité civile avec son introduction d'un système de permis de port d'arme. Cela demeure une affaire de sécurité mais touche à la dimension de l'administration civile. Il existait certes des actions humanitaires menées en Abkhazie et dans le district de Gali. Cependant, celles-ci étaient menées indépendamment de la conduite des affaires de sécurité par les missions de paix.

6.2 La fin du consentement géorgien à la mission russe

Dans cette section-ci, on aimerait exposer le contexte concourant à la perte du consentement géorgien dont bénéficiait la CISP KF. La perte de ce consentement sera le

résultat d'un bras de fer entre Moscou et Tbilissi. Au cours de ce bras de fer, on verra que le consentement accordé par Tbilissi à la CISPKE deviendra volontairement ambiguë. Pour Tbilissi, cette ambiguïté servira à exercer une pression sur la Russie pour qu'à son tour elle exerce une pression sur l'Abkhazie afin d'obtenir un règlement du conflit selon des termes favorables à Tbilissi. Ce jeu fonctionnera parce que la Russie cherchait tout de même à demeurer médiatrice du conflit et à maintenir ses troupes sur le théâtre abkhaze. Car, premièrement, on verra que le retrait pur et simple de la CISPKE aurait sans doute signifié une reprise des hostilités en Abkhazie qui aurait déstabilisé tout le Caucase Nord, donc la Russie aussi. Deuxièmement, on verra que la Russie cherchait à maintenir une influence en Géorgie à travers son rôle dans le conflit abkhaze. Il n'était donc pas question pour elle de perdre ce rôle, *a fortiori* au profit d'un joueur pro-occidental comme la Turquie, alors que Tbilissi évoquait une telle alternative en cas de retrait de la Russie.

6.2.1 Les fondements et la nature des pressions géorgiennes sur la Russie

On se souviendra que lors des négociations de paix ayant mené à l'accord de Moscou de mai 1994, les parties s'étaient entendues pour procéder au retour des réfugiés. De plus, les parties s'étaient entendues à l'effet qu'un retour des réfugiés devait s'accompagner de l'introduction d'une force armée fournie par un tiers et chargée, entre autres, de protéger les réfugiés.

À cet égard, on se souviendra que les deux parties entretenaient chacune une vision différente de la zone géographique devant être soumise à l'influence d'une mission de paix. La partie géorgienne promouvait une mission établie à travers toute l'Abkhazie. La partie abkhaze ne souhaitait qu'une mission d'interposition avec le reste de la Géorgie, établie le long de la rivière Inguri. On se rappellera que finalement, le district abkhaze de Gali, limitrophe du reste de la Géorgie, fut choisi comme zone initiale de rapatriement des réfugiés.

L'accord consacrant ce compromis, l'accord de Moscou, fut signé en mai 1994. Aux yeux de Tbilissi, les deux années de négociation suivant cet accord furent gaspillées. Le rapatriement des réfugiés ne se fit qu'à une échelle négligeable. Environ 30 000 à 40 000 personnes furent rapatriées sur les 250 000 réfugiés produits par le conflit. Les rapatriés vivaient dans des conditions de sécurité sommaires. Ce rapatriement fut limité à une portion du district de Gali, celle située au sud du canal de Gali, ce qui était loin de

l'Abkhazie au complet comme l'entendait Tbilissi au départ, ou de l'ensemble du district de Gali, comme l'accord de Moscou le prévoyait.

Ainsi, à partir de janvier 1996, au sommet de la CEI, Chevardnadze commença à demander avec plus d'insistance une révision du mandat de la CISP KF. La CEI constituait le forum approprié pour exprimer cette demande puisque la CISP KF tirait son mandat et sa légitimité de la CEI¹. De plus, plusieurs membres de la CEI étaient enclins à faire pression sur la Russie en matière de sécurité collective pour éviter que ce forum ne serve strictement les intérêts russes. Ainsi, Chevardnadze bénéficiait d'alliés vis-à-vis d'Eltsine dans ce forum.

Initialement, Chevardnadze demandait à ce que toute l'Abkhazie soit incluse dans le mandat de la CISP KF (ONU, 2 janvier 1996, p.2). Cette demande s'appuyait sur une résolution du Parlement géorgien qui la rappela à maintes reprises et qui demandait spécifiquement à ce que la CISP KF protège tous les Géorgiens ethniques qui souhaitaient se rapatrier où que ce soit en Abkhazie (Liz Fuller, 20 mai 1996).

Ce sommet de la CEI de janvier 1996 produisit comme compromis la création d'un comité chargé de formuler précisément le nouveau mandat que devrait adopter la CISP KF pour satisfaire cette exigence. Ce comité avait jusqu'au 19 février 1996 pour formuler ce mandat (ONU, 31 janvier 1996, p.12). Arrivé à ce délai, le comité constata son impuissance à formuler un mandat satisfaisant la Russie et la Géorgie (ONU, 15 avril 1996, p.2). Cependant, le sommet avait prolongé la mission jusqu'au dix-neuf avril 1996 (ONU, 31 janvier 1996, p.12).

C'est alors que débuta la tactique géorgienne consistant à laisser planer le doute sur le renouvellement du mandat de la CISP KF. Cette stratégie était liée à un autre élément de pression. On rappellera que pour mettre fin au conflit en Abkhazie, la Russie avait lié l'octroi de son aide militaire à la Géorgie à des garanties concernant l'utilisation de quatre bases militaires. Tbilissi commença à rappeler à la Russie que l'octroi de ces bases était conditionnel à la restauration de son autorité sur l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.

Ce rappel ne fut pas exprimé de manière très diplomatique, on en conviendra. Par exemple, le 26 janvier 1997, Chevardnadze déclara que pour que la Géorgie demeure

¹ On rappellera la signification de l'acronyme de CISP KF : Commonwealth of Independant States Peacekeeping Force

dans « la sphère d'influence russe », les « conditions » étaient justement le rétablissement de l'influence de Tbilissi sur ses territoires séparatistes. Chevardnadze mentionna, dans la même allocution, que l'Occident souhaitait « écarter la Géorgie de la Russie » (Danielyan, 27 janvier 1997).

Cette déclaration suivait une série de manœuvres géorgiennes allant dans le même sens. Chevardnadze avait fait le lien entre l'octroi de bases à la Russie et la restauration de l'influence géorgienne, ce qui avait été vertement dénoncé par un porte-parole du ministère des affaires étrangères de la Russie (Fuller, 2 octobre 1996). Le Président du gouvernement abkhaze en exil² avait exigé que le gouvernement refuse de ratifier le traité de coopération militaire entre la Russie et la Géorgie afin de provoquer le départ de la CISP KF (Fuller, 8 octobre 1996). Cette déclaration donnait des munitions à la stratégie de Chevardnadze illustrée plus haut. Allant dans le même sens, le Parlement géorgien vota, le 2 octobre 1996, une résolution appelant à la révision de ce traité de coopération militaire en soulignant le peu de progrès que la CISP KF avait permis de réaliser dans le cas du conflit abkhaze (Fuller, 11 octobre 1996). Cette résolution fut condamnée par le Ministère des Affaires étrangères de la Russie (Fuller, 11 octobre 1996).

La stratégie géorgienne heurtait la préoccupation russe consistant à opérer avec le consentement des parties. Cependant, la pression géorgienne fonctionnait et la Russie tâcha de trouver un nouveau *modus operandi* pour la mission de paix qui puisse satisfaire Tbilissi. Il s'agissait de concilier la demande géorgienne visant à faire de la CISP KF un outil plus efficace du rapatriement des réfugiés tout en conciliant les réticences des Abkhazes à cet égard.

Ainsi, lors du sommet de la CEI du 17 mai 1996, les chefs d'État de la CEI chargèrent le comité des affaires étrangères et celui de la défense de formuler un nouveau mandat pour la CISP KF qui soit en accord avec les deux parties (ONU, 23 mai 1996, p.2). Aucun mandat ne sera concrètement formulé suite à cette initiative. D'autre part, la mission est alors prolongée jusqu'au 19 juillet 1996 (ONU, 23 mai 1996, p.2). Durant un mois, la CISP KF opéra sans mandat.

² Le gouvernement abkhaze en exil était constitué de membres du soviet d'Abkhazie original ayant fui les combats de 1992-1993. Il était donc largement composé de Mingréliens victimes de nettoyage ethnique. Les réfugiés et Tbilissi le considéraient comme le gouvernement légitime de l'Abkhazie, statut dont cet organisme abusera pour déstabiliser la situation en Abkhazie, comme on le verra plus loin.

Durant cette période, pendant laquelle la Russie cherchait toujours à satisfaire les demandes géorgiennes quant au mandat de la CISPKE, les négociations sur le terrain entre la partie géorgienne et abkhaze donnèrent un signe encourageant. En signe d'ouverture, la partie Abkhaze accepta d'offrir à la CISPKE un mandat de police dans le district de Gali à la demande de la partie géorgienne (Fuller, 23 juillet 1996 ; Bezanis, 13 août 1996). Cependant, lorsque vint le temps d'officialiser cette concession, la partie abkhaze se rétracta (Bezanis, 15 août 1996).

Malgré cette rebuffade, l'ouverture initiale de la partie Abkhaze influença les négociations ayant lieu à la CEI. On parviendra finalement à formuler un nouveau mandat pour la CISPKE lors du sommet de la CEI d'octobre 1996. Ce compromis consistait à élargir de 12km la zone sous mandat de la CEI vers l'intérieur du territoire abkhaze. La mention exacte était « dans les anciennes frontières du district de Gali » (ONU, 23 octobre 1996, p.2).

Cette précision est importante. L'accord de Moscou garantissait le retour des réfugiés kvartéliens sous la supervision de la CISPKE mais « dans le district de Gali » (ONU, 17 mai 1994, p.3). Cependant, ce n'était pas tout le district de Gali qui était compris à la fois par la zone de sécurité et la zone d'armement restreint que devait patrouiller la CISPKE. Ainsi, la partie abkhaze avait amputé le district de Gali au profit du district voisin d'Otchamtchira pour faire correspondre la frontière du district de Gali avec celle de la zone d'armement restreint. Ce nouveau territoire du district de Gali correspondait donc à la zone couverte par la CISPKE. Cela prévenait toute extension de l'influence de la CISPKE puisque, selon l'accord de Moscou, celle-ci ne pouvait se faire que dans le « district de Gali ».

On souligne deux choses pour expliquer le compromis caractérisant ce nouveau mandat. Rappelons la forte pression qu'avait exercée précédemment la Géorgie sur la Russie en liant coopération militaire et résolution du problème abkhaze. Deuxièmement, mentionnons l'insistance de la Russie pour opérer avec un minimum de coopération de la part des Abkhazes plutôt que d'embarquer dans une nouvelle guerre caucasienne au nom de la Géorgie. À cet effet, on remarquera que la lettre du mandat élargi de la CISPKE était très près de l'ancien et tentait donc de rejoindre ce que les Abkhazes avaient déjà concédé afin de gagner leur support. Cependant, le commandant de la CISPKE n'appliquera pas ce nouveau mandat compte tenu de l'opposition sur le terrain de la partie abkhaze. Celle-ci menaça d'utiliser la force pour stopper toute tentative pour

élargir le mandat de la CISPKE (Mackinlay et Sharov, 2003, p.105-106). Néanmoins, le mandat de la CISPKE fut prolongé jusqu'au 31 janvier 1997.

En mars 1997, un autre sommet de la CEI fut organisé pour discuter du mandat et de la poursuite de la mission de la CEI en Abkhazie, alors que la mission opérait sans mandat depuis le 31 janvier. Lors de ce sommet, Chevardnadze œuvra à faire reconnaître dans le texte du sommet que le mandat élargi adopté au sommet précédent devait être appliqué d'ici la fin du mandat de la CISPKE, alors décidé pour le 31 juillet. Chevardnadze alla plus loin en menaçant de demander le départ de la CISPKE si ce mandat élargi n'était pas appliqué d'ici le 31 juillet, « comme le demandait le Parlement géorgien » (Fuller, 25 mars 1997).

En fait, la résolution du Parlement géorgien était plus englobante. Elle exigeait le départ de « toutes les troupes russes de Géorgie » en cas d'échec de la CISPKE (Fuller, 2 juin 1997; Fuller, 31 juillet 1997). Cela impliquait donc aussi le retrait de l'octroi de bases à la Russie et son droit de stationner des gardes frontière à la frontière entre la Géorgie et la Turquie. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères russes déclara qu'il s'agissait là de « chantage » (Open Media Research Institute, 3 juin 1997).

Encore une fois, les Abkhazes s'opposèrent à l'élargissement du mandat de la CISPKE à l'entière du district de Gali « dans ses anciennes frontières » (ONU, 1^{er} avril 1997, p.2) tel que le stipulait l'accord du sommet de la CEI d'octobre 1996 (ONU, 23 octobre 1996, p.2) et comme le rappelait l'accord du sommet de mars 1997 (ONU, 1^{er} avril 1997, p.2).

Arrivé à l'échéance du mandat de la mission, le 31 juillet, Chevardnadze refusa de formuler clairement son consentement au maintien de la présence de la CISPKE. Le Kremlin avait averti que s'il ne bénéficiait pas du consentement des deux parties, il enlèverait ses troupes. Cependant, les troupes demeurèrent sur place. On verra pourquoi un peu plus loin.

Suite à l'échec de l'implantation du mandat élargi de la CISPKE, Chevardnadze commença à œuvrer au remplacement de cette mission par une autre, qui ne procéderait pas de la CEI mais plutôt soit de l'OTAN ou de l'ONU. Durant le mois de janvier 1998, les diplomates géorgiens se mirent à promouvoir l'idée d'une mission internationale à l'image de celle appliquée en Bosnie (Radio Free Europe/Radio Liberty, 6 janvier 1998; Fuller, 7 janvier 1998; Fuller, 13 janvier 1998; Fuller, 19 janvier 1998). Chevardnadze lui-même évoqua ce vœu du gouvernement géorgien (Fuller, 13 janvier 1998).

Une telle mission, selon Tbilissi, se serait déployée à travers toute l'Abkhazie pour procéder au retour intégral des réfugiés. Compte tenu de l'opposition abkhaze à un tel projet, cette mission aurait versé dans l'imposition de la paix. Ainsi, l'invocation de l'exemple bosniaque n'était qu'une image trompeuse de la diplomatie géorgienne qui mélangeait missions de maintien de la paix élargies et imposition de la paix.

D'autre part, compte tenu du caractère conflictuel qu'aurait une telle mission, la Russie exprima son opposition à une telle initiative. Selon Moscou, cela aurait mené à une guerre beaucoup plus large embrasant tout le Caucase (Radio Free Europe/Radio Liberty ; 6 janvier 1998). Cette préoccupation russe s'explique par la fraternité unissant les Abkhazes et les autres peuples des montagnes du Caucase habitant pour la plupart en Russie, comme les Tchétchènes. Ces peuples étaient regroupés dans la Confédération des peuples des montagnes du Caucase. C'est ce même organisme qui avait procédé à l'envoi de volontaires étrangers en Abkhazie lors du conflit initial et des hostilités de mai 1998 que nous verrons plus loin.

Ainsi, pour Moscou, il demeurait important de conserver une force en Abkhazie pour éviter la reprise des hostilités et conserver une influence auprès de la Géorgie. Ces motifs et la pression géorgienne sur la Russie poussèrent la Russie et la Géorgie à convenir d'un ultime renouvellement du mandat de la CISPKE en avril 1998, lors d'un sommet des chefs d'État de la CEI.

Ce sommet reprenait le nouveau mandat de la CISPKE élargi au district de Gali « dans ses anciennes frontières » tout en liant la levée des sanctions contre l'Abkhazie, notamment en matière de commerce et de circulation des personnes, à l'application de ce mandat (ONU, 5 mai 1998, p.3). Le document ajoutait aussi à la pression mise sur la partie abkhaze en jugeant « inadmissible » (ONU, 5 mai 1998, p.5) le retard pris dans le rapatriement des réfugiés.

Encore une fois, cependant, le commandant de la CISPKE se révéla impuissant à appliquer le mandat élargi alors que le texte du sommet de la CEI soulignait qu'il « *(appartenait) au commandant des forces collectives de maintien de la paix d'assurer, de concert avec les parties, la mise en œuvre des mesures prévues* » (ONU, 5 mai 1998, p.3). Cette disposition de l'accord venait effectivement consacrer l'importance du consentement des parties et la responsabilité du commandant de la CISPKE. Cela

dégageait la responsabilité du Kremlin en cas de blocage sur le terrain afin que la Géorgie ne puisse le tenir responsable.

Lorsque le mandat de la mission fut échu, le 31 juillet 1998, la CISP KF n'ayant pu implanter son nouveau mandat, la Géorgie s'abstint pour de bon de renouveler le mandat de la mission. Notamment, elle accusa la force de n'avoir rien fait pour éviter la tenue de violences ayant eu cours au mois de mai 1998. Durant quelques jours, des membres de milices géorgiennes s'infiltrèrent dans le district de Gali pour aller en découdre avec les forces abkhazes. La CISP KF et la MONUG s'abstinrent d'intervenir. Cependant, comme ce dernier épisode de violence le démontra, la situation était tendue et ainsi Tbilissi ne demanda pas formellement le départ de la CISP KF.

6.2.2 Les raisons du maintien des troupes russes de la CISP KF

Deux causes expliquent le maintien des troupes russes malgré l'ambiguïté du consentement géorgien. Premièrement, ce retrait des troupes russes auraient probablement signifié une reprise instantanée des hostilités. Ces hostilités auraient pu déstabiliser tout le Caucase Nord par la fraternité qui unit les Abkhazes et les autres peuples des montagnes du Caucase. Ensuite, la Russie voulait demeurer active dans le dossier abkhaze pour maintenir sa présence dans les affaires géorgiennes et disposer sur ce pays d'un levier d'influence et ainsi y préserver son influence militaire.

Premièrement, les hostilités auraient repris par la présence de deux acteurs géorgiens particulièrement belliqueux. La milice de la Légion Blanche n'avait de cesse de cibler la mission de la CISP KF par des embuscades pour provoquer son départ et bénéficier des conditions pour mener une guérilla en Abkhazie. D'autre part, le chef du gouvernement abkhaze en exil, Zourab Erkavania déclara que si les casques bleus russes partaient, les réfugiés réinvestiraient Gali pour protéger ceux qui s'étaient rapatriés (Fuller, 9 juin 1998) Cela n'aurait eu de résultat que de provoquer de sérieux accrochages avec la milice abkhaze. On peut présumer que de tels accrochages, combinés aux actions de la Légion Blanche, auraient motivé l'intervention des forces régulières des deux parties pour rétablir la sécurité de leur territoire ou de leur population.

Ce sont ces risques qui poussèrent le Kremlin à affirmer par la bouche d'un représentant du Ministère des Affaires étrangères qu'il était « *illusoire* » de croire que la paix pouvait être préservée en Abkhazie advenant le départ des casques bleus (Radio Free Europe/Radio Liberty, 31 juillet 1997).

D'autre part, les Abkhazes entretiennent un lien de parenté avec d'autres peuplades situées en Russie et réunies dans la Confédération des peuples des montagnes du Caucase, notamment les Tchétchènes. C'est cette confédération qui organisa l'envoi de volontaires en Abkhazie lors du conflit initial en 1992-1993. Moscou laissa le champ libre à cet élan patriotique puisqu'elle n'avait alors pas de politique claire si ce n'était de ne pas réprimer une telle mobilisation.

Moscou ne voulait donc pas que se renouvellent les hostilités par crainte qu'elles n'embrasent la ferveur de ces peuples du Caucase du Nord. Ces peuples entretenaient un réel intérêt dans le conflit Abkhaze et se sentaient interpellés par lui. Les Présidents des Républiques du Caucase du Nord s'étaient portés volontaires comme médiateurs dans le conflit Abkhaze, au grand dam de Moscou (Radio Free Europe/Radio Liberty, 23 avril). Particulièrement, lorsque les Abkhazes suggérèrent de modeler un accord de paix à l'image de celui conclu entre Moscou et la Tchétchénie (Radio Free Europe/Radio Liberty, 28 mai 1997), cette dernière se porta volontaire comme médiatrice (Radio Free Europe/Radio Liberty, 1 août 1997), avec les risques de déstabilisation pour la Russie que cela comportait.

D'autre part, si la Russie abandonnait son rôle dans le conflit abkhaze, la Géorgie n'aurait plus aucun incitatif à lui fournir sa coopération militaire comme elle l'avait annoncé. Ce marché est à mettre en parallèle avec les craintes de Moscou de voir l'influence occidentale se rapprocher de son ventre mou, le Caucase Nord, en perdant son influence en Géorgie.

Chevardnadze avait su renouer avec l'Occident pour faire pression sur la Russie, comme on l'a vu lorsqu'il mentionnait ses « conditions » pour demeurer « dans la sphère d'influence » russe. La Géorgie avait donc commencé à participer aux projets de transport et d'oléoducs concurrents à la Russie, permettant de désenclaver l'Asie centrale et la Caspienne en évitant la Russie. Cela venait briser le monopole de Moscou sur ces infrastructures et ainsi réduire son influence dans la région. D'autre part, la Géorgie avait commencé à explorer la possibilité d'adhérer à l'Union Européenne et de coopérer avec l'OTAN (Danielyan, 12 février 1997; Fuller, 30 septembre, 1998). Ultimement, la Géorgie en viendra à dépeindre officiellement la Russie comme la principale menace l'affectant, tel qu'affirmé dans son concept de sécurité, le document stratégique guidant la politique étrangère et de défense du pays (Radio Free Europe/Radio Liberty, 4 avril 1997). Tous ces gestes concourraient à peser sur le Kremlin

pour le forcer à régler le conflit abkhaze selon les termes de Tbilissi. Autrement, Tbilissi évoquait la possibilité de passer dans la sphère d'influence de l'Occident.

6.3 Les missions de paix durant la période du consentement géorgien ambiguë quant au maintien de la CISPKE

Durant cette section, on verra comment les deux missions de paix à l'étude ont opéré entre mars 1997 et le 31 juillet 1998. Cette période correspond à la période où le consentement de la Géorgie au maintien de la CISPKE était ambigu et où la CISPKE butait sur l'opposition de l'Abkhazie à l'élargissement de son mandat. Donc, la CISPKE faisait face à un problème de consentement vis-à-vis des deux parties. Comme les effectifs, l'usage de la force et le mandat de la MONUG faisaient que la présence de cette mission était contingente à celle de la CISPKE, on verra aussi comment la MONUG a opéré sur le terrain dans ces circonstances.

Avant de décrire comment chacune des facettes des missions de paix fut interpellée, voyons ce qui a caractérisé cette période d'opération. On a mentionné que des milices géorgiennes s'étaient formées pour œuvrer à la reprise des hostilités et la reconquête de l'Abkhazie. L'un des objectifs de ces milices était le départ de la CISPKE. Pour y parvenir, les milices géorgiennes se mirent à cibler les membres de la CISPKE et de la MONUG par des attentats terroristes afin d'affaiblir la volonté de Moscou et des Nations Unies à demeurer sur place.

L'action de ces milices géorgiennes, principalement celle de la « Légion Blanche » et des « Frères de la Forêt », constitueront le principal facteur structurant de la période à l'étude. Ces actions influenceront les opérations de la MONUG et de la CISPKE. Les milices géorgiennes provoqueront même des hostilités armées de quelques jours avec la milice abkhaze. Ces accrochages conduiront à la reprise du nettoyage ethnique dans le district de Gali.

Ces hostilités auront eu lieu dans le contexte où les négociations de paix s'étaient avérées infructueuses. Elles achoppaient toujours sur le règlement politique du conflit. Des hostilités pouvaient être un moyen de redistribuer les cartes et faire évoluer une situation bloquée. Ce sont vraisemblablement des membres de la communauté de réfugiés qui ont décidé de procéder à ce coup de butoir.

En effet, ces hostilités trouvent leur origine dans la pression exercée par le gouvernement abkhaze en exil et les milices géorgiennes. Il serait utile ici, de revenir à la distinction qu'on opère entre les différents peuples kvartéliens. Les « Géorgiens » expulsés d'Abkhazie étaient surtout des Mingréliens. Ce sont certains de ces Mingréliens qui auront formé les milices géorgiennes et le flot de rapatriés dans Gali. Spécifions qu'une majorité des Mingréliens étaient demeurée favorable à l'ancien Président Gamsakhourdia puisque ce dernier était lui-même Mingrélien. Ainsi les milices géorgiennes, le gouvernement abkhaze en exil et les réfugiés n'étaient pas totalement loyaux à Tbilissi mais n'en attendait pas moins d'elle qu'elle règle la question abkhaze, et ce, rapidement, alors que la situation sur le terrain n'était pas rose.

Le rapatriement était lent et laborieux. Le rapatriement spontané dans le district de Gali cessa pendant la première partie de 1997. Cet arrêt était dû au problème envahissant des mines (ONU, 25 avril 1997, p.3). Durant l'été 1997 le mouvement repris et le nombre de rapatriés logeant dans le district de Gali s'établissait alors à 50 000 (ONU, 14 juillet 1997, p.4-5). Par après, la population demeura stable dans Gali, tout en considérant qu'une partie de la population de Zougdidid continuait à traverser quotidiennement la rivière Inguri pour aller s'occuper de leur propriété en Abkhazie. On verra que les hostilités de mai 1998 viendront compromettre gravement ces efforts de rapatriement.

Ces événements sont les suivants. Tout d'abord, le gouvernement abkhaze en exil transféra son siège de Tbilissi à Zougdidid (ONU, 10 juin 1998, p.1). Ceci rapprocha le gouvernement abkhaze en exil des communautés mingréliennes de Gali qui s'étaient placées sous son autorité et refusaient ouvertement de coopérer avec les autorités abkhazes (ONU, 18 juillet 1997, p.5).

Suite à ce rapprochement géographique, le gouvernement abkhaze en exil organisa des manifestations dans le district de Gali où le drapeau géorgien fut alors hissé. Ces défis lancés aux autorités abkhazes précédèrent de quelques jours les hostilités. Il n'est pas clair si c'est la milice abkhaze qui a alors procédé à des opérations de ratissage qui auraient dégénéré ou si elle a répondu à une invasion des milices géorgiennes. Comme on le verra plus loin, à ce moment, les deux missions de paix ne patrouillaient pratiquement plus le terrain, empêchant d'évaluer le déroulement des activités. Néanmoins, le 20 mai 1998, des combats éclatèrent entre la milice abkhaze et les milices géorgiennes (Fuller, 21 mai 1998). Ces combats prirent fin le 27 mai avec l'expulsion des milices géorgiennes d'Abkhazie par les forces abkhazes (Fuller, 27 mai 1998). Cette

victoire fut suivie le même jour de l'imposition de l'état d'urgence dans le district de Gali par les autorités abkhazes (Fuller, 28 mai 1998).

Ces hostilités provoqueront le départ de 40 000 habitants du district de Gali (ONU, 14 juillet 1998, p.4). Une fois les habitants kvartéliens partis, la milice abkhaze incendiera leurs habitations pour prévenir leur retour (ONU, 10 juin, 1998, p.2 ; ONU, 14 juillet 1998, p.4). Il s'agit là clairement de nettoyage ethnique effectué pour une raison de contrôle social. En effet, l'ONU rapporte que les villages où les maisons ont été incendiées sont ceux où la population et le maire collaboraient avec le gouvernement abkhaze en exil et/ou les milices géorgiennes (ONU, 10 juin, p.2 ; ONU, 14 juillet 1998, p.6). Cela représente la destruction de 1 400 foyers au moins (ONU, 14 juillet 1998, p.4). On ne peut être plus précis puisque la MONUG ne parvenait pas à évaluer correctement les dommages compte tenu du problème envahissant des mines (ONU, 14 juillet 1998, p.4).

Toutes ces destructions ne seront pas les dernières peines des réfugiés puisqu'elles auront été suivies de mesure d'ingénierie ethnique. Premièrement, le gouvernement abkhaze appliquera un régime spécial pour l'entrée en Abkhazie. Deuxièmement, un droit de dix roubles pour franchir l'Inguri sera appliqué (ONU, 10 juin 1998, p.2). Ces deux mesures freineront les mouvements des réfugiés à travers l'Inguri, notamment ceux des gens qui reconstruisaient leur habitation en vue d'un retour en Abkhazie. Finalement, le gouvernement abkhaze avait frappé d'interdiction de séjour tout individu disposant d'un visa de résidence en Géorgie (ONU, 10 juin 1998, p.2). Cela venait effectivement interdire le retour aux réfugiés qui ne sacrifieraient pas leur droit de résidence en Géorgie. On verra comment les missions de paix auront géré ces situations et lesquelles de leurs facettes aura eu la plus grande influence.

6.3.1 Séquence du conflit

Bien que des hostilités aient eu lieu durant cette période d'étude, l'accord de paix que les missions étaient venu garantir était toujours valide. L'accord de Moscou bénéficiait toujours du support des acteurs stratégiques. Ainsi, les missions opéraient toujours après la fin des hostilités et étaient présentes pour garantir un accord de paix qui leur faisait suite. Cela impliquait que les missions opéraient avec le consentement des acteurs puisque ce sont eux qui les avaient invité pour garantir l'accord de paix qu'elles cherchaient toujours à maintenir. En effet, formellement, le consentement à l'une ou l'autre des missions n'avait pas été retiré malgré la menace de cette soustraction.

Seulement, les milices géorgiennes et autres groupes d'irréguliers n'étaient pas tenus par ces formalités. Mais tout cela relevait plutôt du consentement accordé aux missions.

6.3.2 Consentement

Le rôle de chien de garde de l'accord de séparation des forces joué par les missions de paix a continué à fonctionner jusqu'à ce que la situation se détériore avec les violences de mai 1998. Avant ces événements, chaque rapport du Secrétaire Général de l'ONU faisait certes mention de nombreuses violations de l'accord de Moscou. Il s'agissait principalement de l'introduction d'effectifs ou de matériel militaire prohibés soit dans la zone de sécurité ou la zone d'armement restreint (ONU, 25 avril 1997, p.6 ; ONU, 18 juillet 1997, p.7 ; ONU, 19 janvier 1998, p.7 ; ONU, 11 mai 1998, p.9 et 11). Néanmoins, comme auparavant, ces violations étaient rapidement corrigées suite aux protestations de la MONUG et de la CISPKE. Ces corrections attestent du consentement accordé jusque là aux missions et à leur mandat.

Après les violences de mai 1998, les violations de l'accord se feront plus graves et ne seront plus systématiquement corrigées par les parties suite aux protestations des missions (ONU, 14 juillet 1998, p.6 ; ONU, 29 octobre 1998, p.9). Notamment, durant l'automne de 1998, les Abkhazes maintiendront volontairement des effectifs d'hommes trop élevés à la frontière avec la Géorgie en déployant un « service des frontières », malgré que ce ne soit là l'apanage d'un État et malgré les protestations de la MONUG (ONU, 29 octobre 1998, p.9). De plus, les deux parties entreprendront la construction de fortifications le long de l'Inguri et refuseront de les démanteler malgré les protestations des missions (ONU, 29 octobre 1998, p.10).

Ainsi, le consentement accordé aux missions par les deux acteurs stratégiques aura permis d'éviter une reprise des hostilités initiée par ces mêmes acteurs stratégiques. En effet, le consentement accordé aux missions leur a permis de désamorcer rapidement des situations potentiellement conflictuelles. Par contre, une fois l'accord de paix menacé par des groupes illégitimes, soit par les milices géorgiennes et le gouvernement abkhaze en exil, le consentement accordé aux missions ne sera plus aussi grand. En attestent les violations de l'accord qui n'auront pas été rétablies suite aux protestations. Ainsi, les deux missions ne disposaient plus de la même influence stabilisatrice auprès des parties.

Il est intéressant de noter que le consentement des missions était déjà perdu auprès des milices géorgiennes et du gouvernement abkhaze en exil depuis le début de la présente

période d'analyse. Spécifiquement, la CISP KF et la MONUG étaient la cible d'embuscades des milices géorgiennes comme en attestent chaque rapport du Secrétaire Général (ONU, 25 avril 1997, p.5 ; ONU, 18 juillet 1997, p.6 ; ONU, 28 octobre 1997, p.7 ; ONU, 19 janvier 1998, p.7 ; ONU, 11 mai 1998, p.9 ; ONU, 14 juillet 1998, p.6 ; ONU, 29 octobre 1998, p.9). Ces embuscades étaient souvent meurtrières (ONU, 25 avril 1997, p.5 ; ONU, 18 juillet 1997, p.6 ; ONU, 28 octobre 1997, p.7 ; ONU, 19 janvier 1998, p.7 ; ONU, 11 mai 1998, p.9 ; ONU, 14 juillet 1998, p.6 ; ONU, 29 octobre 1998, p.9). Même que la MONUG et la CISP KF furent l'objet de prises d'otages de la part des milices géorgiennes (ONU, 28 octobre 1997, p. 8-9 ; ONU, 29 octobre 1998, p.9). On verra que la gravité de ce phénomène poussera à la fois la MONUG et la CISP KF à restreindre drastiquement la portée de leurs opérations.

6.3.3 Usage de la force

On avait noté dans la section précédente que les patrouilles de la CISP KF et de la MONUG constituaient un usage de la force entretenant un impact positif sur la situation dans le district de Gali, notamment en ce qui avait trait à la criminalité. Avec les nombreuses embuscades des milices géorgiennes contre les missions de paix, la MONUG et la CISP KF réviseront considérablement leur *modus operandi* jusqu'à se retrouver dans l'impossibilité d'exercer leur mandat.

La réaction aux milices géorgiennes

Quant à l'usage de la force, on constate d'emblée que la MONUG et la CISP KF n'en ont pas usé d'assez pour réprimer les milices. Les deux missions de paix sont demeurées cantonnées dans le rôle d'une mission de paix classique comme leur mandat le prescrivait. Appliquer la force à l'encontre des milices géorgiennes, conceptuellement, aurait signifié de passer d'une mission de paix classique à une mission de maintien de la paix élargie. La MONUG et la CISP KF se sont plutôt contentées de transmettre leurs récriminations au gouvernement géorgien. On espérait que cela suffise à ce que Tbilissi désarme les milices mais la situation était confuse et les milices insoumises vis-à-vis du gouvernement. Ainsi, les milices ont pu continuer à opérer et éventuellement représenter une menace tellement grande que la MONUG et la CISP KF ont cessé d'être efficaces.

Cela ne s'est pas produit subitement, toutefois. Initialement, la campagne terroriste commencée au début de 1997 a amené la CISP KF à cesser ses patrouilles durant deux semaines. Il s'agissait là d'une façon de protester auprès des autorités officielles (ONU, 25 avril 1997, p. 5-7).

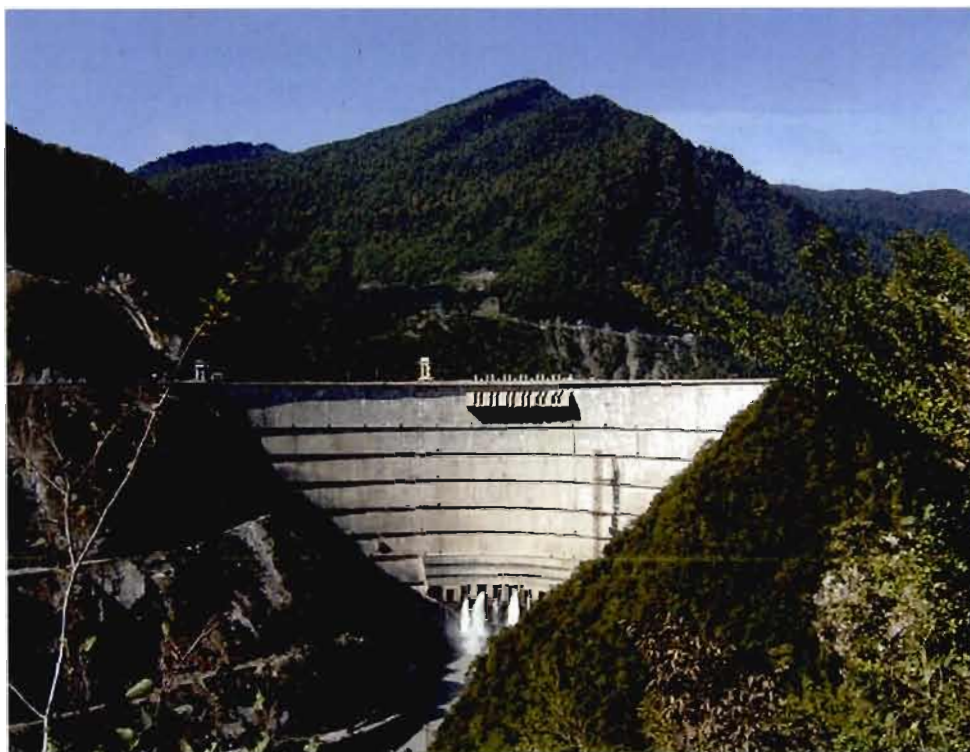


Figure 6.6 : Le barrage sur l'Inguri. Le poste de patrouille d'Inguri-GES était posté au barrage du même nom sur la rivière Inguri. L'usine hydro-électrique attenante au barrage et située directement sur la ligne de partage entre l'Abkhazie et la Géorgie fut l'objet d'intenses négociations entre les parties. (© Marek Graf; photographe : Marek Graf ; tirée du site web trekearth.com, consulté en février 2010)

Avec la poursuite des attentats, la CISPKE ne fera plus que des « checkpoints » statiques à partir de l'été 1997 et des patrouilles limitées autour de ces « checkpoints » (ONU, 18 juillet, 1997, p.7). Bien entendu, cette stratégie facilitera l'infiltration des combattants géorgiens dans le district de Gali, les « checkpoints » pouvant être contournés.

La MONUG limitera ses patrouilles après une prise d'otage effectuée en septembre 1997. La mission procédera à la fermeture de ses postes de patrouille de Zemo-Bargevi, Otabaya et Inguri-GES, n'opérant plus que depuis le quartier général de Gali (ONU, 28 octobre 1997, p.5 ; ONU, 19 janvier 1998, p.5). La surveillance de la traversée de l'Inguri fut aussi suspendue. Les patrouilles ne se firent plus qu'à l'aide de deux véhicules à la fois, le long des axes majeurs, principalement la M-27.

Avec les embuscades qui ne cessaient, la CISP KF suspendit toutes ses patrouilles au début de 1998 jusqu'aux hostilités de mai 1998 (ONU, 19 janvier 1998, p.5). Peu après, en février la MONUG fit de même suite à une autre prise d'otages à son encontre (ONU, 11 mai 1998, p.6). Dans cette situation, selon les mots mêmes du Secrétaire Général : « *Comme résultat de ces limitations à son modus operandi, la MONUG se trouve effectivement dans une position où elle ne peut plus s'acquitter de son mandat* » (ONU, 11 mai 1998, p.6)

Afin de se prémunir contre les prises d'otages et la criminalité, et ainsi reprendre l'exercice de son mandat, le Secrétaire Général formulera deux recommandations pour la MONUG. La plus simple de ces options sera d'effectuer les patrouilles avec des véhicules résistants aux tirs d'armes à feu et aux mines. Cela permettrait aux observateurs de s'enfuir en cas d'embuscade. On verra que ces véhicules ne seront jamais utilisés durant la présente période d'analyse.

La deuxième option consistait en l'introduction d'une force armée rattachée à la MONUG, afin de protéger les installations fixes de la MONUG. Cela aurait notamment permis de rouvrir les camps de patrouilles alors fermés et de rétablir la portée géographique de ses patrouilles. Cette force rassemblait vraiment le minimum d'effectifs nécessaires pour assurer ces objectifs. En effet, elle aurait compté 294 soldats. Ces effectifs auraient été employés de la manière suivante : 11 soldats par poste de patrouille (en incluant les postes dans le district de Zougdidi comme ceux du district de Gali), 16 officiers pour assurer la structure de commandement, et 47 soldats pour accomplir les tâches logistiques 24/24 sur l'ensemble du théâtre d'opération (ONU, 11 mai 1998, p.7).

Cependant, suite à la victoire de ses forces contre les milices géorgiennes, la partie abkhaze exprimera son opposition au déploiement d'une telle force de protection de la MONUG (ONU, 10 juin 1998, p.4). Compte tenu de cette opposition, cette force ne demeurera qu'une proposition de l'ONU. Cependant, l'ONU persistera à demander la permission de la partie abkhaze tout au long de la période étudiée. En effet, on comprendra l'aide que cette force aurait pu apporter à la MONUG pour qu'elle puisse continuer d'exercer son mandat.

Les violences de mai 1998

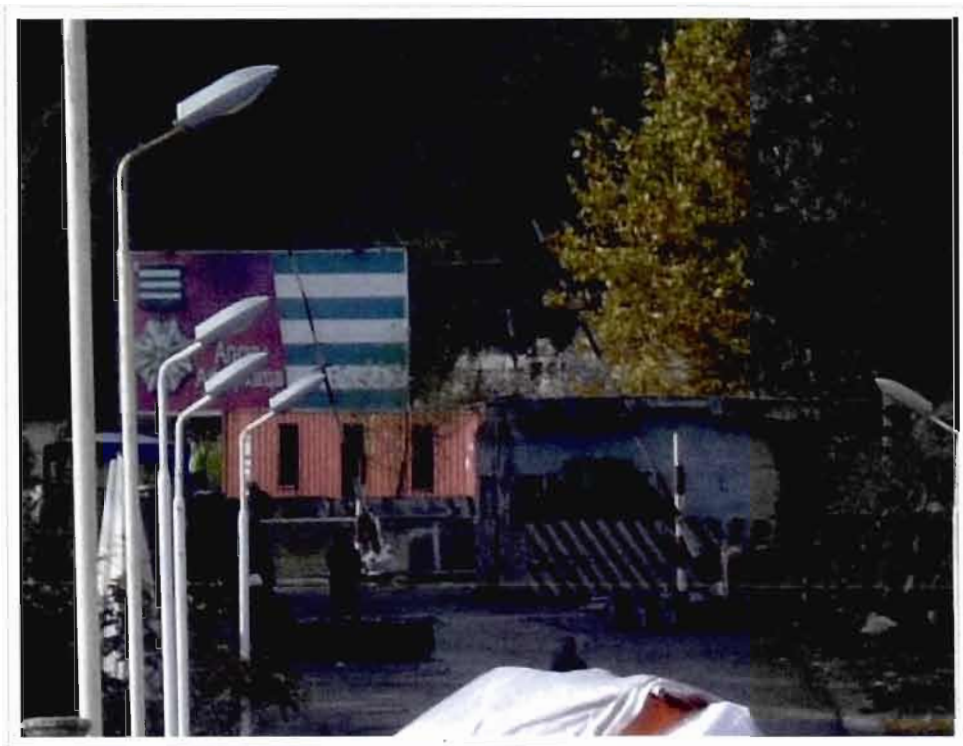


Figure 6.7 : Poste de contrôle abkhaze sur l'Inguri. On notera le panneau aux couleurs du drapeau abkhaze en arrière plan et figurant une médaille militaire, signalant clairement l'entrée en Abkhazie. (© Ivan Kruchkoff; photographie : Ivan Kruchkoff source : blog du photographe « moka.com.au », consulté en février 2010, utilisée avec la permission)

Durant les violences de mai 1998, la CISPKE et la MONUG resteront cantonnées dans leurs quartiers. Elles n'agiront qu'une fois passée un accord d'abjuration de l'emploi de la violence. Bénéficiant du consentement des parties, la CISPKE et la MONUG patrouilleront de concert avec la police de chaque camp pour surveiller l'application de l'accord (ONU, 10 juin, 1998, p.3).

Suite aux violences de mai 1998, le chef de la MONUG conviendra qu'il lui fallait reprendre les patrouilles pour limiter l'action des milices géorgiennes et ainsi reprendre l'exercice de son mandat. Cependant, la sécurité n'étant toujours pas complètement assurée, le *modus operandi* de la MONUG sera toujours limité. Il s'agira de patrouiller par deux véhicules, le long des artères reliant les principales agglomérations, tout en bénéficiant d'un accord avec la CISPKE pour que celle-ci maintienne en alerte un contingent de soldats prêts à être déployés en cas d'embuscade contre la MONUG (ONU, 14 juillet 1998, p.4 ; ONU, 29 octobre 1998, p.7). Notons que les bases de

patrouille demeuraient fermées compte tenu de leur vulnérabilité aux attentats et prises d'otages (ONU, 14 juillet 1998, p.4 ; ONU, 29 octobre 1998, p.7)

Criminalité

Avec la pusillanimité des missions de paix, les éléments criminels auront eu le beau jeu pour agir tout au long de la période considérée. Plusieurs rapports du Secrétaire Général évoquent ce problème (ONU, 20 janvier 1997, p.4 ; ONU, 25 avril 1997, p.5 ; ONU, 28 octobre 1997, p.7, ONU, 19 janvier 1998, p.4). Cette criminalité empêcha les ONG humanitaires de faire leur travail convenablement et ainsi de faciliter le retour des réfugiés (ONU, 19 janvier 1998, p.4). On pense notamment à la fourniture de soins médicaux, d'engrais pour les récoltes, et de matériaux de construction pour les maisons détruites. La MONUG aussi sera visée par la criminalité et verra ses locaux pillés ou volés à de nombreuses reprises entre le début de 1997 et la fin de l'été 1998. Ces actes criminels expliquent aussi la demande de la MONUG pour l'ajout d'une force de protection à ses effectifs.

Gorges de Kodori

Les Gorges de Kodori ne furent pas patrouillées par la MONUG durant de longues périodes. Il y eut un glissement de terrain coupant la route traversant la gorge. Puis durant l'hiver la MONUG ne patrouillait plus la gorge et, finalement, avec toutes les limitations imposées au modus operandi de la mission, la gorge ne fut plus patrouillée.

Cependant, le « checkpoint » de Lata de la CISPKE demeura en fonction et il semble que cela ait été suffisant pour garantir l'ordre. Tous les rapports consultés évoquent un calme ou une tension larvée qui ne déboucha jamais sur des hostilités entre Svanes et Abkhazes (ONU, 25 avril 1997, p.6 ; ONU, 28 octobre 1997, p.8 ; ONU, 19 janvier 1998, p.7 ; ONU, 11 mai 1998, p.10 ; ONU, 10 juin 1998, p.7 ; ONU, 29 octobre 1998, p.7).

6.3.4 Équipement des missions de paix

La MONUG aurait souffert du manque d'armement de ses observateurs. Cela aura entraîné deux prises d'otages, le passage à tabac d'un observateur lors d'un vol, et plusieurs vols de ses établissements. Eusse la MONUG été armée, on peut présumer que l'incidence de ces événements fâcheux aurait été moindre.

D'autre part, pour ce qui est des mines, la MONUG bénéficia finalement de véhicules anti-mines. Encore fallait-il qu'elle patrouille pour qu'ils soient utiles. Les problèmes de sécurité

devaient être surmontés et les patrouilles reprises avec l'arrivée de véhicules anti-éclats, résistants aux projectiles et aux mines. Durant cette période d'étude, nous n'avons pas pu constater l'utilité de ces véhicules.

Ces véhicules ont bel et bien été reçus par la MONUG à la fin de l'été 1998. Cependant, pour des raisons financières, le commandant de la MONUG préférait user irrémédiablement les véhicules anti-mines avant de déployer les nouveaux véhicules (ONU, 29 octobre 1998, p.11)

6.3.5 Impartialité

La préoccupation pour la sécurité aura certes empêché la MONUG d'opérer durant les violences de mai 1998. Sa sécurité aurait pu être améliorée avec l'aide de la CISPKE. Cette dernière se sera abstint d'opérer durant ces violences afin de ne pas sortir de son mandat et conserver une posture d'impartialité.

6.3.6 Fonctionnalité et diversité des acteurs

La MONUG aura axée ses opérations uniquement sur la sphère de sécurité. Suite à la prise d'otage de septembre 1997, le commandant de la MONUG fit venir une équipe de formation privée, spécialisée en prises d'otages (ONU, 28 octobre 1997, p.5 ; ONU, 19 janvier 1998, p.5). Cette équipe devait former les observateurs aux attitudes et comportements à adopter au cas où ils seraient pris en otages.

Pour lutter contre les mines, on procéda au resurfaçage de la M-27, la route principale reliant Gali et Zougidi. L'équipe d'ouvriers fut la cible des poseurs de mines alors les travaux furent suspendus jusqu'à ce qu'on trouve un contracteur disposé à accomplir le travail (ONU, 25 avril 1997, p.6). Ce travail progressera très lentement et ne sera pas terminé lorsque se terminera notre période d'étude (ONU, 29 octobre 1998, p.7).

Finalement, pour lutter contre les prises d'otages et la criminalité, la MONUG aura cherché à déployer une force de protection tel qu'évoqué. Cela aurait permis aux observateurs de poursuivre leur travail sans arme. Le fait ne pas être armé constituait vraisemblablement l'une des composantes à l'obtention du consentement à la présence de la mission par les parties.

CHAPITRE VII

BILAN ET CONCLUSIONS

7.1 Retour sur l'hypothèse

Nous procéderons ici à l'interprétation de nos données. Toutefois, avant d'aller plus loin, nous rappellerons notre hypothèse : la présence de missions de paix aura permis de limiter le nettoyage ethnique dans la région sous l'autorité des missions de paix. La variable indépendante est la « présence » des missions de paix. Au cours de notre travail, nous avons procédé à la définition de ce qui constitue les attributs de la « présence » d'une mission de paix. Il s'agissait des différentes caractéristiques des missions de paix.

Nommément, on a fait référence à : 1) la temporalité, ou la séquence du conflit où une mission intervient; 2) Le degré de consentement accordé par les acteurs et dont dispose une mission pour opérer; 3) La quantité de force employée par la mission pour s'acquitter de son mandat; 4) L'équipement, ou l'armement, dont dispose la mission de paix pour s'acquitter de son mandat; 5) La façon dont la mission de paix s'acquitte de son devoir d'impartialité : 6) On a établi que la fonctionnalité des missions de paix pouvait porter sur les questions de sécurité ou en déborder; 7) Concomitant à cette dernière caractéristique, on peut faire face à des missions dont les acteurs se concentrent sur les tâches de sécurité ou en débordent. On procédera ici à une présentation de ces différentes caractéristiques et de leur relation avec le nettoyage ethnique.

7.1.1 Temporalité

On sait que la notion de temporalité est contingente à celle du consentement. Une mission opérant sans le consentement des acteurs intervient nécessairement pendant le conflit : elle est une cause du conflit. Une mission qui intervient alors que la paix est revenue, pour que celle-ci demeure, doit bénéficier du consentement des parties.

Autrement, la mission sera la cause de la résomption des hostilités. Ainsi, lorsqu'on parle de temporalité de la mission, l'élément capital sous-jacent est celui du consentement : est-il seulement nécessaire?

7.1.2 Consentement

On a vu tout au long du travail que l'ONU et la Russie cherchait à bénéficier du consentement des deux parties pour opérer. Nous croyons que ce consentement était nécessaire. Grâce à ce consentement, les missions de paix ont pu patrouiller dans leur zone de responsabilité. On a noté comment ces activités de patrouille furent importantes pour limiter l'impact négatif de la criminalité et de la milice abkhaze sur le retour des réfugiés.

On aura noté comment ce processus de rapatriement pouvait, à l'échelle du territoire abkhaze et du nombre de réfugiés attendant de revenir (250 000), être excessivement lent et frustrant. On aimerait souligner que les missions de paix ont probablement fait tout ce qu'elle pouvait à l'intérieur de leur mandat. Elle ne pouvait pas forcer le rapatriement des réfugiés puisque cela aurait transformé les deux missions en missions d'imposition de la paix. Pour une question de nettoyage ethnique dans un territoire balkanisé, cela aurait été contre-productif. Il aurait été difficile de forcer des voisins belliqueux à cohabiter. Cependant, elles pouvaient se contenter de sécuriser sur le terrain les avancées consenties par les deux parties. Par exemple, en veillant à la sécurité des personnes rapatriées dans le district de Gali, conformément aux concessions abkhazes. Quant à savoir si les missions de paix auront sécurisé adéquatement sur le terrain ces avancées diplomatiques, il s'agit là de s'interroger sur leur usage de la force.

On note que le manque de consentement de la part d'acteurs non-représentatifs et illégitimes, soit les milices géorgiennes, condamnera les négociations de paix et poussera les missions à réduire leurs activités, donc à réduire l'usage de la force et, mènera à du nettoyage ethnique. Conceptuellement, il s'agit de la transformation de l'environnement de la mission en un environnement propre aux missions de seconde génération, ou élargi, alors que les missions continuèrent à opérer avec un mandat de maintien de la paix classique. C'est ce qui explique la vulnérabilité des missions aux actions des milices géorgiennes alors qu'un mandat de missions de seconde génération aurait impliqué l'emploi de la force à l'encontre des milices.

Avant de procéder à l'analyse de l'usage de la force par les missions de paix, on aimerait élaborer plus longuement quant à la nécessité pour les deux missions de maintenir le consentement des parties à la lumière des faits exposés précédemment dans ce travail.

L'abandon du consentement de la partie abkhaze aurait signifié le passage à une mission d'imposition de la paix. Ce type de mission soulève nombre de questions. Premièrement, qui aurait donné le mandat de cette mission et à qui? Une mission d'imposition de la paix légitime aurait dû nécessiter l'invocation du chapitre VII de la Charte des Nations Unies par le Conseil de Sécurité. Comme l'armée onusienne n'existe pas, qui se serait porté volontaire pour appliquer cette décision?

La Russie aurait été opposée à une telle expédition, alors qu'elle dispose d'un siège permanent au Conseil de Sécurité. En effet, on a vu qu'une expédition guerrière en Abkhazie aurait pu embraser tout le Caucase Nord ou à tout le moins concourir significativement à sa déstabilisation. De plus, une telle mission, compte tenu de la distribution des ethnies en Abkhazie et de la taille de la population de ce territoire, aurait nécessité plusieurs dizaines de milliers de soldats...stationnés aux portes du ventre mou de la Russie, le Caucase Nord...

Le consentement de la Géorgie aussi était nécessaire. Autrement, toutes les actions de la CISPKE pouvaient être répudiées à la pièce alors que Tbilissi avancerait autre chose sur le plan diplomatique. Par exemple, lors des négociations, la Géorgie aurait pu s'entendre avec l'Abkhazie sur un sujet. Une fois sur le terrain, la Géorgie aurait pu protester de la façon dont la CISPKE garantissait la réalisation de cet accord et ainsi *de facto* se débarrasser de son engagement passé avec l'Abkhazie en mettant l'échec sur le dos de la CISPKE. C'est d'ailleurs une des raisons pourquoi nous avons arrêté notre période d'étude avec la fin du consentement géorgien et pourquoi la fin de ce consentement permis une instrumentalisation de la question abkhaze par Moscou.

7.1.3 Usage de la force

L'usage de la force aura surtout consisté en la présence physique sur le terrain. Concrètement, il s'agissait de patrouiller le terrain, établir des « checkpoints », et surveiller la milice abkhaze lors de ses opérations. Toutes ces actions, avec le concours du consentement, améliorèrent les conditions de sécurité pour les réfugiés sur le terrain. Cependant, on notera que cette amélioration ne fut pas définitive. La criminalité demeurait un problème. Cela suggère que des effectifs plus importants auraient été nécessaires : soit plus que les 136 observateurs de l'ONU et un contingent russe plus nombreux que les 1500 hommes déployés.

Le calme dans la gorge de Kodori constitue un succès de cette stratégie de présence sur le territoire. Les patrouilles, les « checkpoints », et en général la surveillance de ce territoire aura

permis aux Svanes et aux Abkhazes de cohabiter, même si la gorge était stratégique et sous l'administration de la police géorgienne. Bien entendu, ce succès de l'emploi de la force va de pair avec le consentement des parties et des communautés visées.

Par contre, lorsque l'environnement évolua en une situation caractéristique d'une mission de seconde génération, les missions de paix cessèrent considérablement d'utiliser la force. Les embuscades des milices géorgiennes menèrent à la suspension des patrouilles de la MONUG et la sévère limitation de l'influence de la CISPKE. On peut présumer que ce manque de présence sur le terrain concourra à la tenue des hostilités de mai 1998. Les deux missions étant pratiquement impuissantes, les milices géorgiennes ont alors cru qu'elles avaient pratiquement réalisé leur objectif stratégique consistant à mettre hors jeu les missions de paix et qu'elles avaient donc le champ libre pour agir à plus grande échelle.

On peut spéculer qu'un armement plus sérieux de la MONUG, et un mandat plus solide pour les deux missions de paix auraient amené à une autre situation. Par exemple, si la CEI, l'Abkhazie et l'ONU l'avaient autorisé, les missions de paix auraient pu lutter activement contre les milices dans le district de Gali. Cependant, on rappellera ici le concept de ligne de Mogadiscio.

Advenant une trop grande publicité de cette lutte des missions de paix contre les milices géorgiennes, le consentement de la population géorgienne et du Parlement géorgien aurait pu leur être retiré. En effet, les 250 000 réfugiés d'Abkhazie s'étaient constitués en un puissant lobby au Parlement géorgien. Certains parlementaires affichaient ouvertement leur support aux milices géorgiennes. On comprendra que la situation était délicate.

7.1.4 L'armement des missions de paix

On a comparé deux missions de paix armées de manières tout à fait différentes. La CISPKE disposait de véhicules blindés, d'armes légères et lourdes, de tanks. Celle-ci aura continué à être présente sur le terrain, quoique de manière limitée, alors que la MONUG aura cessé ses patrouilles.

La MONUG comptait sur l'arrivée de véhicules anti-mines pour reprendre ses patrouilles non-armées. Une fois la situation plus délicate, le commandant de la MONUG requies des véhicules anti-éclats et anti-mines. Notre période temporelle ne nous aura malheureusement pas permis de constater l'efficacité d'une telle mesure. Cependant, un pattern se dessine.

Lorsque les attentats à la mine devinrent inefficaces, les milices procédèrent à des embuscades et des prises d'otages. Une fois les véhicules anti-éclats déployés, on présume que si les milices géorgiennes l'avaient voulu, elles auraient trouvé d'autres façons de gêner les opérations de la MONUG. Par exemple, en introduisant des armes anti-char ou des mines plus puissantes. Le cycle d'innovations et contre-innovations est une constante de tous les conflits et ne peut définitivement être jugulé.

7.1.5 L'impartialité

Les deux missions de paix se seront attachées à demeurer impartiales, même lorsque cela pouvait se montrer contre-productif. Par exemple, la CISPPKF et la MONUG ne firent pas grand-chose pour freiner les premières opérations sauvages de la milice abkhaze contre les réfugiés puisque cela relevait de la compétence abkhaze consistant à assurer l'ordre public, et ce, même si la sécurité des réfugiés était en jeu.

Cependant, les missions ne perdirent jamais par leur faute le consentement des deux grands acteurs stratégiques. Elles sont donc demeurées impartiales aux yeux des parties. Cela était nécessaire pour maintenir leur consentement, lui-même une condition du retour des réfugiés comme nous l'avons vu.

7.1.6 Fonctionnalité et diversité

Malheureusement, nous n'avons pu étudier que l'impact de missions axées sur les questions de sécurité. Nous avons constaté, cependant, que les questions de sécurité étaient primordiales au rapatriement des réfugiés. Les épisodes de nettoyage ethnique ont été le produit d'actes de violence, donc de dégradation des conditions de sécurité. Les mesures d'ingénierie ethnique auront été mises en place suite à ces épisodes de violences. On peut donc faire le lien que si les épisodes de violence avaient été évités, les mesures d'ingénierie ethnique n'auraient pas été introduites. Les questions de sécurité sont donc centrales à toutes missions voulant prévenir le nettoyage ethnique.

Cependant, à proprement parler, la fonctionnalité et la diversité ne se seront pas révélés être des variables très significatives du point de vue opératoire. Dans le cadre de nos deux missions à caractère uni-fonctionnelle, on peut considérer que l'usage de la force et les autres variables qui s'y rattachent représentent effectivement l'opérationnalisation de la variable de la fonctionnalité.

Pour véritablement juger de l'impact de la fonctionnalité et de la diversité des acteurs on aurait du disposer de deux missions différentes à ces égards. Ou encore, il aurait fallu qu'en cours de route, la fonctionnalité (et conséquemment la diversité des acteurs) de l'une ou l'autre des missions évoluent vers un autre statu afin de juger de l'impact d'un agenda élargi.

7.1.7 Réponse à l'hypothèse

Il apparaît que le principal élément concourant à la prévention et au renversement du nettoyage ethnique est l'usage de la force. Cependant, l'usage de la force doit se faire dans un environnement où le consentement des parties est maintenu. Ainsi, les parties doivent elles-mêmes vouloir procéder au rapatriement des réfugiés. La mission ne peut l'imposer, elle ne peut que faciliter ce retour par sa présence. Afin de maintenir ce consentement, il est nécessaire que la mission demeure impartiale. En ce qui concerne l'armement, notre terrain suggère que des véhicules anti-mines et des armes légères suffisent, simplement pour assurer la protection du personnel de la mission.

Malgré le consentement dont elles disposent, les missions de paix demeurent vulnérables à la présence de groupes voulant faire dérailler le processus politique par la violence. Les missions sont vulnérables peu importe l'avenue qu'elles empruntent. Si elles décident de ne rien faire, ces groupes peuvent effectivement saborder le processus de paix et provoquer un épisode de nettoyage ethnique, comme on l'a vu. Même, ces groupes peuvent entamer la détermination des missions à exercer leur mandat. D'un autre côté, si ces missions cherchent à lutter contre ces groupes, elles risquent de franchir la ligne de Mogadiscio et briser le consentement des parties. La solution est probablement plutôt politique.

En attendant une telle solution politique, les missions de paix auraient dû supporter le poids des attaques et continuer à exercer leur mandat. On aura relevé à cet égard que l'équipement des missions de paix peut faire une différence en diminuant pertes en vies humaines et l'affaiblissement de la volonté politique des missions de paix.

Ultimement, il revenait probablement à la Géorgie de désarmer ces milices et rétablir le monopole de l'État sur la violence. Malheureusement, la Géorgie était alors un État se relevant d'une guerre civile et traversant une période de transition économique particulièrement dure pour ses ressources, ressources qui auraient été nécessaires pour rétablir son ascendant sur ces milices.

7.2 Critique de la méthodologie

On pourrait formuler deux critiques à l'égard de la méthodologie. Premièrement, la configuration des missions étudiées n'intégrait pas les questions humanitaires. Cela se reflétait dans le type d'informations recueillies dans nos sources. On sait que de nombreuses agences de l'ONU et ONG travaillaient en Abkhazie, mais elles n'étaient pas intégrées aux missions de paix. Ainsi, les rapports du Secrétaire Général ne donnaient pas beaucoup d'informations sur cet aspect puisque cela tombait en-dehors du mandat de la MONUG et de la CISPKE qu'il devait surveiller. Ainsi, nous ne pouvons comparer le travail d'une mission uni-fonctionnelle et une mission multi-fonctionnelle.

Ensuite, ces mêmes rapports du Secrétaire Général étaient formulés dans un langage généralement très euphémistique. Parfois, à la lumière d'autres sources, on saisissait mieux l'ampleur d'un événement rapporté dans ces rapports. On pose la question quant à l'ampleur du décalage entre la réalité sur le terrain et le langage diplomatique employé pour la décrire. Cela implique que nous avons peut-être sous-estimé l'ampleur de certains événements.

De même, de cet impératif diplomatique découle la brièveté des informations contenues dans les rapports qui concernent les actions de la CISPKE. Car, on rappellera que la Russie s'acquittait d'une mission de paix à la demande de l'ONU et, elle lui rendait ce service alors que de nombreuses critiques s'élevaient contre la multiplication et la complexification des missions menées par l'ONU. Ainsi, il aurait été difficile pour le Secrétaire Général de critiquer ouvertement le travail de la Russie et de la CISPKE dans un de ses rapports.

7.3 Et pour l'avenir?

Pour l'avenir, on aurait aimé trouver des façons de surmonter les deux problèmes posés par les rapports du Secrétaire Général de l'ONU. Cela aurait nécessité des moyens qui se trouvent hors de notre portée. On pourrait par exemple consulter les archives de la MONUG au siège des Nations Unies. Dans la même veine, un chercheur parlant russe pourrait consulter les archives de la CISPKE à Moscou, dans la mesure où on lui donne accès à ce matériel.

Pour ce qui est de la comparaison entre missions uni-fonctionnelles et multifonctionnelles, on pourrait élargir les sources consultées. Par exemple, les archives du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés seraient intéressantes à étudier puisque c'est cet organisme qui veillait effectivement au rapatriement des réfugiés.

De plus, on pourrait effectuer des comparaisons avec des missions de paix situées sur d'autres terrains. Notamment, le cas de l'Ossétie du Sud serait intéressant à examiner. Il s'agit de l'autre région séparatiste de la Géorgie où on retrouvait aussi une mission de paix russe, géorgienne, et sud-ossète, dans un contexte où du nettoyage ethnique avait été mené.

Notre recherche suggère que le consentement des parties est important au rapatriement des réfugiés et le retour de la paix. Cependant, nous savons qu'il existe des cas où du nettoyage ethnique a été arrêté suite à une opération d'imposition de la paix. Ces deux cas sont balkaniques.

Le premier est la campagne de bombardement de l'OTAN menée contre la Yougoslavie et qui aura produit les accords mettant fin au nettoyage ethnique en Bosnie. Ces mêmes accords auront fait naître la Bosnie-Herzégovine et consacré la venue d'une mission de paix dans ce nouveau pays pour garantir l'existence de cet État multiethnique.

Le deuxième cas est la deuxième campagne de bombardement de l'OTAN contre la Yougoslavie pour mettre fin au nettoyage ethnique au Kosovo. Cette campagne aura initialement accéléré ce nettoyage mené par les Serbes, puis elle aura assuré l'indépendance du Kosovo et la venue d'un contingent de 40 000 soldats américains en sol kosovar pour garantir la paix.

Il existe donc des cas où le consentement n'aura pas été requis pour arrêter et renverser du nettoyage. Il serait intéressant d'étudier ces guerres sous l'angle de l'évolution du nettoyage ethnique et de la cohabitation entre les peuples. On saurait alors un peu mieux si « l'humanisme militaire » existe...

BIBLIOGRAPHIE

«Population de l'Abkhazie: Recensements». En ligne. <<http://www.ethno-kavkaz.narod.ru/rnabkhazia.html>>. Consulté le 9 septembre 2009.

(1er avril 1997). Letter dated 1 April 1997 from the Permanent Representative of the Russian Federation to the United Nations addressed to the Secretary-General Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies

(1er juillet 1996). Rapport S/1996/507 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies

(1er mai 1995). Rapport S/1995/342 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies

(2 janvier 1996). Rapport S/1996/5 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies

(3 mars 1994). Rapport S/1994/253 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies

(5 mai 1998). Lettre datée du 5 mai 1998, adressée au Secrétaire Général par le Représentant Permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies

(6 mars 1995). Rapport S/1995/181 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies

(7 août 1995). Rapport S/1995/657 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies

(8 novembre 1995). Rapport S/1995/937 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies

- (10 janvier 1995). Rapport S/1995/10 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies
- (10 juin 1998). Rapport S/1998/497 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies
- (11 mai 1998). Rapport S/1998/375. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies
- (14 juillet 1998). Rapport S/1998/647 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies
- (14 octobre 1994). Rapport S/1994/1160 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies
- (15 avril 1996). Rapport S/1996/284 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies
- (17 mai 1994). Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces signé le 14 mai à Moscou. Lettre échangé entre le représentant de la Géorgie aux Nations Unies et le Secrétaire Général des Nations Unies (S/1994/583). New-York, Nations Unies
- (18 juillet 1997). Rapport S/1997/558 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies
- (19 janvier 1998). Rapport S/1998/51 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies
- (20 janvier 1997). Rapport S/1997/47 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies
- (23 mai 1996). Lettre datée du 23 mai 1996, adressée au Secrétaire Général par le Représentant Permanent de la Fédération de Russie auprès de l'organisation des Nations Unies. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies
- (23 octobre 1996). Lettre datée du 23 octobre 1996, adressée au Secrétaire Général par le Représentant Permanent de la Fédération de Russie auprès de l'organisation

des Nations Unies. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies

(25 avril 1997). Rapport S/1997/340 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations--Unies

(25 janvier 1994). Rapport S/1994/80 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies

(28 octobre 1997). Rapport S/1997/827 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies

(29 octobre 1998). Rapport S/1998/1012 du Secrétaire Général. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies

(31 janvier 1996). Letter dated 26 January 1996 from the Permanent Representative of the Russian Federation to the United Nations addressed to the Secretary General. Secrétariat du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies

1924. «The Covenant of the League of Nations». Avalon Project, Yale Law Library. En ligne. <http://avalon.law.yale.edu/20th_century/leagcov.asp>. Consulté le 17 août.

1945. «Charte des Nations Unies». Nations Unies. En ligne. <<http://www.un.org/fr/documents/charter/>>. Consulté le 28 août 2009.

(1993). Mémoire d'accord entre les parties géorgienne et abkhaze adopté à l'issue des négociations de Genève:document S/26875. Présidence du Conseil de Sécurité. New-York, Nations Unies

(1995). International Relations: A Political Dictionary. L. Ziring, J.C. Plano et R. Olton. Denver, Colorado, ABC-Clio: 458 p

(1995). Georgia/Abkhazia: Violations of the Laws of War and Russia's Role in the Conflict. Helsinki, Human Rights Watch. 7 En ligne. <<http://www.hrw.org/reports/pdfs/g/georgia/georgia953.pdf>>.

1997. «Abkhaz Peacekeepers Future Unclear». *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 31

- juillet 1997. En ligne. <<[<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1997/97-07-31.rferl.html#01>](http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1997/97-07-31.rferl.html#01)>>.
1997. «Chechnya Offers to Mediate». *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 1er août 1997. En ligne. <<[<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1997/97-08-01.rferl.html#03>](http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1997/97-08-01.rferl.html#03)>>.
1997. «Georgian President Rejects Abkhaz Peace Proposal». *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 28 mai 1997. En ligne. <<[<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1997/97-05-28.rferl.html#06>](http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1997/97-05-28.rferl.html#06)>>.
1997. «North Caucasian Presidents Want Greater Role in Mediating Abkhaz Conflict». *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 23 avril 1997. En ligne. <<[<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1997/97-04-23.rferl.html#03>](http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1997/97-04-23.rferl.html#03)>>.
1997. «Russian President Accuses Georgia of Political Blackmail». *Open Media Research Institute*, 3 juin 1997. En ligne. <<[<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1997/97-06-03.rferl.html#01>](http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1997/97-06-03.rferl.html#01)>>.
1998. «Georgia Adopts New Security Concept». *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 4 avril 1997. En ligne. <<[<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1997/97-04-04.rferl.html#04>](http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1997/97-04-04.rferl.html#04)>>.
1998. «Georgia, Russia Remain At Odds Over Abkhazia». *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 6 janvier 1998. En ligne. <<[<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1998/98-01-06.rferl.html#01>](http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1998/98-01-06.rferl.html#01)>>.
- Fuller, Liz. 1997. «Georgia Equivocal Over Peacekeepers». *Open Media Research Institute*, 31 juillet 1997. En ligne. <<[<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1997/97-07-31.rferl.html#01>](http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1997/97-07-31.rferl.html#01)>>.
- Areshidze, Irakly. 2007. *Democracy and autocracy in Eurasia : Georgia in transition*. Coll. «Eurasian political economy and public policy studies series». East Lansing:

Michigan State University Press. En ligne.
 <<http://www.loc.gov/catdir/toc/ecip0715/2007015419.html>>.

Attar, F. 2009. *Dictionnaire des relations internationales de 1945 à nos jours*. Paris: Seuil.

Bellamy, Alex J. 2004. «The "next stage" in peace operations theory?». *International Peacekeeping*. vol. 11, no 1, p. 17 - 38. En ligne.
 <<http://www.informaworld.com/10.1080/1353331042000228436>>.

Bell-Fialkoff, A. 1993. «A Brief History of Ethnic Cleansing». *Foreign Affairs*. vol. 72, no 3, p. 110.

-----, 1996. *Ethnic Cleansing*. New-York: St-Martin's Press.

Bezanis, Lowell. 1996. «More On Abkhaz Peacekeepers Mandate». *Open Media Research Institute*, 15 août 1996. En ligne.
 <<http://www.hri.org/news/balkans/omri/1996/96-08-15.omri.html>>.

-----, 1996. «More on Russian Peacekeepers in Abkhazia». *Open Media Research Institute*, 13 août 1996. En ligne.
 <<http://www.hri.org/news/balkans/omri/1996/96-08-13.omri.html#01>>.

Binette, Pierre. 1998. «La crise en Abkhazie: acteurs et dynamique». *Etudes Internationales*. vol. 29, p. 831-865.

Dailey, Erika (1993). War or peace? human rights and Russian military involvement in the "near abroad", Human Rights Watch En ligne.
 <<http://www.hrw.org/legacy/reports/1993/russia/>>.

Dale, Catherine. 1993. «Turmoil in Abkhazia: Russian responses». *RFE/RL Research Report*. vol. 2, no 27 août, p. 48-57.

Dale, C. 1996. «The Case of Abkhazia (Georgia)». In *Peacekeeping and the Role of Russia in Eurasia*, L. Johnson et C. Archer, p. 121-137. Boulder, Colorado: Westview Press.

Dale, Catherine. 1997. «The Dynamics and Challenges of Ethnic Cleansing: The

Georgia/Abkhazia Case». *Refugee Survey Quarterly*. vol. 16, p. 77-109.

Danielyan, Emil. 1997. «Nato Secretary-General in Georgia». *Open Media Research Institute*, 12 février 1997. En ligne.
<<<http://www.hri.org/news/balkans/omri/1997/97-02-12.omri.html#01>>>

>.

-----, 1997. «Shevardnadze Sets Conditions For Remaining in Russian "Sphere of Influence"». *Open Media Research Institute*, 27 janvier 1997. En ligne.
<<<http://www.hri.org/news/balkans/omri/1997/97-01-27.omri.html>>>.

David, Charles-Philippe. 2006. *La guerre et la paix : approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, 2e éd. rev. et augm. Paris: Sciences Po.

David, Charles-Philippe, et Jean-Jacques Roche. 2002. *Théories de la sécurité*. Coll. «Clefs politiques». Paris: Montchrestien, 160 p.

Diehl, Paul F. 2008. *Peace operations*. Coll. «War and conflict in the modern world». Cambridge ; Malden, MA: Polity. En ligne.
<<http://www.loc.gov/catdir/toc/fy0805/2008274881.html>>.

Diehl, Paul F., Daniel Druckman et James Wall. 1998. «International Peacekeeping and Conflict Resolution: A Taxonomic Analysis with Implications». *The Journal of Conflict Resolution*. vol. 42, no 1, p. 33-55. En ligne.
<<http://www.jstor.org/stable/174552>>.

Durch, William J. 2006. *Twenty-first-century peace operations*. Washington, D.C.: United States Institute of Peace and the Henry L. Stimson Center. En ligne.
<<http://www.loc.gov/catdir/toc/ecip0615/2006016057.html>>.

Fuller, Liz. 1996. «Compromise Reached on Russian Peacekeepers in Abkhazia». *Open Media Research Institute*, 23 juillet 1996. En ligne.
<<<http://www.hri.org/news/balkans/omri/1996/96-07-23.omri.html>>>.

-----, 1996. «"No Alternative" to War in Abkhazia». *Open Media Research Institute*, 8 octobre 1996. En ligne. <<<http://www.hri.org/news/balkans/omri/1996/96-10-08.omri.html#01>>>.

- , 1996. «Russia Concerned Over Shevardnadze's Stance on Bases». *Open Media Research Institute*, 2 octobre 1996. En ligne. <<http://www.hri.org/news/balkans/omri/1996/96-10-02.omri.html>>.
- , 1996. «Russian Foreign Ministry Condemns "Anti-Russian Campaign" By Georgian Parliament». *Open Media Research Institute*, 11 octobre 1996. En ligne. <<http://www.hri.org/news/balkans/omri/1996/96-10-11.omri.html>>.
- , 1996. «Russian Peacekeeping Mandate in Abkhazia Extended». *Open Media Research Institute*, 20 mai 1996. En ligne. <<http://www.hri.org/news/balkans/omri/1996/96-05-20.omri.html#01>> >. Consulté le 21 janvier 2010.
- , 1997. «Georgian Parliament Issues Ultimatum Over Peacekeepers». *Open Media Research Institute*, 2 juin 1997. En ligne. <<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1997/97-06-02.rferl.html#04>>.
- , 1997. «Shevardnadze Ultimatum to Russian Peacekeepers». *Open Media Research Institute*, 25 mars 1997. En ligne. <<http://www.hri.org/news/balkans/omri/1997/97-03-25.omri.html#01>>.
- , 1998. «Abkhaz Expel Georgian Guerrillas From Gali». *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 27 mai 1998. En ligne. <<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1998/98-05-27.rferl.html>>.
- , 1998. «Abkhaz President Imposes State of Emergency in Gali». *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 28 mai 1998. En ligne. <<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1998/98-05-28.rferl.html>>.
- , 1998. «...As Abkhaz Talks Reach Impasse». *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 9 juin 1998. En ligne. <<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1998/98-06-09.rferl.html>>.

[09.rferl.html>](#)

>.

-----, 1998. «...Assesses Relations With Russia». *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 13 janvier 1998. En ligne. <<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1998/98-01-13.rferl.html#01>>

>.

-----, 1998. «Georgian President Again Discusses "Bosnia Option" For Abkhazia...». *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 13 janvier 1998. En ligne. <<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1998/98-01-13.rferl.html#01>>

>.

-----, 1998. «Russia Opposes "Bosnian Variant" For Abkhazia». *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 7 janvier 1998. En ligne. <<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1998/98-01-07.rferl.html#01>>

>.

-----, 1998. «Russia Wants Georgian Decision on CIS Peacekeepers». *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 31 juillet 1998. En ligne. <<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1998/98-07-31.rferl.html#06>>.

-----, 1998. «Solan in Tbilissi». *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 30 septembre 1998. En ligne. <<http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1998/98-09-30.rferl.html#01>>.

Goldenberg, Suzanne. 1994. *Pride of small nations : the Caucasus and post-Soviet disorder*. London: Zed.

Griffiths, M., et T. O'Callaghan. 2002. *International Relations: The Key Concepts*. London: Routledge.

Herzig, Edmund. 1999. *The new Caucasus : Armenia, Azerbaijan and Georgia*. London London ; New York: Royal Institute of International Affairs ; Pinter.

Hillen, John. 2000. *Blue Helmets: The Strategy of UN Military Operations*, 2. Washington:

Brassey's.

Karaosmanoglu, Ali L. 1970. *Les actions militaires coercitives et non-coercitives des Nations-Unies*. Coll. «Travaux de droit, d'économie, de sociologie et de sciences politiques», no 82. Paris: Droz.

Kolsto, P., et H. Blakkisrud. 2008. «Living with non-recognition: State- and nation-building in South Caucasian Quasi-states». *Europe Asia Studies*. vol. 60, no 3, p. 483-509.

Kvarchelia, L. 1998. «Georgia-Abkhazia conflict: view from Abkhazia». *Demokratizatsiya*. vol. 6, no 1, p. 18-27. En ligne. <<http://www.scopus.com/scopus/inward/record.url?eid=2-s2.0-0031853499&partnerID=40>>.

Lacoste, Yves. 2003. *De la géopolitique aux paysages : dictionnaire de la géographie*. Paris: Armand Colin.

Larsson, R. L. 2004. «The Enemy Within: Russia's Military Withdrawal from Georgia». *The Journal of Slavic Military Studies*. vol. 17, no 3, p. 405-424. En ligne. <http://www.scopus.com/scopus/redirect/linking.url?targetURL=http%3a%2f%2fwww.csa.com%2fids70%2fipauthenticate.php%3fvid%3d1%26auth_Type%3dip%26san%3d200505475%2528WPSA%2529&locationID=19&categoryID=2&eid=2-s2.0-34248064334&issn=&linkType=ThirdPartyLinking&year=&db=CSAWPS&platform=CSA+Illumina&dig=91131de98dafca4b1eb68b32622b8b97>.

MacFarlane, Neil, Larry Minear et Stephen Shenfield (1996). *Armed Conflict in Georgia: A Case Study in Humanitarian Action and Peacekeeping*. The Thomas J. Watson Jr. Institute for International Studies. Providence, Brown University: 126 p En ligne. <<http://watsoninstitute.org/pub/op21.pdf>>.

Macfarlane, S. Neil (1997). *On the front lines in the near abroad: the CIS and the OSCE in Georgia's civil wars*, Routledge. 18: 509 - 526 p En ligne. <<http://www.informaworld.com/10.1080/01436599714849>>.

Mackinlay, John, et Jarat Chopra. 1992. «Second Generation Multinational Operations».

The Washington Quarterly, no summer, p. 113-131.

Mackinlay, John, et Peter Cross. 2003. *Regional peacekeepers : the paradox of Russian peacekeeping*. Tokyo ; New York: United Nations University Press.

Mann, M. 2005. *The Dark Side of Democracy: Explaining Ethnic Cleansing*. New-York: Cambridge University Press.

Michels, P. 1998. «Le "Nettoyage ethnique": définitions et implications». *Canadian Review of Studies in Nationalism*. vol. 25, no 1-2, p. 83-94.

Mooney, E. D. 1995. «International displacement and the conflict in Abkhazia: international responses and their protective effect». *International Journal on Group Rights*. vol. 3, no 3, p. 197-226.

Mulaj, K. 2008. «Forced displacement in Darfur, Sudan: Dilemmas of classifying the crimes». *International Migration*. vol. 46, no 2, p. 27-48.

Murinson, A. 2004. «The secessions of Abkhazia and Nagorny Karabagh. The roots and patterns of development of post-Soviet micro-secessions in Transcaucasia». *Central Asian Survey*. vol. 23, no 1, p. 5-26.

Murphy, A. B., M. Bassin, D. Newman, P. Reuber et J. Agnew. 2004. «Is there a politics to geopolitics?». *Progress in Human Geography*. vol. 28, no 5, p. 619-640. En ligne. <http://www.scopus.com/scopus/inward/record.url?eid=2-s2.0-7744220283&partnerID=40&rel=R6.0.0> >.

Naimark, N. M. 2001. *Fires of hatred: ethnic cleansing in twentieth-century Europe*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press.

Nodia, Ghia. 1995. «Georgia's Identity Crisis». *Journal of Democracy*. vol. 6, no 1, p. 104-116. En ligne. http://muse.jhu.edu/journals/journal_of_democracy/v006/6.1nodia.html >.

-----, 1997. *Causes and visions of conflict in Abkhazia*. Coll. «Berkeley Program in Soviet and Post-Soviet Studies, University of California». En ligne. <http://repositories.cdlib.org/cgi/viewcontent.cgi?article=1015&context=iseees/bp>

S>.

Nuriyev, Elkhann. 2007. *The South Caucasus at the crossroads : conflicts, Caspian oil and great power politics*. Berlin: Lit.

Rae, H. 2002. *State Identities and the homogenisation of peoples*. New-York: Cambridge University Press.

Rosière, Stéphane. 2006. *Le nettoyage ethnique: terreur et peuplement*. Paris: Ellipses.

Sécurité, Conseil de (19 octobre 1993). Résolution 876. New-York, Nations Unies En ligne.

<[http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/876\(1993\)&TYPE=&referer=http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/cs93.htm&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/876(1993)&TYPE=&referer=http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/cs93.htm&Lang=F)>.

----- (21 juillet 1994). Résolution 937. New-York, Nations Unies

----- (22 décembre 1993). Résolution 892. New-York, Nations Unies

----- (31 janvier 1994). Résolution 896. New-York, Nations Unies

Sharov, E., et John Mackinlay. 2003. «Russian Peacekeeping Operations in Georgia». In *Regional Peacekeepers: The Paradox of Russian Peacekeeping*, John Mackinlay et Peter Cross, p. 63-110. New-York: United Nations University Press.

Spira, T. (1999). *Nationalism and Ethnicity Terminologies and Encyclopedic Dictionary and Research Guide*. Gulf Breeze, Floride, Academic International Press: 757 p

Tertrais, B. 2006. *Dictionnaire des enjeux internationaux: l'actualité mondiale en 750 mots clés*. Paris: Autrement.

Toft, M. D. 2001. «Multinationality, regional institutions, state-building and the failed transition in Georgia». *Regional and Federal Studies*. vol. 11, no 3, p. 123-142.

Vaïsse, Maurice. 2004. *La paix au XXe siècle*. Paris: Belin.

- Wainhouse, David W., John C. Dreier et Bernhard G. Bechhoefer. 1966. *International peace observation : a history and forecast (by) david W. Wainhouse (et al.)*. Baltimore: Johns Hopkins Press.
- Wentges Taylor, J. 1998. «Force, function and phase: Three dimensions of UN peacekeeping». *International Peacekeeping*. vol. 5, no 3, p. 58-77. En ligne. <http://pdfserve.informaworld.com/19425_770884626_784175812.pdf>.
- Wheatley, Jonathan. 2005. *Georgia From National Awakening to Rose Revolution*. Coll. «Post-Soviet Politics». Burlington: Ashgate.
- Zürcher, Christoph. 2005. «Georgia's Times of Troubles, 1989-1993». In *Statehood and Security: Georgia after the Rose Revolution*, Bruno Coppieters et Robert Legvold. Cambridge: MIT Press.